

Le Japon et la « menace » soviétique

C'est, une nouvelle fois, sur le mode dramatique que le rapport annuel consacré à la politique de défense du Japon brandit la menace militaire « latente et croissante » de l'Union soviétique dans le Pacifique, pour appeler à un renforcement du potentiel militaire nippon.

Le rapport, rendu public vendredi 8 août à Tokyo, attire l'attention sur le fait que le Japon n'a toujours pas achevé un programme de renforcement de ses capacités de défense adopté il y a maintenant dix ans. Il souligne, en revanche, que l'URSS a mis cette décennie à profit pour opérer un triple renforcement de ses forces armées en Extrême-Orient : dans le domaine, privilégié, de sa flotte du Pacifique, en matière de bombardiers stratégiques et, surtout, de missiles nucléaires intermédiaires, basés en Extrême-Orient soviétique.

Diverses considérations paraissent avoir dicté les recommandations de ce nouveau « livre blanc ». Et si elles n'ont guère l'attrait de la nouveauté elles n'en font pas moins partie des réalités, et des recettes obligées de la politique de défense japonaise.

D'abord, tout confirme en effet — géographiquement, qualitativement et quantitativement — un renforcement continu de la présence et de la puissance, conventionnelle et nucléaire, de Moscou dans la région. Cet arsenal paraît disproportionné au regard de celui d'un Japon toujours interdit d'armement nucléaire. Mais force est de constater que les États-Unis, liés à Tokyo par un pacte de défense, ne sont pas restés inactifs en la matière.

En fait, le Kremlin justifie sa politique par une volonté de rééquilibrer le rapport de forces dans le Pacifique, ce « les américains ».

On sait, par ailleurs, que M. Nakasone est un nationaliste bon teint, et que son cabinet prépare le prochain budget. On connaît son penchant, celui de ses alliés libéraux-démocrates — et aussi des milieux d'affaires — pour une bonne dose de réarmement et de grandeur militaires. Leur récent triomphe électoral et la nomination au gouvernement de quelques patriotes véhéments devraient encore renforcer cette tendance.

(Lire nos informations page 16.)

Dans une démarche auprès de l'URSS

Les Alliés dénoncent l'afflux d'immigrants à Berlin-Ouest

La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis sont intervenus auprès de l'URSS, quatrième puissance garante du statut de Berlin, pour protester contre l'afflux de demandeurs d'asile en Europe occidentale via Berlin-Est.

BONN
de notre correspondant

En avant-première de la campagne pour les législatives de janvier 1987, les partis conservateurs ouest-allemands menaient le creux de l'étau en relançant leur campagne pour un durcissement de la législation sur le droit d'asile en RFA.

L'occasion leur en a été fournie par l'accroissement du nombre des demandeurs d'asile, qui, comme l'année dernière à pareille saison, a sensiblement augmenté au cours de la période estivale. Le record du mois d'août de l'année dernière (9 178) a été battu au mois de juillet (9 710). Les chiffres des premiers mois de l'année

semblent indiquer que l'on dépassera en 1986 le nombre de réfugiés accueillis en 1985 (73 000) en restant toutefois très en deça du record de 1980 (107 818).

Le phénomène des demandeurs d'asile politique, qui a pris de l'ampleur depuis deux ans, n'est pas propre à la RFA. En raison des mesures restrictives prises un peu partout en Europe pour freiner l'immigration, il était tentant pour les filières de passeurs d'exploiter les failles des législations européennes. La République fédérale d'Allemagne représentait avec les pays scandinaves et les Pays-Bas un terrain de choix.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 4.)

Nouvelle escalade dans le Golfe

Des objectifs économiques bombardés en Irak et en Iran

L'Irak et l'Iran s'acheminent vers une nouvelle « guerre des villes ». Tandis que les combats piétinent le long de la frontière, les deux pays belligérants ont relancé leurs attaques aériennes contre des objectifs économiques.

Les bombardements irakiens, qui visent avant tout les installations pétrolières et économiques iraniennes, sont devenus de plus en plus précis, grâce aux progrès de l'aviation de Bagdad, qui semble maîtriser désormais l'armement perfectionné fourni par la France. Fin juillet, l'homme d'État irakien Rafsanjani, le président du Parlement iranien et représentant de l'Iran auprès du Conseil supérieur de défense, menaçait d'entreprendre des actions de représailles contre l'Irak. Il affirmait que les militaires de son pays avaient parfaitement localisé « les installations pétrolières et économiques vitales de l'Irak », et étaient en mesure de lancer des « attaques par missiles contre celles-ci ».

L'Irak n'a pas encore utilisé de missiles. Mais les représailles de

l'aviation iranienne semblent effectivement de plus en plus violentes contre les « cibles économiques » irakiennes. Après le raid irakien du 28 juillet contre la ville d'Arak, dans le centre de l'Iran, qui avait fait environ une centaine de tués, le journal *Abhar*, qui reflète généralement le point de vue des « durs » de Téhéran, demandait que soit « frappé vite et à plusieurs reprises le cœur de l'Irak : Bagdad ». On n'en est pas encore là. Mais, avec l'escalade militaire qui se poursuit, il est probable que la trêve de facto observée depuis le 15 juillet 1985 dans la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran ne sera plus qu'un sursis.

J. G.

(Lire nos informations page 3.)

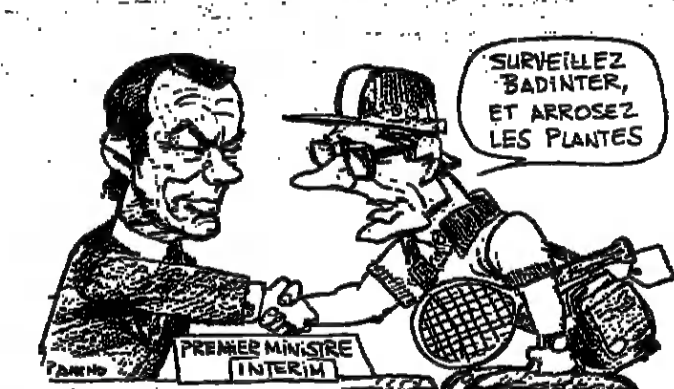
La polémique autour du rôle du Conseil constitutionnel

Les archéo-bonapartistes

Le débat sur le rôle du Conseil constitutionnel s'anime après les déclarations au « Monde » du garde des sceaux, M. Alain Chalon (qui assure l'intérim du premier ministre en l'absence de M. Chirac et de M. Balladur). Les sénateurs socialistes se sont de nouveau tournés vers les juges du Palais-Royal à propos des lois sur la sécurité tandis que la majorité souhaiterait revenir sur la possibilité, accordée en 1974, aux parlementaires de saisir le Conseil constitutionnel.

par Olivier Duhamel

Nous vivons des temps bien singuliers. L'on croyait révolue l'époque du jacobinisme primitif, où un responsable du Parti socialiste osait dire à l'opposition d'alors : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires ». La phrase, prononcée au début des années 80, était apparue à beaucoup, à droite mais aussi à gauche, comme une de ces bévues paléolithiques que l'on n'entendrait plus. Et voici que,



quatre ans plus tard, la droite, revenue aux affaires, s'indigne de ceux qui osent le droit à la volonté souveraine de l'Assemblée.

Nous vivons des temps bien singuliers. Un député RPR, qui avait pourtant eu le mérite de mettre ses amis en garde contre les limitations insuffisantes de la concentration dans la presse écrite, change son fusil d'épaule et dénonce le surcroît de « de pré-tendus principes constitutionnels ex-nihilo ». Le voici relayé par le

garde des sceaux, avouant sa nostalgie de la belle époque où le Conseil constitutionnel se contentait de surveiller que le Parlement n'empiète pas sur le domaine réglementaire du gouvernement. Le Conseil constitutionnel n'est que « le chien de garde de l'exécutif », disait-on alors. Depuis quelques années, nous enseignons aux étudiants de ne pas répéter cette vieille lune dépassée. M. Chalon veut lui redonner vie...

(Lire la suite page 5.)

Voyage à travers la culture américaine

Depuis que l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, a fait des séjours à Mexico, pour ensuite corriger le tir par d'innombrables sourires, les États-Unis sont devenus omniprésents dans la parole culturelle française. Naguère encore, on parlait d'impérialisme. Maintenant on découvre (ou l'on accepte de reconnaître) un immense foyer de création, dont on croit devoir envier la richesse.

Mais en fait, en dehors du cinéma, de Broadway, du mécénat, de la danse et de la statue de la Liberté, la connaissance que nous avons de la culture américaine est à peu près aussi ténue que la vision des Américains sur la France, volontiers confondue avec le reste de l'Europe. Fâcheux. Mais même aux États-Unis, gens du Nord et gens du Sud, gens de l'Est et gens de l'Ouest ignorent pour l'essentiel ce qui se fait à l'autre bout du pays. Seuls les artistes « voyagent », ou ceux qui les vendent. Et qui va chercher à travers le pays ces innombrables différences, d'origine parfois seulement légale, qui font de telle ville un modèle de préservation historique, de telle autre un abîme de misère pour son « patrimoine », de telle ville un centre culturel de première importance, de telle autre, souvent voisine, un désert ?

La culture américaine est à peu près aussi ténue que la vision des Américains sur la France, volontiers confondue avec le reste de l'Europe. Fâcheux. Mais même aux États-Unis, gens du Nord et gens du Sud, gens de l'Est et gens de l'Ouest ignorent pour l'essentiel ce qui se fait à l'autre bout du pays. Seuls les artistes « voyagent », ou ceux qui les vendent. Et qui va chercher à travers le pays ces innombrables différences, d'origine parfois seulement légale, qui font de telle ville un modèle de préservation historique, de telle autre un abîme de misère pour son « patrimoine », de telle ville un centre culturel de première importance, de telle autre, souvent voisine, un désert ?

Au terme d'un voyage à travers plusieurs États, nous avons pu approcher de plus près certains mécanismes (le financement de la culture, au sens large, la protection des monuments historiques), certaines institutions un peu mythiques, comme le Getty Trust, ou certaines personnalités dont le poids est considérable dans le domaine qui se leur. C'est par l'une d'elles, Philip Johnson, que nous ouvrons une série d'articles dont le seul but est d'atténuer certains clichés, d'anciens. L'architecte Philip Johnson a quatre-vingt ans ; il a suivi et encouragé tout le mouvement moderne. Mais, surtout, il a été le témoin et l'acteur d'une évolution qu'il continue aujourd'hui encore de précéder ou, selon d'autres, de perturber.

(Lire page 9 l'article de FRÉDÉRIC EDELMANN.)

Relance du débat au Pays basque espagnol

Faut-il négocier avec l'ETA ?

BILBAO
de notre envoyé spécial

Qu'il est donc difficile de plaire à la fois à Dieu et à César au sud des Pyrénées ! La France, une fois de plus, est en train d'en faire l'amère expérience. Hier vilipendée à Madrid et encensée à Bilbao, la voilà maintenant encensée à Madrid et vilipendée à Bilbao. Alors que tous les partis politiques de la capitale applaudissent à l'égard de l'ETA et de ses sympathisants, au Pays basque espagnol, en revanche, les nationalistes, même modérés, protestent ou se démarquent. En un mois, une trentaine de voitures portant des plaques françaises ont été incendiées par un mystérieux « comité d'appui aux réfugiés ».

Voilà donc la France à nouveau entraînée dans un débat qui la dépasse, et qui est en fait purement espagnol, ou, plus exacte-

ment, basco-espagnol. Derrière la polémique à propos de la nouvelle attitude française, les forces politiques de Bilbao, en fait, visent leurs propres querelles : existe-t-il une solution purement policière au problème basque ? Faut-il ou non négocier avec l'ETA ? Le statut d'autonomie dont jouit la région est-il suffisant pour isoler socialement le nationalisme le plus radical ? Tels sont en fait les véritables termes du débat. Un débat qui ne cesse de diviser le Pays basque depuis dix ans. Mais qui se rouvre aujourd'hui, par France interposée, avec plus de virulence que jamais.

Que les milieux sympathisants de l'ETA tempêtent contre la nouvelle politique française n'étonnera personne. « Les États espagnols et français, avec leur hystérique obsession anti-ETA, exhalent les plus fétides odeurs répressives », lance dans un édi-

riel le quotidien radical *Egin*, très lu au Pays basque et pas seulement par les « enrégimés » de la lutte armée. Que ces mêmes milieux considèrent que Paris et Madrid ne viendront pas de la sorte à bout de l'ETA, voilà qui ne surprendra pas non plus. Les dirigeants de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, qui a vu ses voix augmenter de 10% aux dernières élections, en sont persuadés et demandent : « Comment le gouvernement de Madrid va-t-il expliquer à l'opinion publique que l'ETA réalise ses coups les plus audacieux dans la capitale alors que la France a, parait-il, mis hors d'état de nuire ses principaux dirigeants ? Comment va-t-il expliquer que les socialistes perdent des voix au Pays basque et que Herri Batasuna en gagne, alors qu'à l'entendre l'ETA serait de plus en plus isolée ? »

THÉRRY MALINAK.
(Lire la suite page 4.)

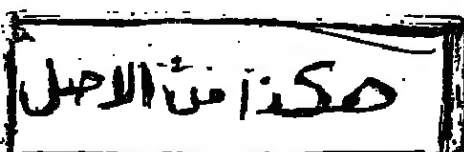
Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SOMMAIRE
DE JUILLLET-AOÛT

NOTRE-DAME
DE RONCHAMP • NOUVELLES
VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux



Dates

Il y a quinze ans, le « traité d'amitié » indo-soviétique

Indira Gandhi s'appuie sur Moscou

RENDEZ-VOUS

Dimanche 10 août. - Quito : discours de l'état de l'Union ;

Lundi 11 août. - Moscou : réunion d'experts soviétiques et américains sur les armements.

Mardi 12 août. - Washington : conférence de presse du président Reagan ;

Durban : congrès du Parti national (jusqu'au 13 août) ;

Mercredi 13 août. - Washington : entretiens entre M. Reagan et M. de La Madrid, président du Mexique ;

Berlin : vingt-cinquième anniversaire de la construction du mur ;

Jeudi 14 août. - Francfort : élection d'un nouveau maire (Daniel Cohn-Bendit est candidat) ;

Berlin-Ouest : le vice-président américain Bush participe à la manifestation à la mémoire de Jesse Owens ;

Vendredi 15 août. - Maputo : début des élections générales ;

Djakarta : fête de l'indépendance ;

Samedi 16 août. - Ciudad-Trujillo : cérémonie d'installation de M. Balaguer, président de la République dominicaine ;

Il y a quinze ans, le 9 août 1971, New-Delhi et Moscou signent un traité d'amitié et de coopération d'une durée de vingt ans. C'est un traité de paix contre la guerre, précise alors Swaran Singh, le ministre indien des affaires étrangères. Pour Henry Kissinger, « ses termes anodins ne peuvent masquer son importance stratégique ».

Cinq mois plus tard l'Inde et le Pakistan se livrent leur troisième guerre, puis le Pakistan-Orient cède la place au nouvel Etat du Bangladesh. Les événements fulgurants qui viennent de bouleverser la situation géopolitique du sous-continent se sont produits en à peine quinze mois !

A l'automne 1970, à Islamabad, capitale d'un Pakistan encore doté de ses deux ailes, le général Yahya Khan, chef tout-puissant du jeune Etat islamique, ne se doute pas encore que son pays, né vingt-trois ans plus tôt de la partition des Indes, va bientôt perdre le quart de ses territoires. En octobre, un cyclone effroyable dévaste le Pakistan-Orient. Le général est en visite à Pékin, son allié privilégié dans la région. Il comment sa première grande erreur. Au lieu d'écouter son voyage et de rentrer dans son pays, il a préféré aller à Pékin pour organiser les secours. Il poursuit tranquillement sa tournée, consentant tout juste, sur le chemin de retour, à faire une brève escale à Dacca.

Les Bengalis du Pakistan, déjà fortement « travaillés » par des tendances sécessionnistes plus ou moins encouragées par l'Inde voisine, ne lui pardonneront jamais cette apparente indifférence à leur immense malheur. Plus de deux cent mille personnes ont péri dans la catastrophe, et il y a trois millions de sans-abri. Sans l'aide internationale, qui afflue, il y en aurait encore plus.

A cette époque, l'URSS est déjà le deuxième client de l'Inde, la principale source d'aide au développement de son industrie lourde et son premier fournisseur d'armements. En principe, cependant, Brejnev n'a pas renoncé à contraindre l'influence de Pékin sur Islamabad. Averti des visées d'Indira Gandhi, il plaide encore, un temps, la modération aux deux « frères ennemis ».

Mais 1971, c'est aussi l'année du « tournant chinois » de la politique étrangère amé-

ricaine. L'axe sino-américano-pakistanaise se dessine déjà clairement. Le 1^{er} mars, Yahya Khan reporte sine die la session de l'Assemblée nationale, où les 160 députés de Mujibur Rahman devaient siéger pour la première fois : la révolte populaire est suivie d'une répression sanglante.

Le 18 octobre, l'armée indienne est placée en état d'alerte générale. Le 1^{er} novembre, un pont aérien soviétique commence à déverser du matériel militaire en Inde. Vingt jours plus tard, deux bataillons indiens pénètrent ce qui est encore le Pakistan-Orient. La troisième guerre indo-pakistanaise sera officiellement déclarée par Islamabad, le 4 décembre, quelques heures après une attaque aérienne sur l'Inde.

A la demande de New-Delhi, qui souhaite avoir le temps d'écraser totalement l'armée pakistanaise, Moscou met son veto à une résolution américaine (approuvée par 104 pays, dont presque tous les non-alignés) réclamant un cessez-le-feu immédiat. La guerre durera quatorze jours et se terminera comme Indira Gandhi le voulait : par la reddition sans condition du Pakistan. Le traité dont l'« impératrice indienne » assurait qu'il n'était « dirigé contre personne » a fait son office. Il a autorisé la guerre.

Quinze ans plus tard, l'influence de Moscou en Inde demeure puissante et multiforme. Partenaire privilégié de New-Delhi, son aide économique et militaire ne s'est jamais démentie. Elle fait en outre l'objet d'un consensus dans la classe politique, consensus favorisé par l'influence marxiste dans l'intelligentsia indienne. L'acquiescement à Moscou, à l'arrivée au pouvoir le 31 octobre 1984 de Rajiv Gandhi, n'a cependant pas complètement disparu.

Formé en Occident, le petit-fils de Nehru n'a en effet jamais éprouvé directement « les bienfaits de la fidélité soviétique », auxquels il ne manque jamais de faire allusion. Peu porté sur l'idéologie, il a même abandonné les habitudes références au secteur public, à la planification et au socialisme. Désireux, au surplus, de faire « entrer le pays dans le XXI^e siècle », Rajiv Gandhi se montre plutôt réceptif aux offres de technologies occidentales et poursuit l'effort de diversification des sources d'armements entrepris par son père.

Plus alarmant encore pour Moscou, il semble que, en dépit des pressions du lobby pro-soviétique — revenu dans les faveurs du pouvoir après une période de purgatoire, — le jeune premier ministre ait refusé, au cours de ses visites en URSS, de s'engager sur le renouvellement, en 1990, du traité de 1971.

Les réticences de Rajiv Gandhi

Le 18 octobre, l'armée indienne est placée en état d'alerte générale. Le 1^{er} novembre, un pont aérien soviétique commence à déverser du matériel militaire en Inde. Vingt jours plus tard, deux bataillons indiens pénètrent ce qui est encore le Pakistan-Orient. La troisième guerre indo-pakistanaise sera officiellement déclarée par Islamabad, le 4 décembre, quelques heures après une attaque aérienne sur l'Inde.

A la demande de New-Delhi, qui souhaite avoir le temps d'écraser totalement l'armée pakistanaise, Moscou met son veto à une résolution américaine (approuvée par 104 pays, dont presque tous les non-alignés) réclamant un cessez-le-feu immédiat. La guerre durera quatorze jours et se terminera comme Indira Gandhi le voulait : par la reddition sans condition du Pakistan. Le traité dont l'« impératrice indienne » assurait qu'il n'était « dirigé contre personne » a fait son office. Il a autorisé la guerre.

Quinze ans plus tard, l'influence de Moscou en Inde demeure puissante et multiforme. Partenaire privilégié de New-Delhi, son aide économique et militaire ne s'est jamais démentie. Elle fait en outre l'objet d'un consensus dans la classe politique, consensus favorisé par l'influence marxiste dans l'intelligentsia indienne. L'acquiescement à Moscou, à l'arrivée au pouvoir le 31 octobre 1984 de Rajiv Gandhi, n'a cependant pas complètement disparu.

Formé en Occident, le petit-fils de Nehru n'a en effet jamais éprouvé directement « les bienfaits de la fidélité soviétique », auxquels il ne manque jamais de faire allusion. Peu porté sur l'idéologie, il a même abandonné les habitudes références au secteur public, à la planification et au socialisme. Désireux, au surplus, de faire « entrer le pays dans le XXI^e siècle », Rajiv Gandhi se montre plutôt réceptif aux offres de technologies occidentales et poursuit l'effort de diversification des sources d'armements entrepris par son père.

Plus alarmant encore pour Moscou, il semble que, en dépit des pressions du lobby pro-soviétique — revenu dans les faveurs du pouvoir après une période de purgatoire, — le jeune premier ministre ait refusé, au cours de ses visites en URSS, de s'engager sur le renouvellement, en 1990, du traité de 1971.

PATRICE CLAUDE.



Destin de ROULL.

Une habileté diabolique

Le régime militaire de Yahya Khan, notoirement corrompu, est en outre accusé de détourner une partie des secours au profit de l'armée. La cassure entre les Bengalis et la partie occidentale du Pakistan se matérialise deux mois plus tard, aux élections de décembre 1970.

Mujibur Rahman, chef du Parti du peuple (Awami), une organisation nationaliste bengalique qui n'est encore qu'autonomiste, remporte 160 des 169 sièges réservés à la partie orientale du pays. Son inéluctable marche vers la sécession et l'indépendance sera accélérée par les fautes politiques, la répression sanglante, l'impéritie de Yahya Khan, et la diabolique habileté d'Indira Gandhi.

A New-Delhi, celle-ci, qui vient de remporter une victoire électorale écrasante sur son opposition, voit immédiatement tout le parti qu'elle peut tirer de la situation. Quel beau rêve pour la fille de Nehru, qui n'a jamais vraiment accepté la partition de 1947, que de prescrire une revanche sur l'ennemi héréditaire maximaliste ! De l'avoir même de M. Gromyko, signataire du traité d'amitié, le projet dormait dans les tiroirs depuis « au moins un an ».

Un gouvernement en exil

Trois millions de Banglades, terrorisés, en réfugiés en Inde. Indira Gandhi, tout en plaçant ostensiblement pour leur « retour dans l'honneur », arme et entraîne secrètement ceux qui acceptent de rentrer chez eux combattre l'armée pakistanaise. Quelques mois plus tard, les guérilleros nationalistes seront au moins cent mille. En attendant, le 14 avril, la formation d'un « gouvernement du Bangladesh en exil » est annoncée à Calcutta. La presse internationale décrit à l'ou-

près de la frontière. Mais l'état-major estime encore l'attaque trop risquée. Il craint une intervention chinoise.

Une allumette dans la poudrière

Il y a maintenant sept millions de réfugiés du Bangladesh en Inde. Leur subsistance coûte 27 millions de roupies par jour. A New-Delhi, tout le monde est d'accord : une guerre, qui permettrait à la fois de démembrer le vieil ennemi et de renvoyer les réfugiés chez eux, coûterait moins cher. Le 9 août, enfin, la « bombe » du traité soviéto-indien éclate à New-Delhi. Moscou, écrit M. Kissinger, « jetait une allumette enflammée dans un baril de poudre ».

Les articles 8, 9 et 10 du document interdisent aux signataires « d'entrer dans ou de participer à une alliance militaire dirigée

Il y a quatre-vingts ans

La première Constitution iranienne

Il y a quatre-vingts ans, le 5 août 1906, Mozaffar-ed-Dine Shah, Gadjdar promulgue un firman (décret royal) qui instaure la monarchie constitutionnelle en Perse. Cet acte, qui crée une Chambre des représentants, contient encore beaucoup d'imprécisions et n'expose pas avec une parfaite clarté les intentions du roi. Le souverain annonce donc un second décret et le même jour, il révoque le « sadr azam » Eyn-ed-Dowleh, et Mochir-ed-Dowleh devient le violent et obstiné premier ministre.

Succédant à son père, Nasser-ed-Dine, assassiné par un illuminé en 1896, après un règne de près d'un demi-siècle, Mozaffar-ed-Dine est d'un naturel doux et bienveillant. Diminué par la maladie, il ne peut s'occuper directement des affaires de l'Etat, abandonnant les rênes entre les mains de ses chefs de gouvernement. Si des hommes comme Amin-ed-Dowleh et Mochir-ed-Dowleh marquent le début du nouveau régime par leur sérieux et leur talent, il n'en est pas de même pour leurs successeurs. Ils font entrer la Perse dans le cycle infernal des emprunts et des dettes au bénéfice de la Russie et de l'Angleterre. Les voyages du roi à l'étranger, les fêtes de la cour, les dépenses de prestige obligent le gouvernement à souscrire un prêt de 2 200 000 livres avec intérêt de 5 % auprès de la Russie (29 janvier 1900), suivi d'un autre d'un million deux ans plus tard. Dès lors, le tsar avait une prise sur le pays, au grand mécontentement des Britanniques qui auront leur revanche dès 1908 avec la découverte du plus important gisement de pétrole dans le sud de la Perse.

Emprunts aux Russes, concessions aux Anglais, douanes et tabacs entre les mains étrangères, commerce facilité avec le grand voisin du Nord et traité commercial favorable aux Britanniques... Les deux guisances sont privilégiées en Perse, sans toutefois accorder la réciprocité aux Persans. Malgré de très vives protestations auprès du prince héritier Mohammad-Ali, qui assure l'intérim du pouvoir pendant les absences de son père en Occident, rien n'y fait : le peuple crie de plus en plus fort son mécontentement. Des troubles d'une grande violence éclatent en juin 1903 dans la

capitale et dans les grands centres commerciaux de Tabriz, Isfahan et Yazd. Ils visent non les Russes ou les Anglais, mais les méfaits d'Emir-Soltan, qui est contraint de démissionner en septembre. Eyn-ed-Dowleh lui succède : ce choix fut une grossière erreur. Dur et obtus, le nouveau « sadr azam » se rend impopulaire d'emblée. Refusant de tenir compte de l'opinion publique et d'admettre son influence croissante, il tente de réprimer les manifestations populaires par la force. Fils, il charge Naus, citoyen belge, de gérer le portefeuille des postes, le nommant membre du conseil royal. Il fait surveiller tout le monde, les libéraux de l'intérieur comme les chefs de l'extérieur. Ordre est donné aux gouverneurs des provinces de mater par les procédés les plus efficaces toute tentative de soulèvement et d'agitation.

La crise du sucre

Curieusement, c'est un événement extérieur qui jette le pays dans une crise grave : la guerre russo-japonaise. Le conflit provoque une forte diminution de la production de sucre en Russie, seul fournisseur de la Perse d'où une hausse considérable des prix à Téhéran. Le gouvernement de la capitale s'en prend aux commerçants qui ferment boutique et se réunissent à la mosquée du Shah. Le sanctuaire est envahi par l'armée, et la foule rudement dispersée. Des centaines de commerçants, auxquels se joignent des étudiants et de nombreux sympathisants, quittent la capitale pour chercher refuge dans les lieux saints de Shab-Abdol-Azim, à 10 kilomètres de Téhéran. Le roi est tenu dans l'ignorance de cette grave affaire. Quand il l'apprend, il ordonne au premier ministre de tempérer ses exigences.

Les manifestants prient l'ambassadeur ottoman d'être leur intermédiaire auprès du roi, afin de soumettre au shah trois revendications : création d'un « édalat Khaneh » (tribunal judiciaire) chargé d'examiner les demandes du peuple ; révocation du gouverneur de la capitale ; enfin, révocation de Naus de toutes ses fonctions.

Le roi reçoit les porte-parole des manifestants et accepte personnellement leurs requêtes, ce qui n'est pas du goût du chef du gouvernement, qui cherche par tous les moyens à retarder leur mise en application. Malgré les promesses royales, rien n'est fait. Le 21 juin 1906, le prédicateur Cheikh Mohamad s'en prend énergiquement au premier ministre et aux courtisans. Il est arrêté sur ordre du gouverneur de Téhéran. Des émeutes éclatent, le sang coule, et les ayatollahs Behbahani et Tabatabaï unissent leur voix à celles du peuple en colère. Les émeutiers s'enferment dans la mosquée du Vendredi et observent une grève de la faim d'une semaine. Ils demandent la protection britannique, et le chargé d'affaires Harant Duff accepte, le 15 juillet, d'accueillir dans l'immeuble par de sa légation dix mille hommes de toutes classes sociales, commerçants, mollahs, étudiants, soldats même. Puis le diplomate joue le rôle de médiateur et présente au nom des réfugiés les requêtes de ses hôtes : retour à Téhéran des dignitaires du clergé exilés à Qom ; promesse du gouvernement de ne pas inquiéter les dix mille « campeurs » ; rétablissement de la sécurité publique et convocation immédiate d'une assemblée nationale.

Pour la première fois, le mot était prononcé. Une immense vague de mécontentement balaya le pays. Le prince héritier Mohammad-Ali juge le moment propice pour régler ses comptes personnels avec le chef du gouvernement et envoya un télégramme à son père l'engageant vivement à donner suite aux demandes du peuple. D'un peu partout, des messages semblables parvenaient à la cour. Même l'armée bascula lentement dans le camp des libéraux.

Une dernière fois Harant Duff communique au souverain le texte d'une requête rédigée par les réfugiés. Les deux points essentiels en sont la création d'une « Chambre représentative pour les élus du peuple » et la révocation immédiate d'Eyn-ed-Dowleh.

Le 5 août 1906, le shah appose son paraphe, le 13 une première assemblée populaire est convoquée. Le 18 septembre, la loi électorale était approuvée. Le premier Majlis sera inauguré le 7 octobre par le souverain.

FREDOUNE SAHEBJAM.

Correspondance

Pasternak et la campagne contre Gide

A la suite de la publication de l'article de Maurice Delarue « L'aller et retour d'André Gide en URSS » (Le Monde daté 13-14 juillet), nous recevons de M. Michel Aucouturier la lettre suivante :

Pasternak, « dit-on », se serait « joint au concert (...) d'injures » déversées sur Gide après son Retour de l'URSS. (Il n'en est rien.) Cette indication prend certainement sa source dans une phrase du compte rendu de l'Assemblée plénière de la direction de l'Union des écrivains soviétiques du 22 février 1937 : « A propos du répugnant pamphlet anti-soviétique publié à l'étranger par André Gide, le camarade Pasternak a raconté avec colère et indignation avec quelle insistance Gide avait cherché à le rencontrer et comment, un soir, il était venu le voir chez lui, cherchant vainement à puiser du matériel pour sa future et malpropre cuisine antisoviétique. » (Izvestia n° 52/1937, 28 février.)

Il est évident qu'on ne peut imputer à Pasternak les qualificatifs érotiques d'un compte rendu officiel. Quant au sens réel de son intervention, il s'éclaire par le contexte. Le 16 décembre 1936, Pasternak a été publiquement accusé par l'apparatchik Stavski, secrétaire général de l'Union des écrivains, d'« aller, dans des conversations de couloir,

jusqu'à se solidariser avec les basses calomnies manifestes proférées à l'étranger contre notre vie publique » (Literaturnaja Gazeta, n° 71/1936, 20 décembre 1936). Or cette accusation, qui est au centre d'une violente campagne contre Pasternak qui se déroula dans les semaines qui suivent, a précisément pour origine le refus de Pasternak de s'associer à la campagne contre Gide (cf. Alexandre Gladkov, Rencontres avec Pasternak (en russe), Paris 1973, p. 11 ; traduction anglaise Meetings with Pasternak, Londres 1977, p. 34-35).

On peut ajouter que, d'après le témoignage recueilli auprès de Gide par le critique russe émigré Alexandre Bakhrakh, ce serait précisément Pasternak qui lui aurait « ouvert les yeux sur ce qui se passait », le « mettant en garde contre la séduction des « villages de Potemkine » et des kolchozes modèles qu'on lui montrait » (Continente n° 8, 1976). C'est probablement pour se défendre contre l'accusation d'avoir été l'inspirateur d'André Gide que Pasternak est amené à rejeter sur celui-ci l'initiative de leurs rencontres. Il est possible que cette mise au point lui ait été suggérée par le romancier Alexandre Fédakiev, dirigeant important et politiquement influent de l'Union des écrivains, dans le souci de le protéger.

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicités : 45-55-91-82, poste 4196

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGERS (par messagerie)	1 399 F	2 792 F	4 089 F	5 380 F
BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE - TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-propos en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 1 400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,60 f. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Le Forum du Pacifique sud

L'ONU pourrait se saisir « dès novembre » du dossier néo-calédonien, estime M. Tjibaou

Les treize Etats membres du Forum du Pacifique sud, qui ont décidé vendredi 8 août, par un vote unanime, de demander la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste de la Commission de décolonisation des Nations unies, ont considéré que la question de ce territoire français d'outre-mer devait être réglée d'urgence. Un projet de demande était d'ailleurs en cours de préparation pour être envoyé au plus tôt à l'ONU.

Le porte-parole du Forum a indiqué que seul le premier ministre des îles Cook, Sir Thomas Davis, avait jugé dans un premier temps qu'il aurait pu être prudent d'attendre la tenue du référendum que le gouvernement français a prévu d'organiser en Nouvelle-Calédonie avant l'été prochain. Ce référendum permettra à la population locale de choisir entre l'indépendance et un nouveau statut en cours d'élaboration. Toutefois, Sir Thomas Davis, qui avait été reçu, en juillet, par M. Jacques Chirac, s'est bientôt rallié à la position des autres Etats du Forum.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Lega Yagi, a suggéré que le Forum envoie une délégation en France pour discuter de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, mais aucune décision n'a été arrêtée.

Le vote du Forum intervient après une bataille de cinq ans, dont le Vanuatu a pris la tête, pour que les Nations unies se saisissent de la question de la Nouvelle-Calédonie.

Le porte-parole a indiqué, en outre, qu'aucune décision n'avait

encore été prise sur les demandes des indépendantistes du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) et de la Polynésie française d'avoir un statut d'observateurs au Forum.

La demande d'inscription à l'ordre du jour du comité de décolonisation a été accueillie sans surprise vendredi aux Nations unies, à New-York.

Le comité de décolonisation, connu sous le nom de « Comité des 24 », a commencé ses travaux le 4 août.

L'initiative du Forum devra être examinée incessamment. Le comité, présidé par le représentant permanent de Cuba à l'ONU, M. Oscar Oramas-Oliva, sera appelé à se prononcer sur la pertinence ou non de l'inscription de la Nouvelle-Calédonie à son ordre du jour.

Dans les milieux diplomatiques, on souligne que ce processus peut encore se prolonger, les membres du comité, confrontés à une situation nouvelle, devant demander des instructions à leurs capitales respectives, ce qui pourrait retarder une prise de position.

de la Nouvelle-Calédonie - pour être déposée et discutée en novembre prochain - lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le dirigeant du FLNKS a souligné la volonté des dirigeants du Forum du Pacifique sud de voir la question néo-calédonienne « réglée dans le plus bref délai ». Il a indiqué qu'il avait eu des « contacts » à Suva avec des représentants des Etats-Unis et de la République populaire de Chine, désireux de s'informer de la situation en Nouvelle-Calédonie.

Le sénateur Dick Ukeiwé (RPCR) a déclaré pour sa part que « le problème politique en Nouvelle-Calédonie est l'affaire des Néo-Calédoniens et des Néo-Calédoniens seuls ». Il ne « doit pas être internationalisé à travers le vote du Forum » qui a pris position « pour une minorité », a estimé le président du Congrès du territoire de Nouvelle-Calédonie. Pour lui, « rien ne pourra changer l'inébranlable volonté des Calédoniens de rester Français et de décider de leur avenir ».

Le sénateur a estimé que la mission du RPCR envoyée à Suva pour expliquer « la politique souhaitée par la majorité des Calédoniens » a atteint ses objectifs.

Isolé sur ce front le gouvernement français risque de l'être également bientôt, et plus que jamais, sur celui de la politique nucléaire dans la région.

En effet, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a annoncé vendredi que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis allaient vraisemblablement signer les protocoles du traité déclarant zone non nucléaire l'ensemble du Pacifique sud, isolant ainsi la France.

L'URSS et la Chine avaient déjà fait part de leur intention de signer des protocoles d'accord à ce traité. L'annonce faite par M. Lange au Forum a provoqué une vive surprise.

Enfin, faisant écho de ces propos, le Foreign Office a annoncé, vendredi à Londres, que la Grande-Bretagne envisage de signer l'un des protocoles d'accord. « En principe, nous nous félicitons de l'élaboration d'un tel protocole », a-t-il souligné, ajoutant qu'il est possible que « la Grande-Bretagne signe le traité ». Des discussions sont en cours avec des représentants du Forum du Pacifique sud, a-t-il conclu. — (AFP, Reuters.)

ZIMBABWE : avant le sommet des non-alignés

M. Mugabe déclare la « guerre économique » à Pretoria

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, a pris le mors aux dents en déclarant, le vendredi 8 août, à son retour de Londres où il avait assisté au mini-sommet du Commonwealth, la « guerre économique » à l'Afrique du Sud. Toutes les sanctions adoptées lors de ce sommet - même la suspension des liaisons aériennes - seront appliquées, « peut-être bien dès la fin de cette année », a-t-il précisé. Le temps est révolu où cet intractable adversaire de l'apartheid qualifiait, pourtant, d'« insensé », l'idée que son pays puisse se joindre à un éventuel embargo contre son puissant voisin avec lequel il avait choisi, tant de mieux, de cohabiter.

A quelques semaines de l'ouverture, à Harare, du huitième sommet des pays non-alignés dont le Zimbabwe assure la présidence pour les trois ans à venir, il est, en effet, de la plus haute importance pour M. Mugabe de montrer à ses pairs que, malgré les apparences économiques, il n'est prêt à aucune compromission avec le régime de Pretoria.

L'ANC - mais sans chercher non plus à entamer avec elle le dialogue comme s'y sont essayés sans succès le Mozambique et la Zambie. Aujourd'hui, le premier ministre zimbabwéen ne paraît plus nourrir aucune illusion sur les vertus d'une coexistence pacifique. Il attend des 101 pays non-alignés qu'ils prennent, contre le régime de Pretoria, des sanctions « complètes et obligatoires ». « Il est absolument nécessaire que nous cessions de voter de pieuses résolutions », insiste-t-il.

L'expérience a, cependant, montré que M. Mugabe ne se laisse pas prendre au piège des mots et sait faire preuve de pragmatisme. Pour éviter que l'économie du pays ne subisse trop fortement les secousses de cet « état de guerre », il devra trouver des accommodements avec le « diable » sud-africain. En tout cas, dans le communiqué final du mini-sommet du Commonwealth, il est demandé au secrétaire général de cette organisation d'étudier « les ajustements rendus nécessaires » par la mise en œuvre des sanctions dans les pays directement concernés, c'est-à-dire au premier chef, la Zambie et le Zimbabwe.

JACQUES DE BARRIN.

UGANDA

La peste noire apparaît dans le nord du pays

Kampala (AP). — Une épidémie de peste bubonique a fait vingt-sept morts depuis le mois d'avril dans le nord de l'Ouganda, à l'ouest du Nil, a annoncé vendredi 8 août le ministre de la santé. Une équipe médicale a été envoyée dans la région pour essayer d'enquêter la maladie, à l'aide d'antibiotiques et de poudre insecticide.

La peste bubonique, plus connue sous le nom de « peste noire », a fait dans les siècles passés des centaines de milliers de morts en Europe. Il s'agit d'une maladie bactérienne contagieuse, transmise notamment par les rats. Elle se caractérise par un ganglion infecté et engorgé, prostration, délire, puis décès.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Les négociations indirectes de Genève sont suspendues

Genève. — Les négociations indirectes de Genève entre l'Afghanistan et le Pakistan ont été suspendues sine die vendredi 8 août, sans résultat, mais, selon le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, elles ne sont pas « dans l'impasse ».

M. Cordovez a indiqué au cours d'une conférence de presse que les discussions butaient toujours sur le calendrier d'évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan et les modalités d'application et du respect effectif d'un accord. Il s'agit de deux questions clés, qui posent, selon M. Cordovez, aussi bien des problèmes politiques que techniques. Mais les deux délégations, a précisé le diplomate équatorien, sont revenues à Genève « avec un esprit plus ouvert » sur ces questions qu'à la fin du dernier round.

M. Cordovez a mis en garde contre toute interprétation hâtive de l'absence d'un nouveau rendez-vous. « Le processus est bien vivant et se poursuit », a-t-il dit. — (AFP.)

Chili

Conférence de presse clandestine du chef du MIR

Santiago du Chili. — Le chef du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), M. Andrés Pascal Allende, est rentré clandestinement au Chili et a tenu une conférence de presse en plein centre de Santiago au cours de laquelle il a appelé au soulèvement populaire contre le régime militaire. M. Pascal Allende, nouveau l'ancien chef de l'Etat tué au cours du coup d'Etat militaire, est l'un des hommes les plus recherchés par les services de sécurité. Après l'arrivée au pouvoir du général Pinochet, il a passé trois ans dans la clandestinité avant de quitter le pays pour Cuba en 1976.

Au cours de cette conférence de presse qui s'est tenue clandestinement

Chine

Visite d'un vice-ministre chinois en Mongolie

Pékin. — Un vice-ministre chinois des Affaires étrangères, M. Liu Shuqing, séjourne actuellement en République populaire de Mongolie, effectuant ainsi la première visite d'un responsable chinois de ce rang dans ce pays depuis une vingtaine d'années, a annoncé vendredi 8 août un porte-parole de l'ambassade de Mongolie à Pékin.

Dans les milieux asiatiques informés à Pékin, on indique que le dirigeant chinois se trouve en Mongolie pour « discuter de questions internationales d'intérêt commun » et de l'amélioration des relations bilatérales sur le plan commercial et économique.

Le responsable chinois, a-t-on ajouté de même source, est invité en Mongolie par le ministre mongol des Affaires étrangères.

Cette visite, relèvent les observateurs, intervient moins de deux semaines après que le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, a annoncé que des négociations entre l'URSS et la Mongolie étaient en cours pour le retrait d'un nombre « substantiel » de troupes soviétiques de ce pays. — (AFP.)

Colombie

Affrontements entre la guérilla et l'armée : 14 morts

Bogotá. — Sept soldats et sept guérilleros ont été tués, jeudi 7 août, lors de violents accrochages dans le sud-ouest de la Colombie, le jour même où le président élu Virgilio Barco prêtait serment. Une centaine de guérilleros du M 19 ont attaqué un poste de police à Belalcázar, un village indien de la province de Cauca, fief de la guérilla de la gauche colombienne. La bataille s'est poursuivie sporadiquement pendant près de vingt heures. Par ailleurs, deux autres membres du M 19 ont mis fin à leur occupation de l'ambassade de Suisse à Bogotá. Ils s'y étaient réfugiés le mardi 5 août. Gustavo Fajardo Calis et Javier Posso Vargas ont été remis aux autorités judiciaires colombiennes. — (AFP, Reuters.)

Réunion du groupe de Contadora

Contadora. — Le groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie et Venezuela) et le groupe d'appui (Brésil, Argentine, Pérou et Uruguay) se sont réunis vendredi 8 août à Bogotá, sous la présidence du nouveau président colombien Virgilio Barco. Le communiqué final de cette réunion souligne que les participants ont reconnu « la nécessité de relancer les

Colombie

Affrontements entre la guérilla et l'armée : 14 morts

Bogotá. — Sept soldats et sept guérilleros ont été tués, jeudi 7 août, lors de violents accrochages dans le sud-ouest de la Colombie, le jour même où le président élu Virgilio Barco prêtait serment. Une centaine de guérilleros du M 19 ont attaqué un poste de police à Belalcázar, un village indien de la province de Cauca, fief de la guérilla de la gauche colombienne. La bataille s'est poursuivie sporadiquement pendant près de vingt heures. Par ailleurs, deux autres membres du M 19 ont mis fin à leur occupation de l'ambassade de Suisse à Bogotá. Ils s'y étaient réfugiés le mardi 5 août. Gustavo Fajardo Calis et Javier Posso Vargas ont été remis aux autorités judiciaires colombiennes. — (AFP, Reuters.)

Réunion du groupe de Contadora

Contadora. — Le groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie et Venezuela) et le groupe d'appui (Brésil, Argentine, Pérou et Uruguay) se sont réunis vendredi 8 août à Bogotá, sous la présidence du nouveau président colombien Virgilio Barco. Le communiqué final de cette réunion souligne que les participants ont reconnu « la nécessité de relancer les

Colombie

Affrontements entre la guérilla et l'armée : 14 morts

Bogotá. — Sept soldats et sept guérilleros ont été tués, jeudi 7 août, lors de violents accrochages dans le sud-ouest de la Colombie, le jour même où le président élu Virgilio Barco prêtait serment. Une centaine de guérilleros du M 19 ont attaqué un poste de police à Belalcázar, un village indien de la province de Cauca, fief de la guérilla de la gauche colombienne. La bataille s'est poursuivie sporadiquement pendant près de vingt heures. Par ailleurs, deux autres membres du M 19 ont mis fin à leur occupation de l'ambassade de Suisse à Bogotá. Ils s'y étaient réfugiés le mardi 5 août. Gustavo Fajardo Calis et Javier Posso Vargas ont été remis aux autorités judiciaires colombiennes. — (AFP, Reuters.)

Réunion du groupe de Contadora

Contadora. — Le groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie et Venezuela) et le groupe d'appui (Brésil, Argentine, Pérou et Uruguay) se sont réunis vendredi 8 août à Bogotá, sous la présidence du nouveau président colombien Virgilio Barco. Le communiqué final de cette réunion souligne que les participants ont reconnu « la nécessité de relancer les

Colombie

Affrontements entre la guérilla et l'armée : 14 morts

Bogotá. — Sept soldats et sept guérilleros ont été tués, jeudi 7 août, lors de violents accrochages dans le sud-ouest de la Colombie, le jour même où le président élu Virgilio Barco prêtait serment. Une centaine de guérilleros du M 19 ont attaqué un poste de police à Belalcázar, un village indien de la province de Cauca, fief de la guérilla de la gauche colombienne. La bataille s'est poursuivie sporadiquement pendant près de vingt heures. Par ailleurs, deux autres membres du M 19 ont mis fin à leur occupation de l'ambassade de Suisse à Bogotá. Ils s'y étaient réfugiés le mardi 5 août. Gustavo Fajardo Calis et Javier Posso Vargas ont été remis aux autorités judiciaires colombiennes. — (AFP, Reuters.)

Réunion du groupe de Contadora

Contadora. — Le groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie et Venezuela) et le groupe d'appui (Brésil, Argentine, Pérou et Uruguay) se sont réunis vendredi 8 août à Bogotá, sous la présidence du nouveau président colombien Virgilio Barco. Le communiqué final de cette réunion souligne que les participants ont reconnu « la nécessité de relancer les

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Les raids s'intensifient contre les objectifs économiques des deux belligérants

L'escalade militaire entre l'Irak et l'Iran se poursuit avec l'intensification des bombardements dirigés contre les « objectifs économiques » des deux pays en guerre. Vendredi 8 août, Téhéran a fait état de nouveaux raids aériens et d'attaques d'artillerie contre des objectifs industriels en Irak, en représailles de raids irakiens effectués la veille contre des installations industrielles d'Ispahan, dans le centre de l'Iran.

Radio-Téhéran a précisé que l'aviation iranienne avait attaqué des objectifs militaires et industriels au nord-est de Bagdad et près de la frontière irakienne, vendredi, ainsi qu'une base militaire à l'est de Mossoul, dans le Kurdistan irakien.

Radio-Téhéran a également affirmé que l'artillerie iranienne a lancé des attaques contre des objectifs militaires et économiques à Bassorah, la deuxième ville irakienne, et dans ses environs, ajoutant que les tirs avaient endommagé deux centrales, une base d'hélicoptères, une station de pompage de pétrole et la gare.

Le président Ali Khamenei, s'adressant aux fidèles pendant la prière du vendredi à Téhéran, a déclaré : « Nous avons commencé à riposter et nous continuerons aussi longtemps que l'Irak poursuivra ses attaques. (...) Saddam Hussein (le président irakien) n'échappera pas à nos représailles ».

Une nouvelle fois, le président Khamenei a rejeté l'offre de paix de l'Irak, déclarant que la proposition de Bagdad d'un retour des armées aux frontières internationales menait le changement qui s'était opéré dans l'équilibre des forces en six ans de guerre. Concernant l'hypothèse d'une « offensive finale » de la part de l'Iran, Khamenei a ajouté : « Nous avons toujours parlé de « coups efficaces ». Il n'est pas impossible que le prochain soit le définitif ».

On déclarait par ailleurs vendredi, de source maritime dans le Golfe, que l'Irak avait mis hors d'usage depuis un mois environ la moitié de la dizaine de navires qui schématisent le pétrole du territoire de Kharg vers le sud du Golfe. On ajoutait toutefois que l'Irak devrait pouvoir d'ici un mois mettre en service cinq autres bateaux, dont des unités anciennes déjà éprouvées lors de la « guerre des pétroliers » dans le Golfe.

Les deux derniers navires touchés sont le *Magnum*, battant pavillon panaméen, et le pétrolier libérien *Alfara*, qui ont été atteints pendant le raid irakien de jeudi contre des installations pétrolières et industrielles iraniennes.

« Il faut couper les mains qui ont serré celles de Pèrés »

D'autre part, dans un discours aux pèlerins de La Mecque, l'imam Khomeini a lancé une violente attaque contre le roi Hassan II du Maroc, le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Hosni Moubarak, qui sont des « traitres à l'Islam ».

Les dirigeants marocain, jordanien et égyptien sont des « ennemis de l'Islam », en particulier le roi Hassan, qui doit être puni pour avoir rencontré le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès. Il faut, a déclaré le chef de l'Etat iranien, « couper les mains qui ont serré celles de Pèrés ». L'imam a aussi appelé les fidèles à résister aux « diables américains et aux autres socialistes ».

Ce discours a été diffusé à la radio quelques heures après que l'Arabie saoudite eut avéré qu'il ne fallait pas utiliser à des fins politiques le pèlerinage annuel à La Mecque. Dans un discours radiodiffusé, le prince Nayef, ministre de l'Intérieur saoudien, a déclaré : « Nous protégerons les invités d'Allah et nous espérons que tous les pays musulmans nous aideront à assurer cette noble tâche ».

Les forces de sécurité saoudiennes surveillent de près les cent cinquante mille pèlerins iraniens, dont la plupart ont participé à des manifestations la semaine dernière à Médine, la deuxième ville sacrée de l'Islam après La Mecque.

Moscou met en garde Israël contre l'installation d'un relais de la Voix de l'Amérique

Jérusalem (AFP, AP). — Radio-Moscou, dans son service en hébreu, a mis en garde, jeudi 7 août, Israël contre l'installation sur son territoire d'une station-relais radio pour les émissions à destination de l'URSS de la Voix de l'Amérique. « La création de la station-relais radio, qui diffuse de la propagande antisoviétique, aura aux effets de relance des relations avec Israël », a affirmé la radio.

Lors du récent séjour en Israël du vice-président américain, M. George Bush, Israël et les Etats-Unis avaient signé un accord pour la construction dans le désert du Néguev (sud du pays) d'une énorme station-relais radio pour les émissions de la Voix de l'Amérique à destination de l'URSS. Le coût du projet est estimé à quelque 400 millions de dollars.

D'autre part, selon le journal londonien *Jewish Chronicle*, le « journaliste » soviétique Victor Louis, dont les autorités soviétiques se ser-

vent souvent pour faire passer des messages officieux, est d'avis que les pourparlers israélo-soviétiques qui vont s'ouvrir le 18 août sont vains pour la normalisation des relations entre les deux pays, et que les Arabes finiront par « avaler la pilule et reconnaître la réalité de la situation ».

Interrogé par téléphone à Moscou, Victor Louis a expliqué que les responsables soviétiques s'efforcent de ne pas donner trop d'importance à ces conversations. « La trop grande publicité faite l'année dernière autour d'une rencontre à Paris entre l'ambassadeur d'Israël et le chef de la mission soviétique avait conduit à la suspension des contacts », a-t-il dit notamment. Il s'agit d'un complet des relations diplomatiques entre l'URSS et Israël, rompues depuis la guerre de six jours, en 1967, et un accroissement sensible du nombre des juifs autorisés à quitter l'URSS.

Europe

ITALIE

« O Sole mio »
banni sur la laguneROME
de notre correspondant

L'adjoint au maire de Venise chargé du tourisme fait encore parler de lui. Après avoir été à l'origine de l'interdiction des nuits à la belle étoile dans la cité des Doges, M. Augusto Salvadori vient d'adresser une circulaire aux agences organisant des promenades en gondole. Leurs chanteurs et musiciens, conseille M. Salvadori, ne devraient plus se laisser aller à chanter l'opéra *O Sole mio*, air napolitain comme l'on sait, mais puiser dans la réplique locale, qui va de la traditionnelle barcarolle jusqu'aux plus délicats Vivaldi.

Bien souvent les Vénitiens ont la sensation compréhensible d'être expulsés de leur cadre familial par la hordes des touristes, italiens ou étrangers. Éléments décisifs du cadre local, les bateliers ne doivent donc pas contribuer, aussi modestement que ce soit, à la dépersonnalisation de leur ville.

Si louable que soit le propos, il a soulevé dans la péninsule, ici la stupéfaction, là l'indignité. A Naples, par exemple, les jours de mandoline ont été décidés, par mesure de rétorsion, d'ajouter à leur répertoire la *jeune blonde dans la gondole*...

J.-P. C.

Le second gouvernement Craxi
obtient la confiance à la ChambreROME
de notre correspondant

Si la date officielle d'investiture du deuxième gouvernement de M. Bettino Craxi était le 10 août, jour de la prestation de serment, c'est le vendredi 8 août, avec le vote de la confiance par la Chambre des députés, que la crise gouvernementale ouverte le 27 juin par la démission du dirigeant socialiste a véritablement pris fin.

Dans ses discours devant les Chambres, le président du conseil a mis l'accent sur la stabilité : celle qu'avait démontrée son premier gouvernement d'été, en fonction pour une durée record de près de trois ans et celle que devrait démontrer la fin de la législature jusqu'au printemps 1988. Dans son intervention devant le Sénat, le 5 août, M. Craxi avait omis de préciser que son équipe ne passerait pas le printemps : c'est-à-dire qu'elle devrait céder le pas avant le 31 mars à un gouvernement présidé par un démocrate-chrétien. Il est de fait que cet accord, passé entre les cinq partis de la majorité (autre le PS, la DC, les sociaux-démocrates, les républicains et les libéraux), ne pouvait guère être critiqué sur les toits puisés, en bonne règle, c'est au chef de l'Etat et non aux partis qu'il appartient, en cas de vacance, de désigner le nouveau président du conseil. Ce n'est donc que lors de sa réponse aux intervenants que le leader socialiste confirme qu'il abandonnerait volontairement le palais Chigi dans les huit mois pour reprendre effectivement les rênes du PS. Assis immédiatement à sa droite, M. Andreotti, ancien et nouveau ministre des affaires étrangères, auteur, en juillet, d'un « tour de piste » instructif, mais virtuel successeur au printemps prochain, a écouté le discours du « nouveau » président du conseil avec une attention glacée.

Peu nombreux, à vrai dire, sont les familiers de la vie publique péninsulaire qui croient que cette neuvième législature parviendra à son terme, 1988. C'était d'ailleurs une sorte de leitmotiv dans les interventions de l'opposition au Parlement : le « pentaparti », disaient les socialistes et communistes et les extrêmes de la gauche et de la droite, est une alliance décaimée « épuisée » qui doit faire place à autre chose.

Outre le vote du budget, dont il conviendra de limiter l'abaissement, la majorité maintenue s'est fixée pour tâche prioritaire la lutte par tous les moyens, notamment une accélération des investissements publics, contre le chômage, qui frappe 12 % de la main-d'œuvre active - mais près de 20 % dans le Sud. On compte presque un million et demi de jeunes sur un total de trois millions de sans-emploi. Autre tâche importante mise en avant : la réforme des institutions. Mais de cela, on parle depuis vingt ans en Italie...

JEAN-PIERRE CLERC.

URSS

La « Pravda » critique
la lenteur des travaux à TchernobylMOSCOU
de notre correspondant

Le président du Conseil des ministres, M. Ryjkov, et le chef du KGB, M. Tchekbrikov, ont inspecté vendredi 8 août le site de la centrale de Tchernobyl. Ils ont survolé le réacteur accidenté en hélicoptère, indique l'agence Tass.

MM. Ryjkov et Tchekbrikov « se sont informés du déroulement des travaux de coffrage du réacteur accidenté », le quatrième - écrit Tass. La *Pravda* avait récemment critiqué la lenteur de la construction de ce « sarcophage » de béton, dû à la pénurie de ciment. La remise en marche des réacteurs 1 et 2 prévue par les autorités, ne sera possible que lorsque ce coffrage sera terminé. MM. Ryjkov et Tchekbrikov ont d'ailleurs invité les responsables sur place à mieux utiliser les « importantes ressources humaines et matérielles », mises à leur disposition. Nul ne sait encore si le troisième réacteur adjoint à celui qui a explosé et qui avait des installations communes avec le dernier pourra un jour être remis en service.

MM. Ryjkov et Tchekbrikov ont également visité une ville nouvelle en cours d'édification au sud de la zone interdite des trente kilomètres, dans laquelle devrait être relogée une partie des 100 000 habitants évacués. La *Pravda* a également critiqué la lenteur des travaux sur ce site.

La télévision a, d'autre part, diffusé vendredi soir un documentaire

d'une heure sur la catastrophe elle-même et ses conséquences. On y voit surtout le travail accompli par les militaires, les pompiers et les ingénieurs, alors que le parti brille par son absence.

Avec une ironie sans doute involontaire, les premières images montrent la ville de Pripyat avant le 26 avril, les enfants qui jouent dans des aires de jeux et la centrale intacte, tandis qu'un présentateur évoque la jeunesse de la population - l'âge moyen est de vingt-six ans - et proclame que la centrale est une « réalisation convaincante des succès du socialisme ». L'image suivante est celle du quatrième réacteur, presque entièrement détruit. On voit ensuite les blindés de l'armée s'affairer, des hélicoptères larguer des sacs de plomb pour endiguer l'émission de radioactivité.

Ces images sont sans doute les plus précises qu'on ait vues jusqu'ici. On voit notamment à l'ouvrage les sapeurs qui ont construit la galerie souterraine permettant d'atteindre le quatrième réacteur et de le refroidir avec de l'eau liquide. « On ne peut rester qu'une ou deux minutes sous le réacteur », indique le commentateur. Un peu plus loin, ce sont les dosimètres entièrement vêtus de blanc qui courent dans un des couloirs abandonnés de la centrale. « Il n'est pas question de s'attarder », commente l'un d'eux.

Il y a enfin, comme toujours, les « bons » et les « méchants » occidentaux. On voit ainsi un présente-

teur de la télévision américaine faire état, immédiatement après l'accident, d'une rumeur selon laquelle celui-ci aurait provoqué la mort de deux mille personnes. L'équilibre est rétabli un peu plus tard avec le « bon » docteur Gale, un spécialiste américain des greffes de moelle osseuse, qui a soigné à l'hôpital de Moscou, les malades les plus irradiés.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le fils de Brejnev
prend sa retraiteMOSCOU
de notre correspondant

Le fils de Léonide Brejnev, M. Youri Brejnev, a pris sa retraite à cinquante-trois ans « pour raison de santé » - il était premier vice-ministre du commerce extérieur, selon un décret publié vendredi 8 août. M. Youri Brejnev avait été nommé, en 1976, vice-ministre, puis, en 1978, premier vice-ministre de ce département du vivant de son père. Promu comme suppléant au comité central lors du congrès du parti de 1981, il n'avait pas été reconduit dans ces fonctions lors du vingt-septième congrès en mars dernier.

Plus connu pour son style de vie flamboyant au temps où son père était secrétaire général que pour ses compétences en matière de commerce extérieur, M. Youri Brejnev avait notamment géré un jour d'un poulailler de 100 dollars le porteur d'une boîte de nuit parisienne. Très discret depuis la mort de son père, en novembre 1982, il s'était effacé un peu plus lors de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev. Il ne faisait plus partie depuis un an des délégations soviétiques lors des négociations commerciales et n'exerçait plus en réalité ses fonctions, selon des confidences faites à des diplomates occidentaux, depuis le mois de mai.

D. Dh.

FINLANDE

Dénouement tragique
d'une prise d'otages

Helsinki (AFP, AP, Reuters). - Pour la première fois dans l'histoire de la Finlande, un hold-up avec prise d'otages a eu lieu dans une banque d'Helsinki, dans la journée du 8 août. Un malfaiteur âgé d'une trentaine d'années, voyant que l'opération qu'il avait montée pour attaquer une banque de la capitale finlandaise était en train de mal tourner, a pris onze personnes en otage, dont le directeur de l'établissement.

La police, appuyée par la « brigade des ours », formée à l'antiterrorisme et aux prises d'otages, avait cerné l'immeuble. L'homme, dissimulé par une cagoule et armé d'une arme à feu et d'explosifs, exigeait une somme d'argent importante et une voiture pour s'enfuir à l'étranger.

La direction de la banque se rendait aux exigences du ravisseur, et vers 20 heures, ce dernier prenait place, en compagnie de trois otages, à l'intérieur d'un véhicule dans lequel, selon la police, le ravisseur avait été déposé. Suivit alors une course-poursuite qui devait se terminer tragiquement vers 3 heures du matin dans la ville de Saint-Michel, au sud de la capitale. Des négociations avaient été engagées entre la police et le ravisseur lorsque l'homme, se sentant pris au piège, a déchargé en trombe avant de se suicider à l'explosion, entraînant dans la mort l'un des otages, un jeune homme client de la banque. Les deux autres otages, des employés de l'établissement, avaient réussi à prendre la fuite juste avant l'explosion, qui avait également blessé des policiers.

Un député de Westminster insoupçonné en République d'Irlande. M. Peter Robinson, vice-président du Parti démocrate unioniste (now dirige le pasteur Paisley) et député d'Irlande du Nord à Londres, a été inculpé le vendredi 8 août en République d'Irlande pour agression contre des policiers et participation à un rassemblement illégal menaçant la paix publique. M. Robinson avait pris part au raid effectué la veille par quelques centaines de protestants nord-irlandais contre un village de République d'Irlande proche de la frontière (le Monde du 9 août).

La relance du débat
au Pays basque espagnol

(Suite de la première page.)

Ce que les socialistes à Madrid ne prévoyaient guère, c'est que le PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire dans la région, et le gouvernement autonome basque de Victoria, qu'il contrôle, prennent eux aussi nettement leurs distances. Le président du gouvernement basque, M. José Antonio Ardanza, a en effet exprimé publiquement son « scepticisme » face à la voie « purement répressive », et rendu public un communiqué affirmant son intention de « ne jamais exclure la voie du dialogue et de la négociation ».

« Les socialistes pensent que les mesures françaises suffiront à démanteler l'ETA », affirme M. Jesus Inzausti, président du PNV de Biscaye. Mais ce n'est pas en faisant des martyrs aux yeux d'une partie de l'opinion publique basque que l'on réussira à isoler socialement l'ETA. Ne pas comprendre cela, c'est ne rien comprendre à ce qui se passe ici. » Et de conclure : « Nous maintenons ce que nous avons toujours dit : que le problème politique doit solution politique, et que la solution politique est la négociation ».

Négociation avec l'ETA : tel est bien la pomme de discorde. Le PNV réclame cette négociation avec une insistance renouvelée depuis les dernières élections qui ont vu les plus radicaux gagner du terrain aux dépens des modérés au sein de la « grande famille » nationaliste. En outre, la crise intérieure du parti, avec un secteur « critique » enclavé à la surchauffe antiterroriste, ne permet pas d'anticiper la direction du PNV à maintenir publiquement ses distances vis-à-vis de Madrid. D'autant que les « critiques » ne font que dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas au sein du parti lorsqu'ils affirment crânement : « Aucun nationaliste ne se réjouit jamais qu'un Basque, quel qu'il soit, soit remis à la police de l'Etat espagnol ».

Mais la concurrence électorale de Herri Batasuna et la contestation des « critiques » du parti ne suffisent sans doute pas à expliquer les appels insistants du PNV sinon à une négociation du moins à un dialogue avec les adeptes de la lutte armée. Le moment est considéré comme propice : à Bilbao, nombreux sont ceux qui considèrent - même parmi ses sympathisants - que la lassitude se fait jour au sein de l'ETA, et que nombre de ses dirigeants s'interrogent de plus en plus sur la nécessité de sortir de l'impasse et de mettre fin à cette in-

Un indépendantiste catalan espagnol invité à quitter le territoire français. - M. Juan Carlos Monteaudo, indépendantiste catalan de nationalité espagnole et réfugié en France depuis trois ans, s'est vu refuser le renouvellement de son titre de séjour par la préfecture des Pyrénées-Orientales. M. Monteaudo, qui ne fait l'objet d'aucune poursuite en Espagne, a été invité à quitter le pays pour la frontière de son choix. C'est la première fois qu'une telle procédure administrative vise l'un des indépendantistes catalans espagnols vivant en France.

terminable et absurde succession d'assassinats.

Le gouvernement, dans ces conditions, doit-il accepter un dialogue susceptible de faciliter la reconquête à la violence, ou bien forcer l'ETA à une véritable reddition sans condition ? C'est là que divergent aujourd'hui nationalistes et socialistes. La fin de non-recevoir opposée par Madrid à la discrète offre de négociation de Txomin (le dirigeant de l'ETA récemment expulsé vers le Gabon par la France) a achevé de convaincre le PNV que le Parti socialiste avait définitivement décidé de tabler sur la capitulation de l'organisation basque (le Monde du 8 août).

D'avantage
d'autonomie

Les socialistes, d'ailleurs, ne le voient pas. Le secrétaire général du parti en Biscaye, M. Ricardo Garcia Damborenea, l'affirme sans détour : « La réinsertion sociale des terroristes non compromis dans des défilés de sang représente le maximum de notre ligne politique. Notre position est très claire : nous ne consentons aucune contrepartie politique pour que l'ETA cesse de tuer. » Et d'ajouter : « Si le PNV défend la thèse de la négociation, c'est parce qu'il espère qu'elle lui permettra d'obtenir des compensations de Madrid en matière d'autonomie. C'est d'ambiguïté de tous les jours. »

Reste que l'« ambiguïté » du PNV semble toujours refléter, en fin de compte, celle d'une partie substantielle de la population basque dans cette région où la soif de particularisme ne semble guère encore éteinte, huit ans après l'approbation du statut d'autonomie de Guernica, fruit d'un « accord historique » entre le gouvernement de Madrid et le PNV. Aujourd'hui, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre à Bilbao et à Vitoria, dans les milieux nationalistes, pour réclamer une révision de ce pacte.

Les partisans de cette thèse affirment que la généralisation artificielle du système des autonomies dans toute l'Espagne a conduit à un nivellement par le bas des compétences des deux « nationalités historiques », le Pays basque et la Catalogne, les seules où l'autonomie avait pourtant un sens réel. Pourquoi, ajoutent-ils, ne pas conclure avec Madrid un nouveau pacte qui, tout en respectant les limites fixées par la Constitution, tiendrait davantage compte de la singularité des Basques et des Catalans, et permettrait de résoudre une fois pour toutes le problème basque ?

Tout cela n'a rien à voir avec la lutte contre l'ETA, affirme-t-on à Madrid. Rien n'est moins sûr, rétorquent les nationalistes, pour qui niveau d'autonomie et éradication de la violence vont toujours de pair aux Pays basques. Derrière la polémique sur l'attitude française à l'égard des thuriféraires de l'ETA, c'est décidément tout le futur de la région que l'on débat à nouveau à Bilbao !

THIERRY MALINIAK.

Les alliés dénoncent l'afflux d'immigrants
à Berlin-Ouest

(Suite de la première page.)

A quelques rares exceptions près, tout demandeur d'asile arrivé à la frontière du pays ne peut en effet être renvoyé avant que son cas ne soit examiné par l'office fédéral compétent, dont les décisions peuvent faire l'objet d'un recours par voie judiciaire. Il n'est pas rare que les procédures prennent plusieurs années.

Parmi ces réfugiés, les autorités ouest-allemandes distinguent grosso modo trois catégories : ceux dont les motifs politiques sont reconnus ; ceux qui, même sans obtenir le statut de réfugiés, sont tolérés soit par principe - comme les ressortissants des pays de l'Est - soit dans le doute en raison de la situation dans leur pays d'origine (Iran, Afghanistan) ; enfin ceux considérés comme des réfugiés purement économiques, venant notamment de Turquie, du Ghana ou du sous-continent indien. Entre ces deux derniers groupes, la frontière est cependant souvent ténue, comme le montre l'exemple des Sri-Lankais ou des Libanais. C'est ce qui alimente la polémique entre partisans et adversaires d'une modification du système.

Le jeu
de la RDA

Depuis plusieurs années, les gouvernements ouest-allemands ont tenté de contourner le problème en durcissant les conditions d'obtention des visas ou en obligeant les compagnies aériennes à ne pas délivrer de billets sans des visas. Mais ils se heurtent à des réseaux de passeurs de mieux en mieux organisés dans certains pays, comme ceux du sous-continent indien ou la Turquie, ainsi qu'à l'éternel problème de Berlin, par où transitent près de la moitié des arrivants. La querelle entre la RFA et la RDA, accusée de laisser faire pour remplir les avions d'Interflug, voire pour obliger les Occidentaux à reconnaître une frontière internationale entre les deux parties de Berlin, a repris de plus belle ces dernières semaines.

Un journaliste iranien travaillant en RFA et qui est allé récemment enquêter en Turquie, a rapporté que, lors de son retour via l'aéroport Schönefeld à Berlin-Est, l'appareil d'Interflug à bord duquel il se trouvait était bourré de réfugiés ira-

L'afflux des réfugiés
alimente la polémique...
dans la perspective
des élections
de janvier 1987

Le problème des Iraniens, dont 2 340 sont arrivés au cours du seul mois de juillet en RFA, est en passe de prendre la relève de celui des Tamouls du Sri-Lanka, dont l'afflux (17 000 en 1985) a été pratiquement stoppé à la suite de la décision de la RDA, l'été dernier, d'exiger d'eux un départ de Colombo un visa pour la RFA. Cette décision n'a jamais été étendue aux autres groupes.

Les menaces proférées ces dernières semaines à l'encontre de la

La démarche
des trois puissances
occidentales

Le gouvernement français a fait part à l'Union soviétique de sa « préoccupation » au sujet de l'afflux à Berlin-Ouest de ce qu'il qualifie d'« immigrants illégaux ». En l'absence de l'ambassadeur d'URSS à Paris, le chargé d'affaires soviétique, M. Konstantin Mozol, a été convoqué jeudi 7 août au Quai d'Orsay.

La France agissait en tant que l'une des quatre puissances de l'entente de Berlin. Des démarches semblables ont été faites, à la demande du chancelier Kohl, été effectuées récemment par Londres et Washington auprès de l'Union soviétique, puissance occupante du secteur oriental de la ville.

La France, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay, a déclaré au chargé d'affaires soviétique que le nombre croissant de « pseudo-refugiés politiques » passant à Berlin-Ouest via le secteur soviétique constituait « un abus de la liberté de circulation, de nature à causer un trouble important non seulement dans les secteurs occidentaux de Berlin mais au-delà ».

C'est au titre des droits et des responsabilités quadripartites que la France a demandé à l'Union soviétique d'intervenir, car l'élimination des tensions et la prévention des complications qui peuvent survenir « relèvent d'une responsabilité commune aux Français, aux Soviétiques, aux Britanniques et aux Américains », a ajouté le porte-parole.

RDA dans les milieux politiques conservateurs, comme celle de remettre en cause les crédits ou les accords particuliers en matière de commerce entre les deux Allemagnes sont restées lettre morte. Elles sont à vrai dire à double tranchant, nul ne pouvant sérieusement songer dans le gouvernement à remettre en cause pour cette affaire les sacrées relations interallemandes.

Dans une interview, publiée vendredi 8 août par le quotidien *Die Welt*, le chancelier Kohl a indiqué que Bonn s'en tiendrait aux accords existants, ajoutant cependant que « de nouveaux progrès dans les relations sont naturellement plus difficiles tant que la RDA collabore à l'afflux de demandeurs d'asile ».

Polémique
sur le droit d'asile

Cette polémique a cependant surtout servi à dramatiser le débat intérieur sur la nécessité de réformer la procédure d'acceptation des réfugiés politiques en République fédérale. Partisan depuis toujours d'un renforcement des mesures contre l'immigration, le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), n'avait jamais réussi jusqu'à présent à imposer ses vues face aux réticences du parti libéral. Dans un véritable brûlot publié dans l'organe du parti social-chrétien bavarois, le *Bayernkurier*, M. Zimmermann affirme que la situation actuelle ouvre la porte à un flux de « millions » de réfugiés en République fédérale. Relançant le débat sur la révision de la Constitution, il a estimé que le flux de ceux-ci revenait « à ce que chacun des cinq milliards d'hommes sur la terre ait droit à un séjour, au moins temporaire, sur le territoire ouest-allemand ».

Décidée à exploiter la situation et à en faire un thème important de la campagne électorale à venir, la CSU a en partie réussi ces dernières semaines à faire bouger dans sa direction le Parti démocrate-chrétien du chancelier Kohl. Le ministre d'Etat à la chancellerie, M. Wolfgang Schauble, s'est déclaré partisan d'une telle révision de la constitution. Il s'agit toutefois d'un thème dangereux pour la coalition. Le Parti libéral, qui a accepté en juin dernier un durcissement de la procédure de traitement des demandes d'asile, n'est pas prêt dans sa grande majorité à revenir sur un droit qu'il considère comme fondamental.

HENRI DE BRESSON.

IMMERSION aux
LINGUISTIQUE USA

Importante organisation US propose dans grande université Californie ou Florida, formule incluant : cours, hébergement, repas. Programme été, semestre ou annuel. Documentation contre cinq timbres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. U.S.A.-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94

La polémique sur le rôle du Conseil constitutionnel

Les déclarations au Monde de M. Alain Chandon mettaient en cause le rôle du Conseil constitutionnel et ont suscité de nombreuses réactions dans l'opposition et un premier résultat : les socialistes ont, semble-t-il, écarté leurs premières hésitations et décidé de ne pas s'incliner devant la dissension pratiquée par le garde des sceaux en déposant devant le juge constitutionnel de nouveaux recours, contre la réforme du statut des

étrangers, et, prochainement, contre la loi Létard redonnant le paysage audiovisuel.

D'autre part, plusieurs personnalités socialistes ont multiplié les protestations, la plus vive émanant de M. Jean Poperen. Le numéro 2 du PS considère que les déclarations du garde des sceaux sont à ranger au chapitre des « mauvais coups de fétif » et que, « face à la furie destructrice » du gouvernement, les socialistes « ne doi-

vent pas rester l'arme au pied », la cohabitation ne leur imposant, selon lui, que « le respect des institutions ».

D'autres voix ont été plus menaçées. Ainsi, pour M. Jean Anciant, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, il faut pratiquer « un recours sélectif ». « Le Conseil constitutionnel est l'arme de l'opposition pour veiller au respect de la Constitution, mais ce n'est pas un deuxième

Parlement », a déclaré M. Anciant. M. Charles Herminet, lui, considère qu'« il ne faudrait pas que naisse une sorte de magistrature des juges ».

Enfin, dans la majorité, M. Jacques Domnati (UDF, Paris) a souligné que « tous les gouvernements et les majorités se sont plaints successivement du Conseil constitutionnel ». « C'est sans doute la preuve qu'il était bon de le créer », a ajouté le président de l'UDF de la capitale.

La saisine des sénateurs socialistes contre les quatre lois Chandon

Le Conseil constitutionnel a été saisi, le vendredi 8 août, par plus de soixante sénateurs socialistes, de trois recours relatifs à trois textes définitivement adoptés à la veille :

— la loi relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ;

— la loi relative à l'application des peines ;

— la loi relative à la lutte contre la criminalité et la délinquance.

Après le recours de même origine du 30 juillet contre le texte relatif aux contrôles et vérifications d'identité (le Monde du 2 août), les quatre projets défendus par M. Alain Chandon, garde des sceaux, sont ainsi défilés au Conseil constitutionnel.

Par ailleurs, les députés socialistes s'apprêtent à déférer au Conseil constitutionnel la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

A propos de la loi sur la lutte contre la criminalité et la délinquance, les sénateurs socialistes ne mentionnent dans leurs recours qu'une demande d'examen de conformité « aux principes constitutionnels selon lesquels d'une part » la loi ne doit établir que des peines « strictement et évidemment » nécessaires et d'autre part les droits de la défense doivent être en toutes circonstances respectés.

Le dernier principe est également invoqué à l'appui de la requête contre la loi relative à l'application des peines.

En ce qui concerne le texte consacré à la lutte contre le terrorisme, les

sénateurs socialistes font valoir qu'il n'est pas possible de « réserver le jugement de nombreux crimes à une cour d'assises composée uniquement de magistrats professionnels » sans violation du principe d'égalité devant la justice, dès lors que les mêmes faits seraient « jugés par des formations différentes selon l'intention prouvée à leurs auteurs ».

Il apparaît aussi aux requérants que le principe constitutionnel de liberté individuelle exige, en cas de prolongation de quarante-huit heures d'une garde à vue, que la personne concernée soit quotidiennement soumise à un examen médical et présentée à un magistrat du siège. Cette disposition a été supprimée dans le texte définitivement adopté.

Les sénateurs socialistes contestent aussi la possibilité d'extension à l'ensemble des crimes et délits contre la chose publique de la garde à vue de quatre jours ou de la visite domiciliaire sans assentiment de l'intéressé.

Enfin, les sénateurs socialistes attaquent les articles 5 et 6 de la loi en ce qu'ils « attachent des conséquences pénales — interdiction de séjour ou exemption de peine automatique — à des actes auxquels le Code pénal n'a pas donné de définition objective » (il s'agit du terrorisme, défini par la seule intention des auteurs). Puisque « la notion de terrorisme n'intervient que dans le cadre de la procédure », font observer les sénateurs socialistes, « il n'est pas possible que s'y attachent des effets pénaux de fond ».

Le Conseil constitutionnel sera saisi dans quelques jours d'un recours socialiste (au moins) contre la loi sur la liberté de communication, dès qu'elle aura été définitivement adoptée. Comme ils le font toujours en de semblables circonstances, ses neuf membres nourriront leur réflexion, et peut-être leur décision, de la lecture des travaux préparatoires de la loi.

En prenant connaissance des débats de l'Assemblée nationale des 4 et 5 août, plus d'un juge du Palais-Royal va s'interroger. Dans la bouche de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, ils trouveront ces propos : « Je ne crois pas que ce soit la vocation du législateur de légiférer en censurant ou préférant sa propre liberté ».

Grâce à M. Michel Péricard, député RPR des Yvelines, ils apprendront que la commission des affaires culturelles dont il était, par la circonstance, le rapporteur, a travaillé pour l'examen de ce projet sous le « feu » de la « menace » du Conseil constitutionnel.

En avançant dans leur lecture, les membres du Conseil verront que M. Péricard se fait « un devoir (...) d'appeler l'attention sur une évolution qui me paraît inquiétante pour nos institutions. Dans plusieurs de ces décisions récentes (...), le Conseil (...) tend à créer ex nihilo les principes constitutionnels qu'il légitime par référence à la « garantie des libertés publiques », mais sa définition du champ de ces libertés se fait selon des voies échappant à toute rationalité ».

S'ils veulent enfin s'assurer qu'ils sont en ce moment au centre de bien

des préoccupations, les membres du Conseil n'auront qu'à se référer à divers propos ministériels. M. François Létard (à l'Assemblée) : « On peut avoir sur ces décisions [du Conseil] comme citoyen, quelque étonnement, voire quelque irritation. On ne peut pas en avoir lorsqu'on exerce les responsabilités qui sont les miennes ».

M. Alain Chandon exprimait dans ces colonnes « une réflexion purement personnelle que fait le garde des sceaux qui est le ministre de la loi : « le pouvoir discrétionnaire très vaste » du Conseil est « une anomalie » (le Monde du 9 août).

Loi d'habilitation économique, loi d'habilitation électorale, collectif budgétaire, loi sur la presse, textes sur la sécurité, loi Létard sur la liberté de communication : les neuf sages du Palais-Royal, comme ils n'ont pas été appelés, devaient s'attendre à connaître un été chargé. Mais un été aussi chaud, qui l'eût dit ?

Traitement préventif

Deux éléments contribuent sans doute à faire monter la température. L'un est conjoncturel, l'autre se rattache à un débat institutionnel que renouvelle la cohabitation.

L'élément conjoncturel n'est pas mineur. Il est même lourd d'énormes conséquences, imprévisibles à cette heure. Il s'agit de la redéfinition du paysage audiovisuel et de la conquête que s'apprêtent à en faire des intérêts privés financièrement puissants qui, quelquefois se veulent aussi politiquement influents.

Dans cette bataille des médias, voire des multimédias, le Conseil constitutionnel est intervenu une première fois (pour nous en tenir à cet été chaud), il y a quelques semaines. En censurant pour insuffisance le dispositif anti-concentration de la loi sur la presse, il n'avait, en vérité, ni modifié le moins du monde sa propre doctrine, ni créé de situation irréversible pour qui que ce soit. Trois petits mots, — mais qui changent tout — et l'amendement litigieux redevenait un ne peut plus conforme à la Constitution.

Pourtant, le premier ministre a choisi de laisser ces trois petits mots en suspens jusqu'à la rentrée parlementaire d'octobre. Jusqu'à ce moment, les éloges académiques du Conseil et, en coulisses, les critiques discrètes étaient de mise. Ces dernières se sont brusquement exarces-

bées en une préparation verbale d'artillerie qui a redoublé ces derniers jours : la saisine du Conseil à propos de la loi sur la liberté de communication approche.

Qu'arriverait-il si le Conseil venait à annuler d'importantes dispositions du texte ? Il placerait probablement le gouvernement dans l'embarras. Non pas tant parce que l'éventuelle voie de TF1 au groupe Hersant pourrait alors se trouver compromise. Il n'est pas sûr, en effet que M. Chirac ait de toute façon une folle envie de s'attirer les volées de bois vert qui suivraient un acte aussi chargé de symbole. Car M. Hersant n'est pas et ne sera jamais un « repenseur » comme les autres. Il n'est pas évident non plus qu'en tout état de cause M. Hersant soit en mesure de réaliser le rêve qu'il caresse depuis si longtemps.

Serré de plus près qu'il ne l'a jamais été en matière de concentration de presse, objet certain, à terme, d'une attention inédite s'il cherche à se constituer ouvertement en groupe multimédia, l'empire Hersant a d'ores et déjà perdu la matière principale de son expansionnisme passé : l'assurance d'un laisser-faire sans entraves.

Mais en écartant éventuellement la loi Létard, le Conseil porterait un coup rude à la dynamique politique du gouvernement et à l'image volontariste qui lui est associée. Accessoirement, s'il résultait de la décision à venir du Conseil constitutionnel une nouvelle gêne pour le groupe Hersant, on ne peut exclure de sa part, dans l'immédiat, des réactions de dépit, et un peu plus tard de rancune. L'élection présidentielle n'est pas si éloignée...

En tout état de cause, dans ce réseau d'incertitudes, des attaques en règle contre le Conseil constitutionnel ne peuvent que constituer pour la majorité un traitement préventif contre un mal méconnu.

Cris et impatience

A contrario, si la loi sort intacte de cette épreuve, il n'en sera que plus facile à ses auteurs d'en proclamer l'excellence incontestée même par les juges les moins indulgents.

Au total, ces péripéties, ne sauraient faire oublier un débat plus large. Le Conseil constitutionnel a pris une place énorme dans le dispositif institutionnel français. Alternativement déploré et approuvé par les uns et les autres, le phénomène n'est

contredit par personne. Conséquence inattendue de la cohabitation, le rôle du Parlement, déjà passablement amoindri, s'est encore réduit. Le gouvernement non seulement gouverne, mais, de fait légifère de plus en plus complètement. Les formalités parlementaires demeurent certes, pour mémoire. Et, de plus en plus souvent, écartées.

Le Conseil constitutionnel, soupçonné ici et là de vouloir jouer souverainement le rôle d'une troisième Chambre. Ce n'est pourtant pas sa faute s'il est le seul à se faire entendre véritablement à propos du contenu de la loi. Au moins sur le plan des principes, puisqu'il n'a pas à édicter. Mais il est vrai que ses réserves ou ses considérations dessinent en creux bien des paysages législatifs. Du reste, ceux qui accusent le Conseil d'égarements successifs savent bien qu'il ne fait la plupart du temps que puiser au fil des décisions dans la jurisprudence qu'il a sagement accumulée, souvent pour le grand bonheur des détracteurs d'aujourd'hui.

Ainsi, l'Assemblée crie, mais c'est contre sa propre impuissance. Le gouvernement s'impatience, mais c'est d'un face-à-face avec le Conseil qui désigne implicitement l'exécutif comme véritable responsable des fautes que pointe avec constance et imperturbabilité ce dernier, même si des bêtes de parlementaires sont quelquefois à l'origine de mécomptes.

Sous le ciel torride de cette contestation du Conseil apparaît désormais des mirages troublants : le garde des sceaux laisse entendre qu'une réforme constitutionnelle qui borerait plus étroitement le pré du Conseil serait la bienvenue. Ne va-t-il pas jusqu'à lancer à M. Robert Badinter son président et aux huit autres membres une manière de « qu'en pensez-vous ? » indirecte que l'on imagine mal risquée sans l'assentiment du premier ministre.

Enfin, critiquer le rôle d'« arbitre » du Conseil, c'est remettre en cause le principe de la saisine parlementaire qui a connu, depuis 1974, la fortune que l'on sait.

Mirages, tentations ? Il est à craindre en tout cas que l'été chaud du Conseil constitutionnel ne se termine par une série d'orages si rien ni personne ne vient arrêter ce qui, vu du Palais-Royal, doit commencer à ressembler singulièrement à une croisée périlleuse, sinon inquiétante.

MICHEL KAJMAN.

Le rejet de la motion de censure du PS par l'Assemblée nationale

M. Létard couvert d'éloges

Le gouvernement n'a pas été renversé. Il y avait d'ailleurs si peu de suspense, le vendredi 8 août, à l'Assemblée nationale que onze députés socialistes et un député communiste avaient oublié de venir voter ou de donner leur pouvoir à un de leurs collègues ; M. Christian Neel, lui, s'il n'était pas là, avait demandé que l'on vote pour lui, et c'est M. Pierre Joxe qui s'est acquitté de cette tâche. La sixième motion de censure déposée par le PS depuis le début de la législature n'a donc recueilli que 234 voix, provoquant exclusivement du PS et du PC, alors qu'il lui en aurait fallu 284 pour être adoptée. Est donc,

en vertu de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée le projet de loi réformant la législation de l'audiovisuel et privatisant TF 1 ; mais députés et sénateurs doivent encore se mettre d'accord sur une version commune du texte au cours d'une commission mixte paritaire qui se réunira le lundi 11 août au Sénat, avant que les deux Chambres du Parlement n'adoptent définitivement ce projet le lendemain. Le Conseil constitutionnel aura lui aussi à se prononcer, les députés socialistes ayant déjà annoncé leur intention de le saisir.

Le chemin de croix de M. François Létard s'est achevé sous un tonnerre de fleurs. Pas un orateur de la majorité n'a voulu se dispenser de son couplet élogieux sur le ministre de la culture et de la communication, que certains de ses amis du Sénat n'avaient pourtant pas épargné. Le chef du gouvernement avait déjà montré la voie — éviter que M. Létard ne se rapproche de M. Barre — en secourant son ministre grâce au fameux « 49.3 » le mardi 5 août. Il a insisté vendredi en saluant « la persévérance et l'intelligence » de son ministre. M. Robert Aschbacher (RPR, Val-de-Marne) ne pouvait faire moins : « Vous avez répondu avec autant de clarté que de gentillesse à l'opposition », a-t-il dit à M. Létard, ajoutant : « Vous savez, ces gens se moquent de vous, il faudrait les traiter comme les gouverneurs de la France d'outre-mer le faisaient des Balouzes en 1900. Car ils n'ont pas votre sérénité. Quand on joue avec des tricheurs, on perd toujours, et nous n'avons pas le droit de perdre ».

Les éloges sont aussi venus de ceux qui étaient soupçonnés de n'être pas mécontents des ennemis du secrétaire général du PR. Ainsi, M. Alain Lamassouire (UDF, Pyrénées-Atlantiques), le premier des porte-parole de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée, a salué celui « qui a redonné ses lettres de noblesse au mot libéral » et qui sera « le premier des ministres à supprimer un impôt (la taxe sur les magnétoscopes) et à privatiser une grande entreprise ». Il lui a même demandé de « poursuivre » son action « avec ce mélange d'audace, de générosité et de sincérité qui est [sa] marque propre ». M. Jacques Domnati (UDF, Paris) ne pouvait faire moins : « L'avenir est ouvert à votre jeunesse, mais vous agissez déjà avec sagesse, prudence et détermination. Certes, vous gênez plus qu'un autre et l'on a voulu

vous isoler, vous décourager, vous abattre. Vos amis, par ma bouche, vous disent à nouveau leur admiration ».

Les ennemis de ce « jeune ministre » au Sénat ont pourtant privé les députés d'un réel débat, et chacun l'a regretté. Socialistes et communistes avec force : « ce qui est en jeu est d'abord la liberté du Parlement de débattre autrement qu'à l'aveuglette, de fonctionner autrement que comme faux-semblant », a dit M. François Létard (PS, Eure) ; « l'usage du 49.3 montre la volonté du gouvernement d'aller vite pour ouvrir de nouveaux créneaux à ses amis », a affirmé M. Remy Auchède (PC, Pas-de-Calais). Le Front national avec clarté : « Proposant une loi de liberté, vous recourez à une procédure autoritaire », a souligné M. François Bachelot (FN, Seine-Saint-Denis).

M. Dumas : il y a des mots qui tuent

Les orateurs de la majorité ont eux aussi regretté cette limitation du débat. M. Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) en a simplement rendu « coresponsable » l'opposition, même s'il a déploré que celle-ci ne soit pas capable d'apporter « des éléments nouveaux » au débat. M. Lamassouire fut encore plus sévère : « Cette procédure a été conçue pour s'opposer à une tentative d'obstruction à l'Assemblée ».

Sur l'engagement de responsabilité du gouvernement, M. Létard a simplement fait remarquer qu'il ne fallait pas « remettre en question la Constitution (...), qui doit l'exercice de moyens importants pour les quels figurent la disposition que nous utilisons ».

Répondre à la question de savoir s'il faut ou non renverser le gouvernement conduit à débattre de l'ensemble de la politique. Tous les orateurs l'ont fait. M. Lamassouire

pour l'approuver, mais aussi pour lancer quelques piques : « La cohésion de l'équipe [se doit] être à l'expression des talents de chacun. Que serait (...) une équipe de rugby où les joueurs configurerait le ballon au lieu d'ouvrir sur les trois quarts ? Les trois quarts, les attaquants, c'est un peu le rôle des jeunes ministres de l'UDF ». Il a aussi regretté, notamment que l'on attende « si longtemps avant de nommer un ministre en charge des affaires européennes ».

M. Roland Dumas (PS, Dordogne) fut, bien entendu, beaucoup plus polémique. Evoquant les récentes « bavures » policières, il a souligné que « le gouvernement évite certains commentaires ; on ne saurait dire (...) que toutes les exactions et toutes les erreurs sont absoutes quoi qu'il arrive (...). Il y a des mots qui tuent ». M. Dumas s'est aussi préoccupé de l'avenir de la « solidarité », évoquant certains propos qui font craindre pour l'avenir de la Sécurité sociale, « grand mouvement de solidarité nationale né avec la Libération ». Au premier ministre, il a fait remarquer : « On ne touche pas sans risques à l'équilibre économique et social d'une nation ».

M. Jacques Chirac a voulu montrer qu'il prenait totalement la responsabilité du texte Létard, tout en insistant sur le rôle de l'Etat, qui « n'abandonne pas ses devoirs, qui, dans ce domaine particulier, continue à assurer la liberté de l'information et à créer les conditions propices à un développement de la création ». Puis le premier ministre a insisté sur le maintien d'un service public « auquel les Français demeurent à juste titre très attachés ». Ainsi M. Chirac a-t-il, à l'inverse des autres orateurs, refusé le débat politique pour se limiter à l'aspect technique du projet.

THIERRY BRÉHER.

Les archéo-bonapartistes

(Suite de la première page.)

Nous vivons des temps bien singuliers. L'on croyait admis par tous que la France se devait d'être un Etat de droit perfectionné, ce qui implique l'existence de règles constitutionnelles qui s'imposent à tous. Seuls les communistes, toujours à la pointe de l'archéomarxisme, demandaient encore la suppression du Conseil constitutionnel. Les voici, secondés par les archéo-bonapartistes, découvrant en 1986 que, depuis 1971, le Conseil constitutionnel vérifie la conformité des lois à la déclaration des Droits de l'homme de 1789, au préambule de 1946 et aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

Entre-temps, de 1981 à 1986, la gauche disposait de quasiment tous les pouvoirs. Mais elle fut à plusieurs reprises arrêtée par le Conseil constitutionnel, saisi par ceux-là mêmes qui veulent le faire taire aujourd'hui. Pourquoi ne pas proposer franchement que le Conseil constitutionnel soit mis en congé perpétuel lorsque la droite gouverne et ne reprenne ses activités que si, par malheur, la gauche revient au pouvoir ?

Nous vivons des temps bien singuliers. L'article 62 de la Constitution dispose que les décisions du Conseil constitutionnel « s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles ». On pourrait en déduire que le garde des sceaux aurait à cœur de le défendre ou, à tout le moins, de ne

point les mettre en cause. Le voici pourtant qui dénonce « le pouvoir discrétionnaire » du Conseil. Et quel argument avance-t-il ? Que le Conseil ne se réfère pas aux tables de la Loi. Il suffit pourtant de lire les décisions rendues depuis mars 1986 pour noter la continuité absolue de la jurisprudence du Conseil.

Lors des nationalisations, il avait exigé, en 1982, un juste prix pour les actionnaires, invoquant la déclaration de 1789 et le principe d'égalité. Lors des privatisations, il exigea, le 26 juin, un juste prix pour l'Etat, invoquant la Déclaration de 1789 et le principe d'égalité. Pour les élections en Nouvelle-Calédonie, il précisa, en 1985, l'obligation d'égalité du suffrage, inscrite à l'article 3 de la Constitution.

Pour le rétablissement du scrutin majoritaire, il s'en tient, le 1^{er} juillet, à cette règle, d'ailleurs interprétée de façon moins stricte, pour qui aurait l'honnêteté d'étudier sa décision dans le détail. S'agissant de la presse écrite, il avait empêché, en 1984, une loi anti-Hersant mais admis par l'avenir la nécessité d'une limitation des concentrations. Il a empêché, le 29 juillet, une loi Hersant, au nom du même principe.

Ainsi est-il possible, sans soute-ver le scandale, de bénir le respect de l'Etat de droit, lorsque une décision limite le pouvoir de vos adversaires, mais d'honorer le pouvoir discrétionnaire lorsqu'elle

limite votre propre pouvoir, même si les fondements de la décision du juge constitutionnel sont exactement identiques.

Nous vivons des temps bien singuliers. Il suffit donc que M. Hersant soit gêné dans ses rachats de journaux et que l'on craigne qu'il le soit, demain, dans l'acquisition de TF1 pour plétiner sans vergogne ses propres principes. Car enfin, dans la démocratie américaine ou anglaise, si souvent invoquée par nos pseudo-libéraux, il serait tout simplement inconcevable qu'une personne contrôlant déjà près de 30 % de la presse nationale reçoive 40 % de l'audience télévisée. Mais en France, il serait arbitraire de limiter la concentration multi-médias. Et comment ferions-nous demain pour critiquer les postulats marxistes grossiers expliquant que le pouvoir est là où est le capital, alors que les archéo-bonapartistes s'échinent, sous le masque du libéralisme, à leur redonner consistance ?

Tristes temps, en vérité, où les vrais débats sur le moyen de combiner l'exigence industrielle de groupes multi-médias avec l'impératif démocratique de concentrations limitées ne sont même pas engagés. Tristes temps, où les discussions nécessaires sur les méthodes du juge constitutionnel obéissent le pas devant l'anathème comme moyen de pression. Nous n'en avons décidément pas fini avec la nostalgie des années 80. Dans ce qu'elles avaient de pire.

OLIVIER DUHAMEL.

Politique

Le redécoupage des circonscriptions législatives

CALVADOS : le projet de M. d'Ornano

CAEN

de notre correspondante

Si le projet de découpage électoral du Calvados (589 000 habitants, 6 députés), récemment rendu public, ne trouble pas outre mesure les inconditionnels de M. d'Ornano, il fait grincer des dents dans la majorité comme dans l'opposition. Selon ce projet, inspiré par le président du conseil général, Caen (dix cantons, 170 000 habitants), séparé en deux circonscriptions, s'enrichirait de deux autres cantons. C'est ainsi que le canton de Tilly-sur-Seulles, dans le Bessin, serait rattaché à Caen-Ouest, malgré l'hostilité des maires des communes concernées. Car, selon ces élus, le projet remet en question l'unité historique, géographique et économique de la circonscription de Bayeux. « Rien, en dehors des motifs d'opportunité politique, ne justifierait de tels démantèlements », a déclaré M. François d'Harcourt, CNIP, député de la circonscription jusqu'en mars 1986, conseiller général de Balleroy. Pour apaiser les esprits, le canton de Caumont-l'Éventé n'a pas été rattaché à la circonscription de Vire, comme le prévoyait le projet initial.

En revanche, le canton de Troarn dépendrait maintenant de la circonscription de Caen-Est, tandis que Bourguibus et Bretteville-sur-Laize

seraient rattachés à Vire. Or, si le projet est retenu, la circonscription de Vire comprendrait 111 000 habitants et celle de Lisieux seulement 85 000, avec, en conséquence, un écart entre les deux circonscriptions supérieur aux 20 % recommandés par la directive du ministère de l'Intérieur.

Pour M. André Fanton, député RPR, conseiller général, sans canton depuis l'annulation du redécoupage de Lisieux II par le Conseil d'État, « on procède aujourd'hui à des opérations que l'opinion publique pourrait considérer comme électoralistes ou politiciennes ». Ce « on » mystérieux a bien sûr relancé la polémique au sein même de la majorité électorale, sans pour autant calmer l'inquiétude de M. Fanton.

Une inquiétude que partage le PS, opposé à ce projet. « Inacceptable et scandaleux », « Le laser a remplacé les ciseaux », explique la fédération du Calvados. Une ironie qui cache mal la déception des socialistes. « L'intention de la majorité est de ne laisser qu'une circonscription sur six à la gauche : Caen-Est. » Trois élus socialistes siègent actuellement à l'Assemblée, après leur victoire inattendue de mars 1986. Le rapport droite-gauche était donc jusqu'à présent équilibré ; il risque d'être remis en cause par l'effet du redécoupage.

PASCALE MONNIER.

BAS-RHIN : comment semer la zizanie à gauche

STRASBOURG

de notre correspondant

Le redécoupage va-t-il créer les conditions d'une lutte interne à la gauche ? La question est posée dans le Bas-Rhin. Le projet actuel prévoit neuf circonscriptions dans le département, en découpant en deux l'énorme zone de Strasbourg-campagne qui compte quelque 122 000 électeurs inscrits. Mais en rattachant à l'une des circonscriptions deux cantons strasbourgeois.

Strasbourg-campagne se présente comme une demi-couronne au nord, à l'ouest et au sud de la ville. Fief du député et maire d'Ilkirk-Graffenstaden, M. André Durr (RPR), elle englobe aussi la seconde commune du Bas-Rhin, Schiltigheim, dont le maire, M. Alfred Muller (rocardien), a quitté le PS avant les élections de mars pour fonder son propre mouvement, le Mouvement démocratique alsacien (MDA). En toute logique, celui-ci pouvait penser affronter dans le nord le maire UDF de la commune voisine, Bischheim, M. André Klein-Mosser.

Mais le redécoupage complique les choses : il propose d'extraire de Strasbourg-campagne deux cantons pour les rattacher à cette circonscription nouvelle. D'une part, celui des quartiers de Cronembourg et du Moh-

berg (6) à l'ouest de l'agglomération, d'autre part, au nord le canton 5, qui comprend La Robertsau et la cité de l'III. Or, Strasbourg-6 est la base électorale de M. Jean Oehler (PS), qui en fut le conseiller général avant d'en être le député. Privé aussi du canton plutôt favorable de Koenigshoffen (Strasbourg-9), il serait peut-être contraint de suivre ses électeurs et d'être candidat à Strasbourg-campagne nord et être ainsi obligé de combattre M. Muller.

Le PS ne peut guère espérer garder des sièges sur Strasbourg-ville, ainsi privée de deux cantons, même si la personnalité de M. Catherine Trautmann rendrait intéressant son duel éventuel avec M. Emilie Koehl (UDF-CDS).

Le redécoupage ne devrait pas modifier le reste de la carte bas-rhinoise. Un réajustement autour de Sélestat, qui aurait gagné le Val-de-Villé, un autre autour de Molsheim, qui aurait rejoint Obernai, ont provoqué un tel tollé des maires qu'ils ont été écartés. En revanche, Saverne se verra adjoindre la commune proche de Hochfelden, ce qui n'est pas contesté. Le siège d'une grande brasserie enrichira ainsi la circonscription du secrétaire d'État chargé de la Sécurité sociale, M. Adrien Zeller (UDF-CDS).

JACQUES FORTIER.

ÉCHECS

Report de la 6^e partie

Kasparov dégrisé

croire qu'on « s'en sortira » sur son seul génie. Bref, il a eu la « grosse tête » sur laquelle Karpov ne s'est pas privé de flanquer une gifle à assommer tous les rois d'un échiquier.

Mais une gifle peut aussi avoir du bon. Elle dégrise. Plutôt que de se quereller sur un Karpov goguenard et bien qu'il ait les blancs, Kasparov a choisi de reprendre ses esprits. Notable humilité mais qui n'annule pas le fait que le champion du monde a tendu la joue droite lundi.

B. de C.

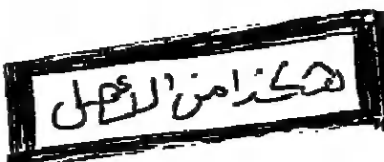
(1) Temps de repos que chacun des deux joueurs peut prendre, sans aucune justification, à concurrence de trois heures les 24 parties.



A la victoire sans appel qu'il a remportée dans la cinquième partie et qui lui a permis d'égaliser au score (2,5-2,5), Karpov a ajouté une autre, le vendredi 8 août, sans jouer. En effet, en tout début d'après-midi, Kasparov faisait connaître qu'il prenait un *time-out* (1) ce qui reportait la sixième partie au lundi 11 août.

C'est donc le champion du monde qui a cédé le premier. Après une défaite dans la quatrième partie, son challenger, lui, n'avait pas jugé nécessaire de s'accorder un temps de repos. Cette victoire psychologique pour Karpov donne la mesure du choc subi par Kasparov. Dominant trop facilement un rival méconnaissable, le jeune champion a oublié la règle d'or des échecs : ne pas sous-estimer son adversaire et ne pas

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR **Graphologue MSI** Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM, Ecole Supérieure de Graphologie, Boite 61010, 10, rue de la République, 92000 Nanterre.



Société

Une voyante-radiesthésiste en correctionnelle

Aux frontières du paranormal et de... l'escroquerie

TOURS

de notre envoyé spécial

La voyante extra lucide cloûte au pilori. Joli programme ou triste réalité ? Comme elles sont sales les cuisines de l'occultisme et du magnétisme réunis, et comme il était perdu, dénué et sans ressources, ce « mage Monique » poursuivi pour escroquerie et jugé, le vendredi 8 août, par le tribunal de grande instance de Tours ! Un étrange procès, à dire vrai, pour une affaire, une sorte d'entorse aux règles de la concurrence dans un marché du paranormal que rien précède ni régleme.

Il y a peu encore, pour la France entière, le « mage Monique », c'était quelqu'un. Une personnalité hors de l'ordinaire, qui vendait systématiquement ses dons par voie publicitaire dans de nombreux périodiques gratuits et dans la presse nationale — du cœur. C'était plus qu'un simple mage, plutôt une voyante-radiesthésiste férue de tarots, spécialisée dans toutes les disciplines que peut engendrer l'exploitation de la crédulité humaine. Une soignée de l'âme et du corps, pratiquant sans crainte l'exercice illégal de la médecine.

Pour l'état-civil et la justice, les choses sont plus simples. Il s'agit de M^{me} Monique Laurin, quarante-quatre ans, une ancienne fille de salle du centre hospitalier universitaire de Tours. Petite-fille de guérisseuse, elle avait commencé à exercer la radiesthésie il y a quelques années, peu après la mort de sa grand-mère. D'emblée, son affaire prospère avec une incroyable rapidité. C'est que le mage avait, intuitivement, perçu les immenses vertus du marketing. Monique Laurin développe ses activités, embauche —

un noir — plusieurs secrétaires, payées 250 francs par jour, et travaille de plus en plus « à distance » sur simple lettre ou photographie. Elle devient aussi, en collaboration avec un autre professionnel de la voyance, revendeuse de produits plus ou moins pharmaceutiques, de gelée royale et de talismans en papier ou carton.

8,5 millions de francs en 1985

En 1983, le chiffre d'affaires annuel de cette PME de l'occultisme était, pour les seules sommes encaissées par chèques, de 1,5 million de francs ; en 1984, il atteignait 6 millions de francs, et passa à 8,5 millions de francs en 1985.

En septembre de la même année, pourtant, Monique Laurin était condamnée à 10 000 francs d'amende pour exercice illégal de la médecine. Avait-elle alors perçu la menace ? Avait-elle décidé, comme elle l'a déclaré le 8 août devant le tribunal, d'arrêter « à cause d'une santé qui commençait à décliner » ? Il était déjà trop tard. Plaintes en série, instruction menée tambour battant, perquisitions, inculpation pour escroquerie et incarcération en février dernier à la maison d'arrêt d'Orléans (le Monde du 1^{er} mars). L'affaire était entendue. Elle le fut à nouveau le 8 août, et de surprenante manière, devant le tribunal présidé par M. Yves Dubois.

Plaintes et litiges

Cent vingt-neuf personnes s'étaient portées partie civile. Elles furent plus d'une centaine à venir, parfois de fort loin, déposer, c'est-à-dire déclarer publiquement de quelle manière elles s'étaient fait

« volontairement » soustraire des sommes comprises entre quelques centaines et plusieurs milliers de francs. Triste et long cortège de plaintes et de litiges. Une cour de pseudomiracles dans laquelle chacun évoquait ses problèmes : le chômage (1 800 francs) ; les difficultés sentimentales (5 600 francs) ; les troubles psychiques omniprésents et les maladies bien organiques. Les troubles cardiaques, par exemple, étaient facturés à 8 000 francs, et le mage demandait 2 300 francs pour « améliorer à distance » les enfants handicapés moteurs.

Il y eut, aussi, une dépression rebelle à 10 000 francs ; une jeune fille qui donna 1 400 francs pour réussir à ses examens, et encore cette femme venue de Paris et qui, moyennant 4 300 francs, apprit que le mage « craignait le pire » pour son fils de trois ans. Ou cet ouvrier portugais à la recherche d'un travail qui ne savait pas écrire et qui donna 9 000 francs sur un chèque rempli par celle à qui il était destiné.

Pour l'exemple

Autant d'argent, pour quoi faire ? « Pour la publicité », répondra M^{me} Laurin, qui, de fait, y consacra une bonne part de son chiffre d'affaires. Pour mieux vivre aussi, comme l'établira sans mal l'enquête policière. Douze manteaux de fourrure, dix postes de télévision, sept ou huit magnétoscopes et quelques propriétés immobilières. Le mage ne craignait pas d'investir. L'accusation retienda aussi les longs séjours à l'hôtel Plaza de Nice, ou les achats, pour 75 500 francs en août 1985, de montres et de bijoux chez Fred à Paris. Une vie de rêve somme toute pour cette petite bonne femme qui cherchait en vain un époux et qui, dans son aventure,

acheta à plusieurs reprises de coûteuses robes de mariée.

Restait pour la justice l'essentiel : établir qu'il y avait dans tout cela véritable délit. Comment, en d'autres termes, démontrer qu'un magnétiseur peut être un escroc ? Une rude tâche à laquelle s'est, non sans mal, attelé M. Dominique Gallardot, substitut du procureur de la République. « Qu'on ne s'y trompe pas, devant-il prévenir, ce n'est pas le procès de la parapsychologie que nous faisons aujourd'hui. Que l'on ne nous dise pas que nous voulons brûler une sorcière. Nous ne faisons que juger un escroc. » Jolie formule : ainsi on pourrait séparer le bon grain de la paille voyante de l'ivraie des faux mages ? C'est précisément ce que l'accusation a longuement cherché à faire, fondant une bonne part de son argumentation sur des éléments fournis par le SNVPP (Syndicat national de la voyance et des professions parapsychologiques).

Il ne s'agissait plus, dès lors, d'un cas exemplaire, mais d'une banale affaire de gros sous, et de publicité mensongère. On finit le paranormal acceptable, et on commença l'escroquerie ? Soucieux de faire un exemple plus que d'aborder le problème au fond, le tribunal s'est prudemment refusé à se poser la question. Pour l'exemple, donc, le substitut réclama trois ans d'emprisonnement ferme, 1 500 francs d'amende, et le remboursement des plaignants. L'avocat du mage, M. Francis Azencot, du barreau de Paris, ancien conseil du SNVPP, actuel défenseur du Syndicat national de la radiesthésie, demanda qu'en toute hypothèse, on accorde le sursis. Sans l'attente du jugement qui sera rendu le 14 août, le mage est resté en prison. En pleurs et entre deux genèdes.

JEAN-YVES NAU.

Dans un ancien camp militaire de l'Ain

Détenus sur parole

détenus circulent librement sur des pelouses encore un peu brouillonnées. Notre objectif est de les repérer le mieux possible à la vue de l'extérieur, explique M. Jean Hourtal, éducateur pénitentiaire, responsable du camp. Après six mois de prison, certains ne savent même plus traverser une rue correctement.

Même physiquement, confirme L., vingt et un ans, on cloche complètement. A force de traîner dans une cellule de sept mètres carrés, j'avais fini par ne même plus pouvoir me lever de mon lit sans avoir le vertige.

L'allure solide et le sourire empreint de douceur, « M. Jean » a participé lui-même au choix de ces stagiaires. « Même les jeunes les plus résistants ont eu des réactions stupéfiantes en arrivant ici : au contact avec la liberté, fu-elle, partielle, plusieurs d'entre eux ont souffert d'éclats de sanglots ou d'autres troubles somatiques. » D'où la réflexion de M. Cadot : « Si la liberté leur avait été rendue brutalement on peut penser qu'ils auraient extériorisé ce malaise d'une autre façon. »

La vie à Thol devrait aménager ces pans de transition. Plus de systèmes de verrouillage ; les vieux barbelés ne gardent que des biches qui gambadent dans le camp, et les portes des dortoirs peuvent être enfoncées d'un coup d'épaule. Quant aux miradors qui dressaient leurs silhouettes à proximité des baraquements, ils ont été transformés en sculptures par des artistes improvisés : sous la main de détenus, le métal est symboliquement devenu un homme franchissant des barreaux ou un oiseau prenant son envol. Le temps n'est plus où les prisonniers du FLN puis de l'OAS vivaient ici dans un strict enfermement. Seuls souvenirs de cette époque : quelques peintures représentant des palmiers et des chameaux orient encore les murs de certains dortoirs.

Aujourd'hui, les gardes armés ont été remplacés par des éducateurs, des animateurs et seulement quelques surveillants : « L'œil des matons n'est plus collé à notre dos », s'exclame un stagiaire.

La carcasse des murs a disparu, observe en souriant M. Hourtal, mais le squelette de la discipline reste. D'abord, les stagiaires tra-

vaillent, chaque jour, suivant des horaires très stricts : débroussaillage et réfection des bâtiments font de Thol le domaine du pic, de la pelle et de la pioche. « A l'arrivée seul le gros œuvre avait été restauré », explique M. Cadot. Armée d'outils, les détenus ont pris en charge le reste.

Les rubans rouges

En plus du respect des horaires et des tâches, les détenus s'engagent à ne pas franchir sans accompagnement certaines frontières délimitées par des rubans rouges et blancs. En cas de désobéissance, le rebelle est rapatrié dans sa prison d'origine. « Nous avons eu en juillet le cas d'un stagiaire qui voulait retrouver sa prison pour des raisons familiales », remarque M. Hourtal. Il est simplement sorti du site autorisé, puis il a attendu calmement qu'on vienne le chercher. « Mais en général, observe-t-il, on n'a pas intérêt à s'enfuir puisque la liberté est au bout du stage. »

En attendant, les stagiaires, guidés par des animateurs, s'initient aux « ficelles » d'une recherche d'emploi, accumulent quelques rudiments d'informatique ou apprennent le code de la route. Le travail, minit, ils pratiquent presque tous une discipline artistique. « L'aspect ludique est secondaire », explique M. Hourtal, l'essentiel consiste à leur faire prendre en main une activité ou une œuvre qu'ils mèneront de bout en bout. « C'est enfin un résultat positif dans leur vie », ajoute M^{me} Dominique Petrait, éducatrice.

« Bien sûr, regrette un stagiaire, on fait parfois du boulot idiot, il vaudrait mieux apprendre des métiers qui nous serviraient. Mais de toute façon à côté de la table, c'est le paradis. » « En prison, ajoute un autre, on amasse une haine atroce. Ici on décompress. Ce que les stagiaires apprécient surtout, c'est d'échapper aux humiliations qu'ils ont rencontrées en prison. « Ici, conclut L., tout le monde bouffe ensemble, depuis le responsable jusqu'au détenu. Quand on parle, quelqu'un nous écoute et certaines règles ont même été modifiées. Bref, on se remet à vivre. »

RAPHAËLE PÉROU.

FAITS DIVERS

Les escrocs aux ASSÉDIC auraient opéré dans quinze grandes villes

Le service juridique de l'UNEDIC (organisme central de l'assurance-chômage), a évalué à plus de 2 millions de francs (2 164 849 F) le montant total des escroqueries aux ASSÉDIC commises par « de prétendus réfugiés politiques ». Dans un communiqué publié vendredi 8 août, l'UNEDIC précise que « quatre-vingt-onze dossiers au total sont concernés », et que les demandes d'indemnisation aux ASSÉDIC ont été déposées à Toulouse, Montpellier et Saint-Etienne, en vue d'obtenir indûment des allocations d'insertion dont le montant est actuellement de 43,70 F par jour. Le chiffre des dossiers concernés (quatre-vingt-onze), « est, ajoute l'UNEDIC, à rapprocher des 300 000 demandes reçues et traitées chaque mois par les ASSÉDIC ».

D'autre part, toujours selon l'UNEDIC « la situation de quinze personnes relevant de l'ASSÉDIC d'Orléans a fait l'objet d'une vérification approfondie au terme de laquelle il s'est avéré que leur situation était en définitive régulière ». Mais si les inculpations se limitent actuellement à quinze personnes écrouées à Toulouse (le Monde du 9 août), il semble qu'en dehors de cette ville, de Montpellier et de Saint-Etienne, l'escroquerie organisée par des Ghanéens, Ougandais et Nigériens se soit étendue à une douzaine d'autres grandes villes (soit quinze au total). Il faudra attendre les vérifications menées dans toute la France pour connaître le montant des sommes irrégulièrement perçues.

Un pyromane inculpé et écroué. — M. Jean-Claude Carceller, trente-six ans, sans emploi, a été inculpé d'incendies volontaires et écroué à Marseille. Il a reconnu avoir allumé des incendies sur une colline de Saint-Victoire (Bouches-du-Rhône) à cinq reprises depuis le début du mois de juin.

Nominations de magistrats. — Ont été nommés récemment présidents d'un tribunal de grande instance : M. Roger Aubin à Lyon, M. Henri Bouillard à Créteil et M. Daniel Lacrubier à Nevers. Ont été nommés procureurs de la République : M. Claude Salvagnone à Marseille, M. Christian Gallut à Lyon, M. Régis Mourier à Bobigny, M. Olivier Droper à Dijon et M. René Meyer à Poitiers. Ces nominations ont été publiées au Journal officiel du 30 juillet.

TERIES
PELOU

هكذا امتنا

Société

escroquerie

Au tribunal de Tours L'intimité du duc de Luynes

TOURS
de notre correspondant

Monsieur le duc a gagné son procès : il a droit au respect de son intimité. Au mois de juin dernier, le tribunal civil de Tours avait eu à examiner une affaire opposant un historien local, Denis Jeanson, auteur d'un ouvrage à épisodes, consacré aux « Sites et monuments du Val-de-Loire », et Philippe de Luynes, duc du même nom, dont le château domine fièrement la Loire, à douze kilomètres de Tours. L'historien dans le tome 3 de son livre, à trêve confidentiel, donnait des détails sur l'édifice, dont certains avaient été jugés comme « une atteinte à la vie privée » par le propriétaire. Ainsi, la présence dans un salon d'une statue en bronze due au sculpteur Rude, représentant Louis XIII enfant, ou celle de deux caveaux dans la crypte du château destinés à accueillir les futures dépouilles du duc et de son épouse. On ajouta des modifications apportées à la façade du château

de Luynes pour l'installation d'un escalier. Pour le duc, la divulgation de ces informations concernant un monument privé non visitable bien qu'inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, dépassait le stade de l'indiscrétion et avait pu « inciter des esprits malveillants au cambriolage ». Dans son jugement rendu le 7 août, le tribunal ordonne la suppression sous astreinte de 100 francs par jour de retard et par exemplaire de deux des passages incriminés (statue de Rude et double caveau). L'écritain est condamné aux dépens. Le tribunal a mis en évidence le défaut d'autorisation de visite de l'édifice de la part du duc de Luynes et reconnu une certaine violation de l'intimité de la vie privée du couple. S'agissant des modifications apportées par l'installation de l'escalier, les juges ont estimé que leur mention dans le livre ne causait pas de préjudice.

ALEXIS BODDAERT.

ENVIRONNEMENT

Un petit village breton régulièrement envahi Lothey prend la mouche

CHATEAULIN
de notre correspondant

Depuis 1979, la commune agricole de Lothey, 432 habitants, proche de Châteaulin dans le Finistère-Sud, est régulièrement prise d'assaut par les mouches. L'invasion recommence chaque année, dès les premières chaleurs. Des milliers d'insectes s'abattent sur les maisons, rendant la vie intenable. Devant leur prolifération, un comité de défense s'est créé. Certes, un moyen radical existe : l'utilisation d'insecticides dérivés du DDT. Mais de tels produits sont interdits dans les zones d'élevage. Ingerés par les animaux, qui ne peuvent les éliminer rapidement, ils rendent la viande impropre à la consommation humaine, donc à la vente, en particulier à l'exportation.

Lothey n'est pas la seule commune du Finistère à souffrir, à l'arrivée du printemps, de la prolifération des mouches. Celle-ci affecte la plupart des régions où se pratique l'élevage intensif des poussins et des porcs. Les poulaillers et les porcheries sont des lieux privilégiés pour le développement des mouches qui y trouvent toutes les conditions propices à leur reproduction massive : chaleur, nourriture et déjections des

animaux. En l'espace d'une nuit, et à une température de 20 degrés, un couple de ces mouches communes — la *Musca domestica* — qui sévisent à la campagne est capable d'engendrer quelques milliards d'œufs.

Les animateurs du comité de défense de Lothey souhaitent une entente avec les éleveurs pour mettre fin à cette nuisance. Comment y parvenir ? Lors d'une réunion de concertation — présidée par le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin, M. André Denuit, nommé depuis commissaire de la République adjoint dans le Pas-de-Calais — il a été recommandé aux agriculteurs d'appliquer strictement des règles d'hygiène simples. Le groupement a émis une plaquette rappelant les consignes élémentaires de propreté en milieu agricole. Mais les éleveurs font valoir qu'ils ne sont pas les seuls en cause dans cette affaire. Ils accusent, entre autres, les dépôts sauvages d'ordures de favoriser l'éclosion de ces insectes. Une autre réunion est prévue, à l'automne, pour faire un premier bilan des mesures prises contre l'indésirable insecte.

JEAN DE ROZÈRES.

SCIENCES

Deux cents millions de degrés...

Deux cents millions de degrés ! C'est la température que des chercheurs américains disent avoir obtenue, pendant un cinquième de seconde, dans l'enceinte du Tokamak Fusion Test Reactor de Princeton. Avec ce résultat, annoncé le jeudi 7 août, par le département américain de l'énergie, les Américains ont franchi une nouvelle étape vers la maîtrise de la fusion thermonucléaire contrôlée, même si tous les problèmes relatifs à la mise en œuvre de cette technique sont encore loin d'être résolus.

Les chercheurs de Princeton étaient déjà parvenus récemment à accroître le temps de refroidissement du plasma, ce qui les a aidés à obtenir dans le milieu une température de 200 millions de degrés. Une température bien supérieure à leur précédent « record » — 80 millions de degrés — et qui dépasse même le seuil limite de 100 millions de degrés nécessaire à la fusion.

A cette occasion, les Américains ont aussi pris une longueur d'avance sur leurs principaux concurrents, les Japonais travaillant autour du JT60 et les Européens du Joint European Torus (JET) installé à Culham (Grande-Bretagne). Ceux-ci ne leur ont fait pas grief si l'on en croit M. Jean-Pierre Poffé, chercheur belge membre de l'équipe de direction du JET, qui juge la performance américaine comme « une très bonne nouvelle pour qui s'occupe de la fusion ». Il reste maintenant aux uns et aux autres à s'approcher du plus près du critère de Lawson. Américains, Européens et Japonais s'y emploient et, selon M. Poffé, « il faut s'attendre, dans les mois qui viennent, à ce qu'ils obtiennent des résultats en ce domaine ».

E. G.

Le Carnet du Monde

Naissances

Catherine LE BRUN-ROUXEL et Jean-Pierre ROUXEL

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Romain,

le 1^{er} août 1988.

9, avenue Victor-Hugo, 92140 Clamart.

Décès

Paris. Grenoble. Nantes.

M^{me} Nicole Dehler, Christèle et David Dehler, M. et M^{me} Gérard Dehler, M. et M^{me} Paul Dehler,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André Robert DEHLER,

leur époux, père, fils et frère, survenu le 27 juillet 1988, à l'âge de quarante-neuf ans.

Une bénédiction est donnée en l'église de Chémouilly, dans la Creuse, le samedi 9 août, à 14 h 30.

— Grenoble.

Le président, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel de la Société Neypic,

ont le regret de faire part du décès, le vendredi 8 août 1988, de

M. Charles GIGAREL, ingénieur Arts et Métiers, directeur général adjoint de la Société.

Les obsèques auront lieu le lundi 11 août, à 14 h 30, en l'église du Grand-Lemps.

— M^{me} Gérard Lamarche, son épouse, M. et M^{me} Patrice Lamy, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Lamarche, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Lamarche, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jacqueline Lamarche, M. et M^{me} Jean-Pierre Lamarche, et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Rheims, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Guy Lamarche, et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Lamarche, et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard LAMARCHE,

survenu le 8 août 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 11 août, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Aïe, 13, avenue Belmonet à Saint-Cloud, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille, au cimetière de Grenelle, à Paris-15.

1, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud.

— M^{me} Yveline Strauss, épouse de sa fille et de ses petits-enfants, a le chagrin d'annoncer la disparition de son époux,

le 4 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Anniversaires

Il y a dix ans

Bernard ROQUES

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui le 14 août, anniversaire de sa mort.

— A l'occasion du dix-septième anniversaire de la disparition de

M^{me} Léon ROUSSEAU,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, et restent fidèles à son souvenir.

— Le capitaine de l'armée de l'air Michel Prun, né le 30 juin 1916 d'une colline de son Jaguar avec un F 16 de l'armée belge, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume.

Le ministre semble toutefois prendre cette affaire au sérieux, puisqu'il a annoncé, jeudi, que le GIE allait « réunir très rapidement son conseil de direction pour étudier un éventuel changement de nom ».

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

DÉFENSE

Secrets en croisière

Il ne faut pas confondre Navifrance et Navifrance. L'un est un groupement d'intérêt économique (GIE), spécialisé dans la vente de navires de guerre équipés de systèmes d'armement Thomson et contrôlé par le ministère de la Défense (par l'intermédiaire de la Direction des constructions navales à la direction générale de l'armement). L'autre, une agence de voyage spécialisée dans l'organisation de croisières, dont le siège social est à Paris.

De cette homonymie est née la confusion. D'après le *Canard enchaîné* du mercredi 6 août, l'agence a, en effet, reçu à plusieurs reprises des documents « confidentiels défense » qui étaient en fait destinés au GIE. Pis : elle a subi, depuis septembre 1985, trois cambriolages « suspects » et a fait l'objet, le 26 juillet dernier, d'une alerte à la bombe.

Aussi, l'agence a assigné le GIE devant le tribunal de grande instance de Paris pour obtenir son changement de nom. Au ministère de la Défense, on indique : « n'avoir pas eu connaissance de documents confidentiels intéressant la défense et qui soient parvenus à Navifrance SA ».

Le ministre semble toutefois prendre cette affaire au sérieux, puisqu'il a annoncé, jeudi, que le GIE allait « réunir très rapidement son conseil de direction pour étudier un éventuel changement de nom ».

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

SPORTS

Paris-SG seul en tête

Paris SG, le champion sortant, vainqueur à Auxerre, vendredi 8 août, a encore pris le meilleur départ puisqu'il occupe seul la première place du championnat de France de football après deux journées. Dix autres équipes demeurent invaincues : Marseille, Nice, Toulouse, Brest, Nantes, Bordeaux, Saint-Etienne, Toulon, Lens et Nancy.

Résultats (Deuxième journée)

*Brest et Marseille 0-0
*Lille et Bordeaux 0-0

*Toulon et Nantes 1-1
Paris-SG h. Auxerre 2-1
*Nice h. Rennes 2-1
*Saint-Etienne et Nancy 0-0
*METZ h. Sochaux 0-0
*LAVAL et Lens 1-1
*TOULOUSE h. MONACO 2-1
*RC PARIS h. Le Havre 2-1

Classement : 1. Paris-SG : 4 pts ; 2. Marseille, Nice, Toulon, Brest, Nantes, Bordeaux : 3 pts ; 3. Metz, Saint-Etienne, Toulon, RC Paris, Nancy, Rennes : 2 pts ; 15. Auxerre, Laval, Lille, Sochaux : 1 pt ; 19. Le Havre et Monaco : 0 pt.

● AUTOMOBILISME : Mansell remporte chez Magneti. Le pilote britannique Nigel Mansell, actuellement en tête du championnat du monde des conducteurs de formule 1, a annoncé, vendredi 8 août à Budapest, qu'il avait signé un nouveau contrat de deux ans avec l'écurie Williams-Honda. Il aura toujours pour coéquipier le Britannique Nelson Piquet.

● Rallye d'Argentine. — L'italien Massimo Biasion (Lancia Delta S4) prendrait son coéquipier finlandais Markku Alen de 1 mn 14 s, vendredi 8 août, à l'arrivée de la deuxième étape, à Cordoba. Le Suédois Stig Blomqvist (Peugeot

205 turbo 16) occupe la troisième place à 6 mn 39 s. Tout comme Bruno Saby (Peugeot 205 turbo 16), contraint à l'abandon dans la première étape, le Finlandais Juha Kankkunen a dû renoncer dans la deuxième à la suite d'un bras de suspension de la roue arrière droite de sa voiture.

● Natation : traversée du lac Léman. — Alain Chameroy, un professeur d'éducation physique suisse âgé de trente-quatre ans, a réussi, mercredi 6 août, la première traversée du lac Léman dans le sens de la longueur, entre Villeneuve et Genève. Il a mis 22 h 42 mn. 30 sec. pour effectuer les 72 kilomètres.

● Pèlerinage de Lourdes à Lourdes. — L'évêque de Lourdes, Mgr Henri Dorn, a adressé une lettre à tous les évêques de France pour leur demander d'aider à la réussite d'un pèlerinage international de malades atteints d'un cancer, qui aura lieu du 26 au 29 septembre sur l'initiative d'une association : Lourdes cancer espérance, BP 56 F. 85102 Lourdes. Il est organisé par un ancien malade guéri, M. Brui d'Albi, habitant Argelès-Gazost (Haute-Pyrénées) et par des médecins et des bénévoles volontaires de l'hospitalité volontaire de Notre-Dame-de-Lourdes et des chevaliers de Malta.

EN BREF

● « Grève du feu » dans le Var. — Après la visite imprévue du président de la République au Centre d'instruction de la sécurité civile de Brignoles (Var), l'union départementale des sapeurs-pompiers du Var, réunie vendredi 8 août, a lancé un mot d'ordre de « grève du feu ».

Interventions limitées à la protection des personnes et des biens) à compter du lundi 11 août. Les sapeurs-pompiers veulent ainsi marquer leur mécontentement contre la publicité faite aux « moyens nationaux », alors que l'essentiel de la lutte contre le feu repose sur les pompiers du département. — (Corresp.)

● Une taxation des plaisanciers secourus à l'étude. — Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guélic, a annoncé, vendredi 8 août, une taxation des plaisanciers secourus par des sauveteurs bénévoles était à l'étude, afin de compenser les difficultés financières de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM). Le sauvetage des vies humaines restera gratuit, a précisé M. Guélic, mais une taxe pourrait être prélevée au prorata de la valeur des biens sauvés. La taxe pourrait servir notamment à renouveler la flotte des sauveteurs, dont la moitié des canots ont plus de vingt-cinq ans d'âge.

● Pèlerinage de Lourdes à Lourdes. — L'évêque de Lourdes, Mgr Henri Dorn, a adressé une lettre à tous les évêques de France pour leur demander d'aider à la réussite d'un pèlerinage international de malades atteints d'un cancer, qui aura lieu du 26 au 29 septembre sur l'initiative d'une association : Lourdes cancer espérance, BP 56 F. 85102 Lourdes. Il est organisé par un ancien malade guéri, M. Brui d'Albi, habitant Argelès-Gazost (Haute-Pyrénées) et par des médecins et des bénévoles volontaires de l'hospitalité volontaire de Notre-Dame-de-Lourdes et des chevaliers de Malta.

LITRERIE
CHEZ
CAPELOU

Les meilleures
marques.

TRECA EPEDA
SIMMONS PIRELLI

livraison gratuite très rapide
dans toute la France

37, Av. de la République 75001 PARIS
Tel. 43.57.46.35 • Métro : PARMENTIER

QUI EST QUI, QUI FAIT QUOI ?
PLUS DE 500 PAGES QUI RÉPONDENT
À VOS QUESTIONS
PARUTION MI-JUILLET

PROMOTION
L'EXPÉDITION RECOMMANDÉE
EST OBLIGATOIRE (27 F)
GRATUITE CONTRE CE BON

Renseignements : 47-33-64-41-45-51.55.18

AU SOMMAIRE DU
TROMBENOSCOPE
DU
PARLEMENT
ET DU GOUVERNEMENT

2500 PHOTOS, FONCTIONS, ATTRIBUTIONS, BIO-EXPRESS

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE... GOUVERNEMENT : Ministres et Membres des cabinets... PARLEMENT : Assemblée Nationale - Sénat (groupes, commissions...) Députés et Sénateurs par régions et départements. Présidences des Conseils Régionaux et Général... CONSEIL CONSTITUTIONNEL... CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL... PARLEMENT EUROPÉEN (Membres Français)... AMBASSADES DE FRANCE À L'ÉTRANGER... MISSIONS DIPLOMATIQUES EN FRANCE... PARTIS POLITIQUES : (Organigrammes)... PRESSE : Dirigeants et Journalistes... ENTREPRISES NATIONALES ET PRIVÉES (Cartes d'identité)...

BON DE COMMANDE : à adresser à la Gazette du Parlement : 5, rue des Jardins - 92600 ASNIÈRES

M. _____

commande _____

exemplaire(s) à 250 F

Éventuellement le commander à votre marchand de journaux, ou libraire si celui-ci est point de vente du "Trombenoscope"

Aucune commande non accompagnée de son règlement ne sera servie



Le pape Jean XXIII ouvre le 11 octobre 1962 le Concile œcuménique de Rome. Son successeur Paul VI préside la séance de clôture trois ans plus tard. Vatican II a changé l'Eglise catholique, ses relations avec les autres religions et la société civile.

Paul VI sur les rives du Jourdain lors de son pèlerinage en Terre sainte, le 4 janvier 1964.



Jean XXIII porté sur la sedia gestatoria à la cérémonie d'ouverture du Concile, le 11 octobre 1962.

23. Aggiornamento à Rome

Au cours des années 60, l'Eglise catholique prend, elle aussi, un nouveau visage. Comme le mot « réforme » sent le fait depuis le seizième siècle, le pape Jean XXIII impose le terme italien d'*aggiornamento*, qui sonne si joliment aux oreilles musicales. Une « mise à jour » qui paraît nécessaire, notamment à ceux qui avaient encore vu les « sorties » de Pie XII bénissant les fidèles du haut de sa chaise gestatoire. A ce sacré spectacle, on pouvait se demander si une machine à explorer le temps ne renvoyait pas aux siècles de l'Egypte pharaonique, quand les dieux, immortels, désignaient parfois leur temple pour retenir la ferveur des

fidèles. A l'heure des satellites, ce genre de cérémonie, avec tiare et autres ornements baroques, amusait les uns ou choquait les autres, plus sensibles à la disparité des richesses entre les continents qui commencent à faire scandale. Le 25 janvier 1959, le nouveau pape Jean XXIII avait annoncé la grande nouvelle : un concile se tiendrait près d'un siècle après celui qui s'était trouvé interrompu à Rome en 1870 par les effets de la guerre franco-prussienne.

Le Concile œcuménique, vingt et unième du nom, s'était ouvert le 11 octobre 1962, en présence d'environ deux mille cinq cents « pères ». « Catholiques » enfin exemplaires : l'Europe occidentale

ne représentait plus qu'un tiers des votants, tandis que les observateurs non catholiques n'avaient jamais été aussi nombreux. L'année précédente, le pape avait publié l'encyclique *Mater et magistra* qui sonnait comme un appel à la justice : jusqu'aux milieux de gauche on la trouvait encourageante. Du reste, Jean XXIII, dans son discours d'inauguration, avait prononcé une mise en garde contre l'intégrisme et fustigé la tentation de l'anathème : d'embellie, celui qu'on surnommait « le Bon Pape Jean » faisait souffler l'esprit de paix. L'année suivante, il publie une dernière encyclique, *Pacem in terris*, destinée à l'ensemble de l'humanité, qui jouit d'un

immense retentissement et provoque un enthousiasme de part et d'autre de ce qu'on n'ose plus appeler le rideau de fer. Ses paroles insufflent un espoir de détente entre les deux blocs. Quand il mourut, le 3 juin 1963, l'humanité entière s'estime en deuil, le drapeau de l'ONU est mis en berne, et le *Canard enchaîné* traduit mieux que tout autre journal le sentiment des incroyants : « Jean XXIII était ce que beaucoup de chrétiens appellent un saint. Ce que tous, en tout cas, nous appelons un homme. »

Le Concile reprit donc sous Paul VI. Ce Montini était un peu guindé, comparé au déboussé Roncalli ; mais il s'affirma d'embellie dans la lignée de son prédécesseur. Il voulut qu'un de ses premiers gestes fût de réaffirmer le caractère de l'Eglise, en entreprenant un voyage en Terre sainte : depuis Napoléon, aucun pape n'avait voyagé hors d'Italie. Après avoir atterri à Amman et salué le roi Hussein en grand uniforme, le nouveau pape se rendit à Jérusalem, où tout était mis sous des drapeaux par l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de pèlerins et le débarquement massif des journalistes, photographes, caméramen, et *infini* quant à l'énorme chahut à l'arrivée du souverain pontife, sous l'œil effaré des services de sécurité jordaniens. Le grand moment pour le chef d'une Eglise qui ne reconnaît pas l'état israélien fut le franchissement de la frontière : à Nazareth, répondant à ses hôtes juifs, il parla de « la réconciliation profonde et véritable entre tous les hommes et entre tous les peuples... y compris les fils du peuple de l'Alliance. Shalom, Shalom. » Il y eut encore, plus tard, le baiser de paix échangé sur le mont des Oliviers entre le pape et le patriarche orthodoxe Athénagoras, venu de Rhodes : depuis le grand schisme d'Orient de 1054, on n'avait jamais vu pareil signe de rapprochement. Dans l'extraordinaire macédoine du Proche-Orient, où vivent côte à côte Latins, Grecs, juifs et musulmans, où l'état de guerre reste latent entre Israéliens et Arabes, la venue de l'homme en blanc avait fait une apparente unanimité.

Le Concile, qui connut bientôt une nouvelle session, était pourtant loin de l'unisson. Ce que Oscar Culmann dénonçait comme le sentimentalisme œcuménique remplaçait l'ancien triomphalisme, en dissimulant ou en atténuant les conflits profonds. Car il y a bien deux camps : une minorité monolithique qui, entre deux obstructions, rappelle gravement les réalités traditionnelles, et une majorité, assez composite, assurée de représenter la volonté du pape et comptant dans ses rangs quelques cardinaux résolus. Les affrontements sont feutrés, ouatés, surréels, mais non moins impropriables. En particulier sur le fameux « schéma 13 », qui soulève des questions aussi épineuses que la régulation des naissances, les limites en droit de propriété, les obligations des peuples riches à l'égard du tiers-monde, ou l'usage de la bombe atomique : les « prophètes » heurtaient la mine des « politiques ».

Comme d'habitude, on en passa par des demi-mesures. Des institutions furent cependant mises en place, et notamment le Synode, conseil représentatif de l'épiscopat universel (élu à plus de

80 %), qui assisterait le pape, et dans lequel beaucoup voyaient un possible contrepouvoir à la Curie, réformée elle aussi, comme le droit canonique et le Saint-Office. La loi de l'Index, symbole d'obscurantisme, sera abolie en 1966.

Les retombées purement administratives du Concile furent longues. C'est plutôt dans la manière d'être catholique qu'il a eu ses principales conséquences. Dans l'antagonisme du catholicisme libéral et du catholicisme intransigeant, inauguré au dix-neuvième siècle, l'*aggiornamento* de Vatican II aura été un rééquilibrage au profit du premier, plutôt qu'une révolution.

Cependant, et sauf l'extraordinaire promotion des Eglises locales du tiers-monde, les résultats les plus perceptibles du Concile en Europe occidentale ont eu mauvaise presse. Répétée à la date de sa clôture, la chute de la pratique religieuse a paru être due à un lien de cause à effet. Elle s'est accompagnée d'un fléchissement du délabrement de la liturgie, d'un désordre généralisé dans la catéchèse et du désarroi de la pastorale : les Eglises se sont vidées, à commencer par les confessionnaux, qui pour beaucoup étaient le seul lieu de contact — stéréotypé mais réel — avec le clergé.

A l'évacuation des Eglises par les fidèles s'ajoutait celle des couvents, des séminaires et des monastères. Les prêtres qui restaient dans l'obéissance se « banalisaient » sans grâce : polo en été, golf en hiver, pantalon sans pli, croix d'inox au revers du veston pour ceux qui voulaient rester reconnaissables de loin. Les soutanes étaient devenues importables et les derniers abbés à bicyclette appartenaient au folklore intégriste. Sans doute utile, la métamorphose vestimentaire ne faisait pourtant qu'ajouter à la crise d'identité. La sécularisation souhaitée par tant de prêtres posait plus de questions qu'elle n'en résolvait. Les répercussions les plus visibles de la grande ouverture au monde qu'a été Vatican II n'en sont probablement que les effets pervers. C'est inévitable.

ment, en revanche, qu'un véritable changement des mentalités a été opéré chez les catholiques, à partir de 1965, dans le sens de la tolérance et des libertés. Un dynamisme nouveau animait les communautés dans la recherche d'un sens nouveau de nouvelles formes d'existence et de pratique.

Avec le recul, on prend la mesure de la sécularisation dans laquelle la société a été entraînée ces années-là. Les deux grandes religions du pays — catholicisme et communisme — se sont trouvées en butte à un chamboulement général. Leur contenu et leur système d'encadrement répondaient de moins en moins aux aspirations d'une époque subvertie par les mutations techniques, économiques et sociales. D'où provenait ce dilemme : ou l'on desserrait la trame pour mieux s'adapter, au risque de tout laisser filer ; ou l'on reserrait, au risque d'étouffer les uns et de dégoûter les autres. Défiés par la demande de libéralisation, le Parti communiste et l'Eglise ont répondu, l'un avec des intentions tactiques, l'autre à la gloire de Dieu, avec pas en avant et pas en arrière, vitelles gardes orthodoxes et groupes novateurs, coup de barre à gauche et coup de barre à droite, mais sans pouvoir parer finalement à la désaffection des fidèles.

L'arrivée du général de Gaulle en 1958 pour les communistes, la fin du Concile en 1965 pour les catholiques : deux épicoques pour deux séismes parallèles. Les armatures de la société fermée craquaient ; une nouvelle société, qu'on avait définie par la consommation, était en train de naître. Rejetant les disciplines d'hier, prenant goût timide à l'hédonisme de la croissance, l'*Homo occidentalis* précisait ses tendances par des signes encore négatifs : il ne reprendrait plus sa carte du parti ; il n'irait plus à la messe. C'était parfois déchirant : le plus souvent, cela se faisait en douceur, comme la mer se retire, au moment du jasant...

MICHEL WINOCK.

A LA BASILIQUE SAINT-PIERRE DE ROME JEAN XXIII A OUVERT SOLENNELLEMENT LE DEUXIEME CONCILE DU VATICAN

Puissance et faiblesse
de l'Eglise romaine

Deux observateurs représenteront l'Eglise orthodoxe russe

« Le pape ? Combien d'il de...
C'est qui peut...
... »

Le pape Jean XXIII a ouvert solennellement le XXI^e concile œcuménique à la basilique Saint-Pierre. Pour tous ceux qui...

Au moment où commence le concile deux observateurs de l'Eglise orthodoxe russe s'apprêtent à quitter Moscou pour assister aux travaux de Vatican II. Cette décision de dernière heure, survenue après de longs mois d'incertitude...

UNE LETTRE DE QUINZE PRÊTRES-OUVRIERS FRANÇAIS A DES PERES DU CONCILE

« Dans la mesure où elle acceptera de disparaître comme puissance l'Eglise peut révéler au monde la signification profonde des valeurs qu'il vit »

L'AGENCE TASS REND HOMMAGE AU PAPE

Moscou, 11 octobre (Reuters). — L'agence soviétique Tass rend aujourd'hui hommage au pape Jean XXIII à l'occasion de l'ouverture du concile œcuménique. L'agence déclare : « Le concile va discuter de nombreuses questions ayant trait à la théologie et aux lois. Mais en dehors de cela le concile abordera sans doute des questions relatives à la situation internationale présente, et c'est cet aspect des travaux du concile qui attire le plus l'attention des nombreux commentateurs qui ont actuellement rassemblés à Rome. »

« Il est de notoriété publique que le pape actuel, Jean XXIII, a pris position en matière de paix, contre la course aux armements atomiques et pour la solution pacifique des questions internationales en litige... », poursuit Tass.

« Cependant des hommes d'Etat connus comme catholiques et gouvernant des pays tels que les Etats-Unis, la France et l'Allemagne occidentale ont loin de suivre en pratique l'avis du pape. La chose va si loin qu'un cours d'une audience que le pape lui-même avait accordée le chancelier Adenauer avait osé se fonder sur la dérogation du droit de l'Allemagne occidentale à prendre sa revanche. »

« Quelle position prendra sur toutes ces questions le conseil autorité de l'Eglise catholique ? Est-ce que ses bons vœux seront suivis d'effets concrets ? », demande Tass en conclusion.

« ... au nom et cinquante...
« ... méritent...
« ... justice, lail...
« ... manœuvre...
« ... il y a...
« ... ains d'évén...
« ... continent...
« ... l'autorisation...
« ... un certain...
« ... urche, d'Eu...
« ... du Japon...
« ... des experts... »

« nous pensons n'être pas connue telle qu'elle est...
« C'est véritablement leur sens de l'Eglise et de sa mission qui a poussé les prêtres signataires à exprimer en conclusion une simple mais profonde aspiration : que l'Eglise cesse de se comporter en puissance de ce monde... — même si cette puissance s'appuie plus fréquemment qu'autrefois sur les revendications ouvrières, — mais adopte une attitude de recouvrement, d'accueil et d'écoute...
« A l'égard des valeurs mêmes du mouvement ouvrier. Ainsi, seulement, affirmant-ils, les travailleurs pourraient découvrir la vérité... »

Paul VI a célébré la messe de clôture du concile

De notre envoyé spécial HENRI FESQUET

Rome, 8 décembre. — Hors de Saint-Pierre, sur le parvis de la basilique, dans l'immense enceinte circulaire que délimite la colonnade du Bernini, Vatican II s'est terminé mercredi par une grandiose cérémonie.

Le fait qu'elle ait lieu en plein air marque la volonté du concile et de son chef, Paul VI, de ne poser aucune limite à la sollicitude de l'Eglise. Ainsi que le pape l'a dit explicitement au cours de la messe de clôture, l'Eglise aime tout le monde, n'exclut personne, surtout pas ses ennemis, et quiconque, a-t-il précisé, est aimé est présent.

Le pape a déclaré :

« L'heure du départ et de la dispersion a sonné. Dans quelques instants, vous allez quitter l'assemblée conciliaire pour aller à l'histoire, c'est le concile, ses docteurs, ses saints. Le présent, car nous nous quittons pour aller vers le monde d'aujourd'hui avec ses... »

(9 décembre 1965.)

Demain : A gauche, ne vois-tu rien venir ?

Le Monde a publié dans ses numéros datés 16 juillet La grande « manif » de l'UNEF ; 17 juillet, Les embruns de la « nouvelle vague » ; 18 juillet, Le quartieron et les transistors ; 19 juillet, Nuit d'horreur et de honte ; 20-21 juillet, Une paix si douloureuse ; 22 juillet, De Gaulle au pinacle ; 23 juillet, Le temps des copains ; 24 juillet, Les années anglaises ; 25 juillet, Les hebdoes font peau neuve ; 26 juillet, L'homme n'est plus dans l'homme ; 27-28 juillet, Le phénomène « Planète » ; 29 juillet, Quel avenir pour les mineurs ? ; 30 juillet, La guerre atomique n'aura pas lieu ; 31 juillet, Kennedy fondroyé ; 1^{er} août, De Maurice Thorez à Waldeck Rochet ; 2 août, Le triomphe des... choses ; 3-4 août, La télé conquiert la France ; 5 août, Chanel, Courrèges et les autres ; 6 août, Malraux ministre ; 7 août, Les années en béton ; 8 août, « Une information monstrueuse » ; 9 août, Les Français et l'amour.

CHRONIQUE



THEATRE
14

Les paces de Vénus le samedi
(mon capot Hartung)

THÉÂTRE

« Les tragédiennes sont venues... »
d'après Saint-John Perse

Hommage du théâtre à la poésie

Il n'est jamais aisé
d'adapter un poème
à la scène.

A Châteaullon
Dominique Lardinois
s'y est essayé.
A bon droit.

Dans le lointain, on entend, mélodieuse, la voix d'un musicien. Pourtant, la nuit est déjà là, qui enveloppe la ville rose, safranée, qui pourrait être yéménite.

Sur les plus hautes marches d'un escalier qui descend vers la mer, les tragédiennes sont venues... Soudain d'or, perruques de crin noir, lourdes plumes avariées, grands masques de théâtre, telles les avaient décrites Saint-John Perse dans *Ameris*, telles sont les décorations dans le très beau décor qu'a réalisé Jean-Michel Bruyère pour ce spectacle de Dominique Lardinois.

Les tragédiennes sont venues, dans : troisième chœur d'un poème qui en compte seize, précédés d'une invocation et ponctués par un chœur suivi d'une dédicace. Dans son adaptation de l'œuvre, le metteur en scène n'a conservé que l'invocation, dite par Denis Guéroux, le troisième chœur, qui a donné son titre au spectacle par les voix des Josiane Carle, Dominique Lacarrière et Elisabeth Macocco, et, semble-t-il, un fragment du chœur final.

Cela est peu et pourtant bien assez. Assez pour rendre hommage à l'un de nos plus grands poètes, avec une adaptation plus délicate qu'on ne s'attendait à voir. Le spectacle dure une heure et cinq minutes - et, à aucun moment, ennuyeuse.

L'entreprise était très risquée. D'abord parce que la poésie est affaire d'êtres et d'événements qui n'ont pour toute chair, pour toute réalité que celles que leur donne l'esprit de chacun. Aussi parce que la poésie de Saint-John Perse est d'une redoutable abondance, de

« Mort de Simone Pié-Causade. - Simone Pié-Causade, une des rares femmes compositeurs de sa génération, ancien professeur au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, est décédée le mercredi 6 août 1986 à l'âge de quatre-vingt-huit ans, au carmel de Bagnères-de-Bigorre où elle était entrée en religion.

Née à Paris en 1897, Simone Pié avait fait de brillantes études au Conservatoire avec, notamment, le pianiste Alfred Cortot et Georges Causade, dont elle devint l'épouse et avec lequel elle succéda à la tête de la classe de fugue.

Parmi ses élèves, elle compte de nombreux compositeurs, dont Betsy Jolas et Gilbert Amy. Elle laisse des compositions de musique sacrée, des pièces pour orgue, de la musique de chambre (sonate pour violon et piano et quatuor) et deux pièces de piano pour enfants.

ENQUÊTE

Rencontre avec Philip Johnson

Un grand perturbateur

d'entre eux ont vu, de leur vivant, détruire tout ce qu'ils avaient construit. Ce n'est pas fameux pour l'immortalité.

Dans ce contexte d'immense indifférence qui allait conduire presque simultanément dans les années 70 à l'exaltation - du *laissez faire* - et aux premières mesures de défiance du passé, une vision critique et sélective du présent, indépendante des références européennes, s'est développée. A la fois dans la presse, grâce à des personnalités comme Ada Louise Huxtable, « la petite dame » qui, dans le *New York Times*, a bientôt fait trembler les empileurs de boîtes de verre. Mais aussi dans les circuits « éternels » des musées sous l'égide principale d'une personnalité : Philip Johnson.

Une modestie de vieux gredin

Philip Johnson a aujourd'hui quatre-vingts ans. Nous l'avons rencontré dans l'un des bâtiments qu'il a conçus à New-York, avec John Burgee, son associé depuis 1968, et désormais « dépositaire de la marque », si l'on peut dire, puisque la firme s'appelle depuis quelques années *Johnson Burgee Architects with Philip Johnson*. Modestie de vieux gredin. A l'entendre, Burgee est mieux et « plus intelligent » que lui, et le monde entier est peuplé d'architectes meilleurs que lui-même. Sur ce point, on note tout de suite que sa mémoire n'a pas perdu une once d'acuité : pas un nom, si minuscule soit-il, d'Italie, d'Angleterre ou de France qu'il ne connaisse et ne sache couvrir d'éloges pour des raisons pertinentes, définitives, contestables.

Johnson ou Burgee, il est impossible de savoir qui fait quoi. C'est la nature même de ces firmes considérables : derrière des noms et des lettres, un véritable réseau de relations, de clients, de fournisseurs, de techniciens. Aussi, il n'est pas scandaleux de le dire, l'immeuble où Johnson nous reçoit, tape-à-l'œil malgré sa section ovale, n'est pas sa plus grande réussite. Les finitions sont en retard, ce qui surprend toujours aux Etats-Unis (à tort). L'hôte nous accueille sur les bricolages que cela lui impose, et Johnson, mince et nerveux, terriblement souriant, terriblement malin, vient nous chercher avec la simplicité d'un pape. Crâne décliné, grosses lunettes, grosses dents, deux yeux rapides comme une boussole, cordialité immédiate, simplicité de verre fumé.

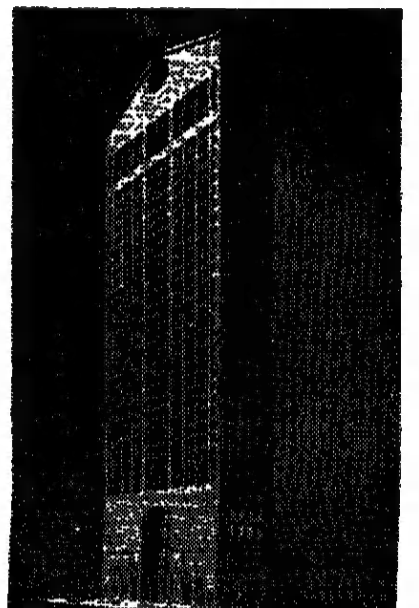
Johnson, c'est vrai, joue pour les architectes le rôle du pontife universel. Souvent détesté, il est cependant respecté, au moins pour sa culture encyclopédique et son goût. Mais si le nombre de textes et d'images qu'il a suscitées est considérable, lui-même est en revanche devenu parfaitement laconique, elliptique, presque roboré, lorsqu'on cherche à l'interroger sur sa vie, sur ses œuvres ou ses choix théoriques. En anglais comme en français. Un sourire, une blague, et, si l'on se fait plus pressant, il se lève, va chercher un livre sur ses œuvres (« C'est le dernier... Non, ce n'est pas le dernier. Si, ça doit être le dernier. Il doit y en avoir un autre avant... »), qu'il vous dédicace longuement. Où en étions-nous ?

Johnson, il faut dire, a eu fort à faire. Avec une profession qui n'a pas la réputation d'être tendre ; et avec des journalistes qui lui resservaient, bien figées et comme définitives, des idées ou des propositions qu'il a toujours préférées libres d'évoluer. Ou qu'il a fini par préférer libres, pour s'être trouvé dans des circuits plus dogmatiques. A-t-il été pro-nazi, comme sa réputation méchante s'obstine à l'affirmer ? Ou a-t-il eu simplement le cœur plus à droite qu'on ne l'a d'ordinaire ? En ce domaine comme en architecture, on peut changer d'option, et Johnson ne s'en est, en effet, pas privé.

Né en 1906, comme ses quatre-vingts ans paraissent l'indiquer, à Cleveland (Ohio), il sort de l'université Harvard en 1930, bachelier de philosophie et de culture classique. De 1932 à 1934, il dirige le département d'architecture de ce qui était en train de devenir le Museum of Modern Art (le MOMA), et il organise, alors âgé de vingt-cinq ans, une exposition dont on mesure aujourd'hui l'importance : « The International Style: 1922-1932 », avec pour coauteur Henry Russell Hitchcock. Dès cette époque, il a rencontré (en Europe) et compris l'importance de Gropius, Mies Van der Rohe et Le Corbusier, comme les liens qui les unissent par-delà les matériaux, les formes ou les

pareil comportement, en fait d'évolution, à pu passer pour la révolution.

Dans ce contexte, l'immeuble d'AT & T, à New-York, a fait l'effet de la prise de la Bastille, beaucoup mieux que tous les écrits théoriques de ses jeunes ou vieux confrères. Il n'y avait, à dire vrai, pas de quoi fêter un chat, pas plus qu'il n'y avait de prisonniers dans le vieux symbole parisien. Mais AT & T est le « monument » le plus célèbre de Johnson et Burgee, le plus fréquemment reproduit des cinq dernières années, avant, pendant et après construction. Pour mémoire, rappelons que la caractéristique de ce gratte-ciel est la forme de son toit façon corniche d'armoire Chipendale. Très difficile à voir depuis la rue. Peu manifeste, même, depuis les autres gratte-ciel de la ville, tant ces toits du monde présentent en fait de couvre-chefs variés. Mais voilà, trente ou quarante ans de « style international », de parallélipèdes, de « miasmes » de fait de ce « meuble » de beau granit rose, aux portes honnêtement majestueuses, le symbole du renouveau. Des commentaires sur AT & T ? « Tout a déjà été dit, et même trop », répond lucidement Johnson. La position de Johnson, en fait, est d'une absolue simplicité théorique : la liberté formelle la plus complète et la liberté



L'immeuble AT & T à New-York dessiné par Philip Johnson : le symbole du renouveau

méthodes de travail. Et puis, en 1936, il abandonne son poste, provoquant quelque émoi, pour tenter vainement de créer un parti-nazi, et plus ségèrement pour retourner bientôt à Harvard étudier l'architecture. Ses convictions politiques paraissent alors assez incertaines puisqu'il est de ceux qui aideront Mies Van der Rohe à fuir l'Allemagne.

Devenu architecte en 1943, il reprend cependant du service au MOMA et y restera jusqu'en 1955, date à laquelle il finira par créer sa propre agence. C'est à Frank Lloyd Wright qu'il prête le mérite de l'avoir convaincu : « Tu dois le décider, lui aurait dit le grand maître américain, il faut savoir si tu veux être architecte ou critique... ».

Jusqu'en 1955, Johnson n'a guère construit, même s'il a donné la maison de verre (Glasshouse) de New-Canaan (Connecticut), un chef-d'œuvre d'absolue transparence qui le met dans le droit fil de Mies : au travers de cette cage presque imperceptible, on ne percevait qu'un cylindre de briques, invisible de simplicité : « Il y a là bien assez de pierre », commente-t-il plus tard. « Assez » signifie-t-il trop ? Ou bien l'architecte a-t-il effectivement renoncé à son rôle de critique pour en rester au regard laconiquement amoureux de l'artiste devant son œuvre ? Quelques autres édifices de la même trempe, comme l'aile ouest du MOMA, le montrent fidèle à Mies, qui, lui, s'affaire et enseigne à Chicago. Le Seagram Building de New-York les réunit en 1958, puis Johnson va son chemin, terriblement égoïste, « sensible » aux personnalités fortes, mais capable d'en assimiler et d'en transmettre le message.

Un toit façon corniche

Rarement géniale mais toujours spirituelle, souvent très sensible à la mode, et donc fragile comme elle (ainsi l'Anon Carter Museum de Dallas), l'œuvre de Johnson a littéralement couvert le pays.

Pas une ville qui n'ait ou ne veuille son Johnson. Tout particulièrement lorsque l'argent arrive (Dallas et Houston). Mais à la différence de bâtisseurs comme Pei qui se sont défini un style, une signature, reconnaissable à travers les évolutions inhérentes à l'âge et au métier, Johnson s'est donné pour style l'évolution même. Et dans un pays qui, précisément, se cherchait une identité architecturale, et tendait à se plier aux définitions que l'ancien conservateur du MOMA soi-même contribuait à lui donner,

FREDERIC EDELMANN.

CINÉMA

La 43^e Mostra de Venise

La 43^e Mostra de Venise a lieu du 30 août au 10 septembre.

Vingt-trois films sont en compétition : pour l'Italie, *Regalo di natale*, de Pupi Avati, *Storia d'amore*, de Francesco Maselli, *Romanzo*, de Massimo Mazzucco. Pour la France, *la Partisane*, de Jacques Dailion, *le Rayon vert*, d'Eric Rohmer, *Autour de minuit*, de Bertrand Tavernier, *Mélo*, d'Alain Resnais. Pour la Grande-Bretagne, *Fatherland*, de Ken Loach, *A Room with a View*, de James Ivory. Pour l'Espagne, *Werther*, de Pilar Miró, *El hermano bastardo de Dios*, de Benito Rabal. Sont présentés également deux films soviétiques de Roman Balajan et de Sergueï Soloviov, *O mes caso*, de Manuel de Oliveira (Portugal), *O Melissokonos*, de Theo Angelopoulos (Grèce), *Oviri*, de Henning Carlsen (Danemark), *Ido van*, de Peter Gotthar (Hongrie), *Die Reise*, de Markus Imhoof (Suisse), *Das Scheitern des Dichters*, de Peter Lilienthal (RFA), *Amorosa*, de Mai Zetterling (Suède).

Les Etats-Unis mettent en compétition *On Valentine's day*, de Ken Harrison et participent à la section « jeunes spectateurs » avec *Allens*, de James Cameron, *Big Trouble*, de John Carpenter, *Legal Eagles*, d'Ivan Reitman.

Pour la section « Venezia special », consacrée à des écritures originales, sept films ont été choisis

dont *Al Badaya*, production franco-égyptienne de Salah Abov Sel, *Miss Mary*, de Maria Luisa Bemberg (Argentine), *Acta general Chile*, de Miguel Littin (Chili).

Hors compétition, l'Italie présente la *Storia*, de Comencini, d'après Elsa Morante, et les Etats-

Unis *Heartburn*, de Mike Nichols. La Mostra organise une rétrospective consacrée au cinéaste brésilien Glauber Rocha, une Semaine de la critique projetée un ensemble de productions TV de documentaires, de films de jeunes réalisateurs italiens : « Venezia de Sica ».

« Clockwise », de Christopher Morahan

Le fournisseur joue la montre

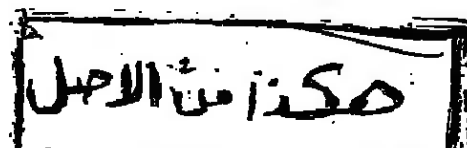
Clockwise. Entendez : « dans le sens des aiguilles d'une montre ». Ces aiguilles, non, ces bannières, ont contraint John Cies (l'un des fournisseurs de collages) à courber le col qu'en bon Anglais il a très raide et fort engoncé dans une chemise empesée. L'irréprochable administrateur vit l'œil fixé sur la pendule. Les élèves, les professeurs, la famille, subsistent quotidiennement sa manie de l'exatitudo. Aujourd'hui il est pressé. Plusieurs centaines de kilomètres à parcourir, un discours important à prononcer et ce sera la gloire, la consécration, le triomphe assuré... à condition d'y arriver.

Mais le destin lui veut du mal. Un train manqué, une voiture accidentée, une seconde embouteillage, quel-

ques taxiphones en panne, deux ou trois femmes en ébullition, une jolie mare de boue à ses pieds vont le mener sur un chemin de croix inextinguible. Comme il n'y a pas de situations désespérées pour un sujet de Sa Gracieuse Majesté, l'optimisme du supplicié restera néanmoins viscéral.

Cette version distillée du célèbre « Tout va très bien, madame la marquise », ce parcours initiatique incroyablement masochiste dure une heure et cinquante minutes. A Chamrousse, où le film a reçu le grand prix de l'humour et le prix de la critique, nous avons ri pendant un tour d'horloge et pleuré de rire le reste du temps.

ANNE REY.

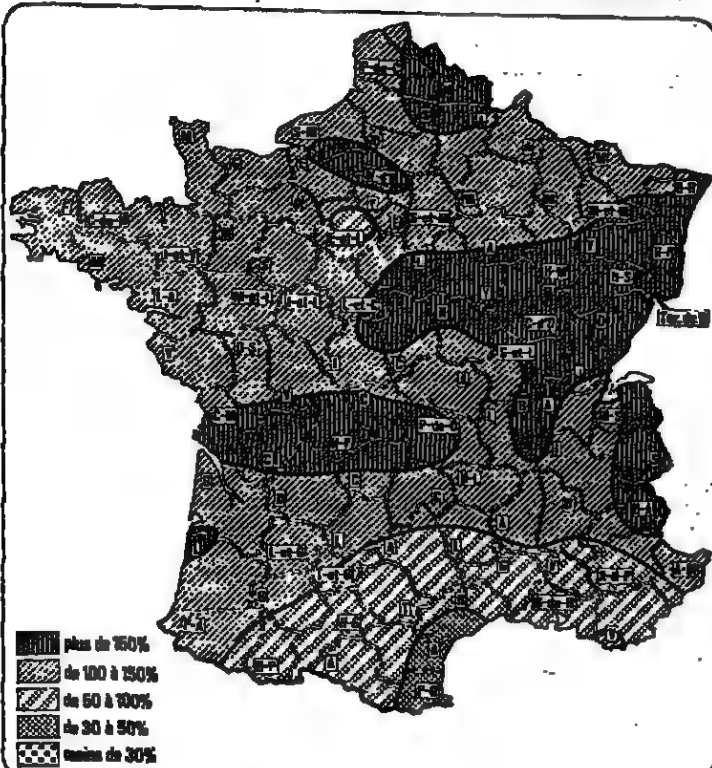


Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Pluies de printemps, sécheresse d'été

CUMUL DES PRÉCIPITATIONS ENREGISTRÉES
DU 1^{er} MARS AU 31 MAI 1986
EN POURCENTAGE PAR RAPPORT AUX NORMALES

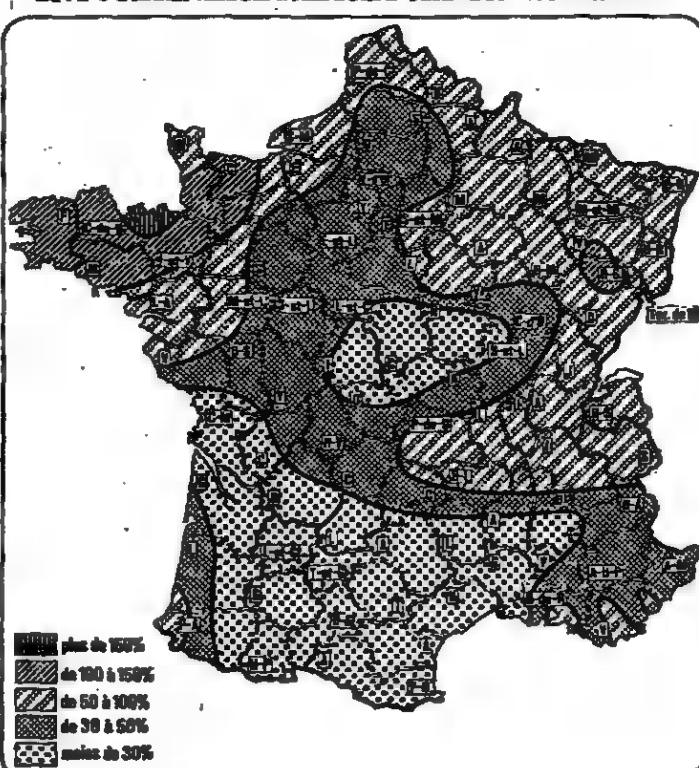


d'après la Météorologie nationale

Les deux cartes établies par la Météorologie nationale montrent très clairement que, sur la majeure partie de notre pays, les pluies ont été supérieures aux moyennes trentennaires (calculées sur la période 1951-1980) pendant le printemps dernier. Dans le Nord-Est (est de la

Champagne, Lorraine, Alsace, nord du Jura et de la Bourgogne) par exemple, les pluies du seul mois de mai ont été, en moyenne, de 102 mm, alors que la normale est de 70 mm. Seul le Midi, le littoral du golfe du Lion en particulier, a reçu moins de pluies qu'à l'habitude.

CUMUL DES PRÉCIPITATIONS ENREGISTRÉES
DU 1^{er} JUIN AU 31 JUILLET 1986
EN POURCENTAGE PAR RAPPORT AUX NORMALES



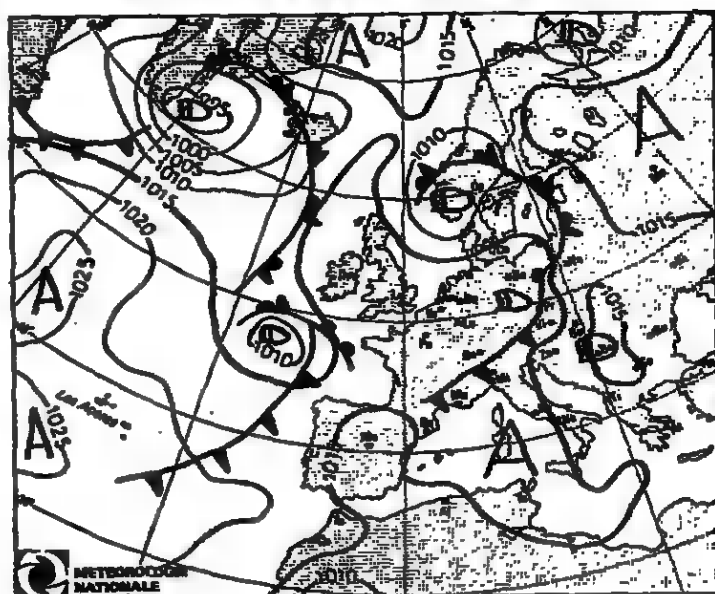
d'après la Météorologie nationale

En revanche, le total des pluies tombées en juin et juillet montre qu'à l'exception de la Bretagne et d'une partie de la Basse-Normandie, la quasi-totalité de notre pays souffre d'un déficit des précipitations particulièrement important dans la

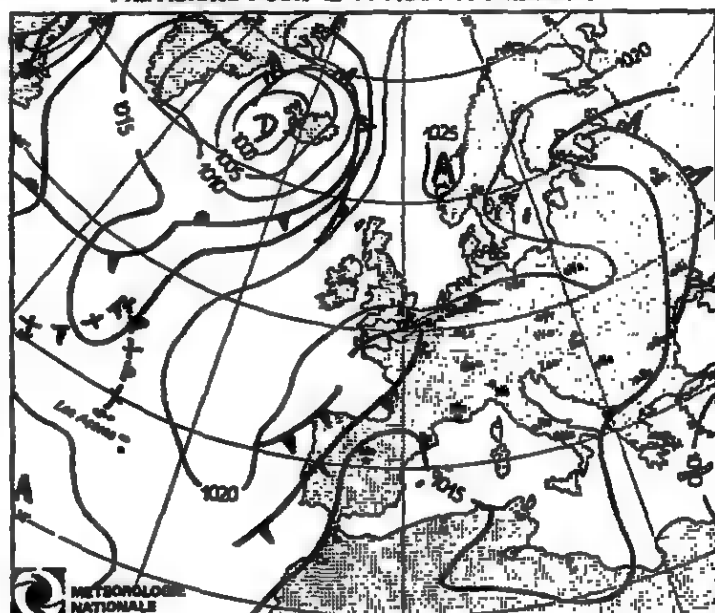
majeure partie du Sud-Ouest et dans le Centre.

La sécheresse de cette année a donc commencé beaucoup plus tard que celle de 1976. Il y a dix ans, en effet, la sécheresse avait commencé dès l'automne de 1975.

SITUATION LE 9 AOÛT 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 AOÛT A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 août à 0 heure et le dimanche 10 août à 0 heure

Evolution générale : Malgré la présence de pressions relativement élevées sur l'ouest de l'Europe, une perturbation majeure et fulgurante s'annonce en traversant la France.

Déroulé : Les passages nuageux seront assez fréquents et parfois épais. Le matin, les nuages orageux se localiseront surtout des Pyrénées au Massif central et vers l'Alsace, ainsi que près des côtes de la Manche. Au sud de la Loire, des nuages élevés. Des frontières du nord-est au nord du Massif central, de belles éclaircies se développeront, le ciel

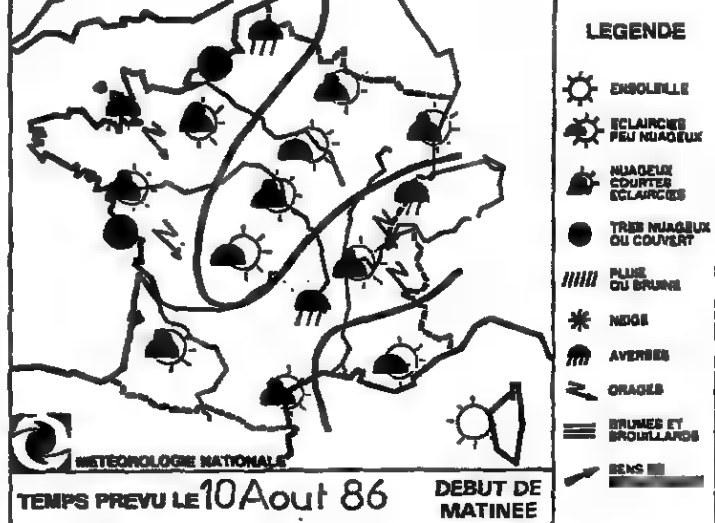
sera peu nuageux. En bord de Méditerranée, temps ensoleillé malgré quelques nuages côtiers.

Les températures minimales seront de 10 à 13 degrés sur la moitié nord et de 15 à 20 degrés sur la moitié sud.

Dans la journée, les orages vont se localiser des Vosges et de l'Alsace au Jura, au nord des Alpes et à la région lyonnaise. Les éclaircies seront assez belles de la Bretagne aux Charentes. Ailleurs, les nuages élevés cachent souvent le Soleil mais il fera beau en dépit de quelques orages isolés.

Les températures maximales atteindront 18 à 20 degrés près de la Manche, 24 à 27 degrés sur la moitié nord et 27 à 32 degrés sur la moitié sud.

Dans l'ensemble le vent sera faible.



TEMPS PREVU LE 10 AOÛT 86 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé			
le 9-8-1986 à 5 h TU et le 9-8-1986 à 6 h TU				le 9-8-1986 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
AMSC	28	18	S	ALGER	32	19	S
BARCEL	28	16	C	AMSTERDAM	19	9	S
BRESCIA	24	14	C	ATHÈNES	32	22	S
BURSA	24	14	C	BANGKOK	32	24	S
CAEN	17	12	C	BARCELONE	30	20	N
CHAM	19	11	N	BELGRADE	31	17	S
CHEONG	16	10	N	BELLEVILLE	24	11	S
CLEMONTE	27	16	C	BRUXELLES	21	9	C
COLOGNE	27	16	C	LE CAIRE	34	23	C
CREMONA	27	16	C	COPENHAGUE	21	12	S
DELI	22	14	C	DAMAS	34	23	O
DIJON	27	16	C	DELHI	32	22	S
DOUAI	27	16	C	DIJON	30	22	S
EDIMBOURG	16	10	N	GENÈVE	30	16	N
EL PASO	24	14	C	HONGKONG	32	28	A
ENNA	24	14	C	HOUSTON	30	25	S
ESSEN	24	14	C	ISRAËL	32	18	N
ESTER	24	14	C	JAKARTA	27	19	C
ESTER	24	14	C	LONDRES	22	12	C
ESTER	24	14	C				

■ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Écoles normales supérieures de la rue d'Ulm et de Sèvres (par ordre de mérite)

Concours Sciences

MM et MM. Laurent Lafforgue, Bernard Combes, Olivier Biquard, Patrice Saville, Nicolas Burg, Philippe Marie, Antoine Roulé, Bernard Pariss, Mireille Bouquerel, Nicolas Vieille, Laurent Rous, Alexandre Ern, Antoine Joux, Philippe Aymat, Demetrio Vayanos, Maurice Georges, Eric Aubourg, Olivier Coste, Monique Gerolami-Santandrea, Hassan Rahi, Robin Quétel, Guy Zwickel, Frédéric Pature, Emmanuel Robier, Yves Eichenlaub, Thomas Robert, Gilles Macario, Philippe Balcom, Dominique Duly, Antoine Bonnier, Pierre Berger, Christian Dabier, Martin Stankiewicz, Alain Genestier, Bruno Lacroix, Guillaume Ghod, Jean-Charles Fargue, Théodore Papadopoulos, Denis Favre, Michel Kalan, Olivier Bayle, François Schnepf, Yvan Carlin, Michel Rumin, Alain Issari, Ramassathan Krishnan, Laurent Gournay, Laurent Miclo.

Concours Lettres

MM et M. Emmanuel Nazarenko, François Jacq, Frédéric Bernardot.

Eric, Philippe Joyes, Florence Roland, Taisnier, Valérie Diveron, Alexandre Sayer, P. Pothier, Frédéric Novello, Carl Pierre Albarède, Emmanuelle Delaporte, Christine Rogier, Pierre Bergeret, Helmut Le Pas, David Morgan, Axel Claudas, Jean-Marc Germain, Benoît Collaud, Romain Kervell, Christophe Ravin, Nicolas Brunel, Nicolas Cussac, Pierre Robert.

Concours C

MM et MM. Jean-Louis Morisy, Patrick Cassan-Chenail, Bernard Godella, Maxime Chabrier, Jérôme Lascos, Armand Buzin, Serge Aubert, Marc Lavigne, Gail Richard, Jean-Rémi Buttrill, Anne-Marie Houdouin, Noëlle Faver, Cédric Bertrand, Patrick England, Valérie Corrieu, Frédéric Paques, Catherine Valentin-Rass, Yvan Lehoucq, François Rousseau, Philippe Duboc.

Concours D

MM et MM. Nicolas Bonnet, Catherine Oppenheim, Pierre Liot, Bruno Megarbane, Laurent Bellassen, Gournay, Laurent Miclo.

Concours Lettres

MM et MM. Jocelyn Bonnet, Jean-Louis Quantin, Gauthier Liberman.

Alain Talles, Romain Pina, Philippe Mahaud, Jean-Christophe Jolivet, Nathalie Pignat, Michel Simon, Benoît de L'Estelle, William Marx, Isabelle Dupont, Emmanuelle Blondel, Gilles Sionoff, Benoît Tadié, Laurence Vianes, Véronique Sarrazin, Marie-Françoise Delpeyroux, Emmanuelle Mary, Pierre Cordier, Valérie Le Vol, Pierre Mass, Sandra Nevers, Sophie Lorrain, Claude Rotat, Valérie Tysens, Serge Chavry, Emmanuelle Lema, Ariel Subany, Sandrine Dubel, Frédéric Gros, Catherine Dedieu, Fabienne Alessi, Philippe Bigard, Marie-Édith Ferrandini, Agnès Brevanger, Franck Debia, Agnès Delahoussaye, Pierre Verot, Pierre Boman, Marie-Agnès Falcon de Lopeville, Edouard Valléry-Padot, Catherine Rio, Adrien Coste, Anne-Sophie Buisson, Anne-Sylvie Calvet, Alain Hadas-Lébel, Monica Michela, Isabelle Maréchal, Isabelle Rio, Xavier Talles, Fabienne Riard, Olivier Feletay, Emmanuelle Fauré, Gilles Gleyze, Marie-Pierre Chabreau, Eric Chevrel, Gilles Philippe, François Ruggin, Isabelle Surin, Rémi Brocard, Nancy Berthier, Eric de Buretel de Chancy, Emmanuelle Joubert, Philippe Bernard, Carlos Pimentel, Olivier Rouchoin, Emmanuelle Bourdieu, Christophe Farnaud, Vincent, Philippe Mennet, Estelle Bertrand, Michel Grinda, Lucie Leville, Nicolas Féret, Marie-Karine Schaub.

Concours S

MM et MM. Emmanuel Bouju, Jean Kahn, Pierre Fournier, Olivier Le Guillou, Philippe Rygiel, Emmanuel Pignat, Nicolas Bourpignat, Nathalie Le Marc, François Minardier, Claire Ranc, Marie Charvet, Marc Flandreau, Philippe Mangot, Laure Godineau, Antoine Chaly, Philippe Ponjol, Florent Champy, Cécile Rollet, Florence Bourgeois.

Concours nationale des Chantres

(par ordre de mérite)

MM et MM. Laurence Bobis, Luc Fournier, François Sionny, Xavier de La Selve, Blanche Loufrot, Damien Lourme, Florence Clavand, Agnès Maguin, Marie-Adèle Vandevorde, Anne Trocque, Philippe Charon, Anne-Cécile Gerny, Hélène Tron, Fabienne Queyroux, Bénédicte Brest, Christophe, Anne-Françoise Ransau, Cécile Vidal, Isabelle Dia, Marie Toulon, Sylvie Fayot, Anne-Laure Charrier, Elia Carly, Jean-Michel Gleize.

Concours nationale

(par ordre de mérite)

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

Concours V

MM. Lastenel, Bergès, Josien, Rouyer, Barleaux, Dury, Harang, Coulin, Bous, François Duparc, De La Lande de Calan, Blanc, Cony, Billon, Basset, Fleuryson, Velly, Delorme, Monié, Fouladous, Estrangin, Ori, Roscor, De Kermaison de Pennezeff, Catlin, Georges, Claire, Berthélemy, Chabert, Frugère, Arnout, Delamany, Lebrou, Martin, Rochet, Pousot, Lechausier, Beligat, Le Floch, Dubrel, Le Moigne, Colozzi, Aïdy, Rouvire, Guilloin, Majnoon d'Immano, Aukri, Verrier, Guth, Kuzenne, Pichon, Nordin, Moisan, Audren de Kerdel, Ferrag, Le Carré, Gaudier, Frisnie, Loublé, Viallet de Fontaubert, Dassa, Ponty, De Buretel de Chancy, Hudant, Clozet, Royer de Véricourt, Laurent, Lucas, Hausmann, Patrickien, Mousset, Guilbert, Fard, De Kerplancin, Catlin.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 107
HORIZONTALEMENT

I. Font défilier le train de vie. - II. Ce n'est pas dans l'embarras qu'elle nous fait plonger ! Ne saurait entrer dans le cœur du débat. - III. Nous éloigne de la réalité. Soit en « nombre ». Mises au parfum. - IV. Montrent un certain intérêt pour ceux qui mettent à l'ouvrage. Se font larguer par bien des hommes. - V. Oà certains ont coutume d'accomplir un tour du monde. - VI. Jamais exposées à des torrents de lumière. A garder la main. - VII. C'est une pleine d'eau. Degré. Fut victime d'un malin et final. Revient régulièrement sur le tapis. - VIII. Compose un cadre. - IX. A ne pas mettre entre toutes les mains. - X. Soutève puis essaie d'exporter. Peut durer aussi longtemps que certaines piles. - XI. A donc un grand air. - XII. De quoi se fier de retenir. - XIII. De quoi se fier de retenir. - XIV. De quoi se fier de re

Juillet 1986 dans le monde

EDOUARD MASUREL

29. — **Mort de David Cooper**
l'un des fondateurs de l'antipsychiatrie (31).

31. — **Le Festival de Radio France et de Montpellier propose l'audition intégrale, en concert publics, de la musique de piano de Franz Liszt, 150 ans, pour un jour après la mort du compositeur**

REPÈRES

Agriculture

Un Américain sur quarante-cinq vit de la terre

La population agricole aux États-Unis s'est réduite de 11,5 % entre 1980 et 1985, tombant à 5,36 millions, et cette tendance va s'accroître avec la crise financière de l'agriculture. Selon une étude du département de l'Agriculture, en 1985, environ un Américain sur quarante-cinq vivait d'une exploitation agricole contre un sur sept en 1950 et un sur quatre en 1930.

Les États du sud des États-Unis ont accusé la plus forte perte de leurs agriculteurs. Plus d'une famille d'exploitants sur cinq est partie. Les agriculteurs dans les grands États agricoles du Centre-Ouest ont été nettement moins nombreux à partir, puisque seulement 4,6 % d'entre eux ont quitté leur exploitation entre 1980 et 1985.

Balance des paiements

Excédent de 1,2 milliard de deutschemarks en RFA

La balance des paiements ouest-allemande s'est soldée en juin par un excédent de 1,2 milliard de deutschemarks (environ 3,8 milliards de francs) contre un déficit de 5,1 milliards en mai, annonce le Bundesbank. Ce résultat a été obtenu en dépit d'une contraction à 4,2 milliards de deutschemarks de l'excédent de la balance des comptes courants contre 6 milliards en mai. En fait, il reflète une très forte réduction du déficit de la balance des capitaux ramené à 3,2 milliards de deutschemarks.

marcs contre 13,4 milliards en mai, elle-même due pour l'essentiel au ralentissement des sorties nettes de capitaux à court terme (3,1 milliards de deutschemarks contre 11,3 milliards en mai).

Les experts attribuent ce dernier phénomène à la disparition de l'« effet réévaluation » du mark au sein du système monétaire européen. En effet, l'appréciation de la monnaie ouest-allemande avait attiré les capitaux à court terme placés en RFA vers des places servant des taux d'intérêt plus élevés. Pour les six premiers mois de 1986, le déficit de la balance des paiements allemands représentait désormais 5,9 milliards de deutschemarks contre 6,7 milliards un an auparavant.

Construction mécanique

300 milliards de francs d'exportations ouest-allemandes en 1985

Les entreprises ouest-allemandes de construction mécanique ont vu leurs exportations croître de 15,7 % en 1985, à 93,5 milliards de deutschemarks (300 milliards de francs), selon le bilan de la fédération patronale. La RFA défendrait ainsi 19,4 % du marché mondial, derrière les États-Unis (23 %) et le Japon (16,8 %), qui a connu la plus forte croissance depuis dix ans.

Les trois quarts des ventes à l'étranger s'effectuent dans les pays développés : les États-Unis en absorbent 10,9 %, et la France 10,2 %. La production totale de ce secteur, qui emploie un million de personnes en RFA, a été de 142,2 milliards de deutschemarks.

SOCIAL

Aux chantiers navals de La Seyne

Les syndicats réagissent avec prudence au « plan Genoyer »

MARSEILLE
de notre correspondant régional

L'annonce faite, vendredi 8 août, par un industriel marseillais, M. Maurice Genoyer, PDG de la société Phocéenne de métallurgie, de sa candidature à la reprise des chantiers navals de La Seyne-sur-Mer, l'un des trois établissements de la Normed (nos dernières éditions du 9 août), a été accueillie avec « intérêt », mais prudence par les organisations syndicales.

Au nom de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC), M. Raymond Dime (CGT) a estimé que les propositions rendues publiques par M. Genoyer « manquaient de clarté. Nous ne pouvons nous prononcer, a-t-il déclaré, que lorsque nous aurons en main un plan industriel, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Nous enregistrons, certes, comme un fait important, l'éventualité d'une reprise partielle des activités, mais nous constatons que plus de la moitié des effectifs des chantiers seraient condamnés à disparaître, ce que nous ne pouvons pas accepter. Nous sommes prêts, cependant, à négocier sur la base du maintien du potentiel industriel du site. Dans la situation actuelle, rien ne doit être négligé et tout doit être regardé de très près ».

Pour sa part, M. Joël Brès, secrétaire de la section du PC de La Seyne, considère qu'il n'y a aucun élément nouveau quant à la volonté du gouvernement concernant l'avenir des chantiers navals. Il accuse le maire (PR) de La Seyne, M. Charles Scaglia, d'apporter son soutien inconditionnel au transfert à l'industrie privée des fabrications militaires qui sont normalement dévolues aux arsenaux d'État.

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue avec le maire de La Seyne en présence des députés (PR) Maurice Arreckx et Arthur Facchi, respectivement président et vice-président délégué aux affaires économiques du conseil général du Var, M. Genoyer a indiqué qu'il envisageait de créer une nouvelle société reprenant, pour le franc symbolique, les installations des chan-

tiers. Cette société poursuivrait les contrats en cours de sous-traitance de bateaux militaires avec la marine nationale et engagerait une opération de reconversion des activités de construction navale civile dans les domaines de la mécanosoudure, de la chaudronnerie et de la transmission des fluides (en particulier l'hydraulique).

Selon le PDG de la Phocéenne de métallurgie (1), elle pourrait réaliser un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 350 millions de francs avec un effectif de « quelques centaines de salariés » (on cite, dans l'entourage de l'industriel, le chiffre de sept cents salariés, soit environ 32 % des effectifs actuels des chantiers). M. Genoyer apporterait un capital de l'ordre de 30 millions de francs formé par des prêts participatifs et qui serait ouvert, à hauteur de 25 %, au personnel de l'entreprise. Il a précisé qu'il ne sollicitait aucune aide exceptionnelle de l'État en dehors des primes normales d'aménagement du territoire (PAT) et de celles en vigueur dans les pôles de conversion.

M. Genoyer a toutefois convenu que le montage financier de l'opération restait « entièrement à faire », et qu'il n'avait soumis à l'administrateur judiciaire de la Normed que « la base d'un plan industriel ». L'industriel marseillais a, en fait, laissé une grande impression de flou, même si on peut lui accorder que plusieurs éléments importants de la négociation (achèvement de la construction d'un pétrolier ravitailleur d'escadre et volume des commandes de la marine nationale) dépendent de décisions gouvernementales dont il est tributaire.

GUY PORTE.

(1) Nous avons indiqué sur la foi des renseignements publiés par M. Genoyer, dans de nombreux journaux, que le chiffre d'affaires du groupe de la Phocéenne de métallurgie était de l'ordre de 900 millions de francs. Il n'a été, en réalité, que de 650 millions de francs en 1985, dont 65 % réalisés à l'étranger. La société mère et les quatre autres entreprises du groupe emploient environ 700 salariés.

Régulièrement, le Mexique ou le Brésil, les Philippines ou le Nigeria, vedettes involontaires de la dette du tiers-monde, viennent rappeler la vulnérabilité du système financier international et souligner les déséquilibres économiques mondiaux. Mais, au-delà des problèmes propres à chaque pays endetté, de grandes évolutions se dessinent, qu'un rapport de l'OCDE, sous le titre « Financement et dette extérieure des pays en développement », met en lumière cette année.

D'entrée, les experts de l'OCDE annoncent la couleur. En dépit d'une certaine consolidation de la situation financière des pays en développement, les motifs de satisfaction sont « bien peu nombreux » et les problèmes de la dette, qui ont culminé lors de la crise déclenchée en 1982 par le cas mexicain, ne sont pas près de disparaître de l'histoire économique de la planète.

Mais, plus que la prise de conscience, devenue générale, de la nécessité d'adopter une gestion efficace, voire de trouver dans les raisons mêmes de l'endettement une source de « renouveau national », plus encore que le soulagement tiré de l'impression que le recul des flux privés et des crédits à l'exportation, persistant depuis 1980-1981, semble surélevé et pourrait faire place à une modeste hausse cette année et l'an prochain, deux phénomènes dominent cette étude.

Le premier donne sans doute lieu à polémique. Forts du recul du temps, les spécialistes du chèque de Muetz, comparant la structure des flux financiers, ont constaté que le tiers-monde depuis vingt-cinq ans, concluent que la forte montée en puissance des flux privés (investissements directs, prêts bancaires, obligations) de la fin des années 70 n'aura été qu'une « bulle financière » liée des conditions conjoncturelles dans une poignée de pays.

Retour à la case 1970 pour les flux d'aide au tiers-monde

Selon une étude de l'OCDE

La chute des excédents pétroliers des pays exportateurs d'or noir et l'éclatement de la crise de la dette ont apparemment remis les compteurs à zéro. L'apport bancaire, l'aide bilatérale des pays industriels comme celle des pays de l'OPEP retrouvent pratiquement leurs poids respectifs d'il y a quinze ans (voir tableau). Sans contester les chiffres, d'autres experts n'y voient pas une « bulle » sans lendemain et soulignent que la communauté internationale prend aujourd'hui une conscience accrue de la nécessité d'augmenter les crédits tant privés que publics vers le tiers-monde.

Si l'histoire se répète dans le temps, cette évolution, en allégeant les charges des pays débiteurs à un moment où les taux d'intérêt flambaient, a coûté cher aux pays endettés comme à l'économie mondiale. En dépit de la détente, sensée ces derniers mois, du foyer de l'argent, le service de la dette demeure beaucoup plus élevé qu'avant l'éclatement de la crise du début des années 80. La stagnation, voire le déclin des recettes à l'exportation de nombre de pays dépendant essentiellement de la vente de matières premières, y a notablement contribué.

Condamnés...

Ce dernier phénomène constitue, de l'avis des auteurs de l'étude, un sérieux sujet d'inquiétude. Contraints de rembourser plus qu'ils ne reçoivent en nouveaux capitaux, les pays débiteurs sont condamnés à accroître leurs excédents commerciaux. Le constat n'est pas nouveau, mais l'OCDE l'illustre en prenant l'exemple des quinze pays du plan Baker (1) : pour ce groupe, les échéances annuelles, qui représentaient 12 milliards de dollars en 1978, atteignent aujourd'hui 40 milliards. Leur excédent commercial risque de ne guère dépasser 30 milliards cette année, comme en 1987.

La contrepartie de cet état de fait dépasse de loin le problème des seuls

endettés, puisqu'il exigeait de la part du monde industriel un effort pour supporter le poids de ce réajustement. Qui est prêt à le fournir ? A court terme, les auteurs de l'étude voient mal les États-Unis, eux-mêmes empêtrés dans un déficit commercial préoccupant, faire l'essentiel du chemin. Restent les « autres grands pays de l'OCDE », parmi lesquels chacun retrouvera les traditionnels habitués des surplus, le Japon et la RFA en tête.

Les experts du château de la Muette ne se font guère d'illusion sur la réponse, pourtant indispensable des pays les plus riches de la planète. En termes choisis, ils s'inquiètent à juste titre de la persistance des pressions protectionnistes. Les nations endettées ont pourtant toute raison d'attendre un soutien sous forme d'aide accrue, mais aussi d'ouverture des frontières à leurs produits.

Leurs politiques d'ajustement ont souvent été redoutables par leurs effets déflationnistes, et la fuite des capitaux, qui leur est souvent amèrement reprochée par leurs créanciers, s'est fortement ralentie. Après avoir culminé aux alentours de 30 milliards de dollars en 1982, ces hémorragies ont été ramenées à quelque 10 milliards en 1985-1986.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Venezuela, Nigeria, Philippines pour les grands débiteurs ; Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Uruguay, Côte d'Ivoire, Maroc, Yougoslavie. Il s'agit, pour le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, d'accorder à ces pays une augmentation des crédits publics et privés internationaux contre l'assurance d'une meilleure gestion. L'objectif est d'apporter aux pays endettés les moyens de rembourser leurs échéances tout en retrouvant la voie de la croissance.

L'effet dollar

Libellée en dollars, l'augmentation de la dette globale du tiers-monde semble s'accroître. Sa progression nominale est ainsi passée de 34 milliards de dollars en 1984 à 88 milliards en 1985, portant l'encours total à 891 milliards. Des chiffres trompeurs. Seuls 33 milliards de nouveaux emprunts ont été contractés l'an dernier, les 55 milliards restants étant dû à l'évolution des taux de change et surtout à celle du dollar, qui intervient pour près de 60 % dans l'endettement à long terme des pays en développement.

Un phénomène dont l'ampleur a poussé les experts de l'OCDE à tenter d'en évaluer les incidences. Durant la période d'appréciation du billet vert, de la fin de 1980 au début de 1985, les flux de capitaux libellés en d'autres monnaies ont perdu 50 %, et la valeur en

dollars de la dette a été sous-estimée.

Une sous-estimation que l'OCDE évalue pour l'endettement à long terme à 6 % en 1981, 4 % en 1982, 3 % en 1983 et 5 % en 1984. A titre d'illustration, cet endettement, chiffré à 891 milliards de dollars fin 1984, aurait été inférieur de 15 % s'il avait été calculé aux taux de change en vigueur quatre ans plus tôt.

Cette distorsion n'a été que partiellement neutralisée par la dépréciation du dollar à compter de mars 1985, mais devrait se faire sentir plus fortement sur les résultats de 1986. Pour l'année passée, la surévaluation de la dette à long terme est malgré tout évaluée à 6 % par les experts du château de la Muette.

F. Cr.

Répartition des ressources financières octroyées aux pays en développement (en pourcentage)

	1960-61	1970	1975	1980	1985
Financement public au développement	59	46	45	35	60
dont :					
Aide bilatérale CAD (1)	48	28	14	14	28
Aide multilatérale	2	7	7	7	3
Apports multilatéraux à des conditions non libérales	2	3	4	4	11
Crédits à l'exportation	14	13	10	13	4
Flux privés	27	41	45	51	36
dont :					
Investissement direct	19	18	20	9	10
Secteur bancaire	6	15	21	38	16
Obligations	-	2	1	1	5

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments.

(1) Comité d'aide au développement réunissant les principaux pourvoyeurs d'aide parmi les pays de l'OCDE.

En Italie

Les avoirs de banques libyennes sont mis sous séquestre

ROME
de notre correspondant

Du temps même de sa splendeur, la Libye était un pays pauvre. La chute des prix du pétrole, dont elle tire la quasi-totalité de ses recettes, n'a évidemment pas amélioré les choses et l'Italie, principal partenaire commercial de la Jamahiriya (malgré un net ralentissement des échanges au premier semestre), en est la première victime.

Tripoli doit l'équivalent de 5 milliards de francs à Rome. Un accord avait été conclu en 1984 entre les deux gouvernements permettant à la Libye de payer en nature - c'est-à-dire en pétrole - une partie de sa dette. Toutefois, nombre de créances de petites et moyennes entreprises ne sont pas couvertes par cet arrangement.

Lassé par près de cinq années d'attente et aussi poussé par la nécessité (il est au bord du dépôt de bilan), le patron des entreprises libyennes ayant vendu des camions, grues, des bulldozers et autres engins de travaux publics à la Libye, M. Sergio Buzzi, a donc décidé de se tourner vers la justice italienne pour récupérer ses quelque 30 millions de francs de créances, intérêts et principal. Le mois dernier, les deux tribunaux auxquels il s'est adressé en fonction de la localisation de ses entreprises - Plaisance et Milan - lui ont fait droit : ils ont ordonné la mise sous séquestre des biens mobiliers (avoirs en compte, titres de crédit, etc.), d'une demi-douzaine de banques publiques libyennes, placés

en dépôt, auprès d'autant de banques péninsulaires.

Il s'agit là d'une simple « prise de gage » en attendant le procès qui doit se plaider en mai prochain. L'affaire est cependant susceptible de s'amplifier, dans la mesure où une vingtaine d'entreprises, elles aussi en attente de remboursement de la part de Tripoli, ont décidé de s'associer pour tenter de récupérer leurs mises, soit environ un milliard de francs. Jusqu'à présent, les industriels libyés se sont contentés de faire pression sur les pouvoirs publics italiens afin que ceux-ci diligenter quelques actions. L'attitude compréhensive des juges lombards vis-à-vis de leur confrère Buzzi pourrait naturellement les pousser à se tourner à leur tour vers les tribunaux de la Péninsule.

La première question qui s'est posée est de savoir si les actions de la Fiat possédées depuis 1976 par la Libye étaient concernées par le séquestre. Bien que les quelque 15 % du capital de l'entreprise turinoise ne soient pas le seul avoir des Libyens en Italie (1), ils en constituent ce que l'on appelle ici « la fleur à la boutonnière » et à ce titre, leur destinée est suivie de la loupe. Mais la Fiat a formellement démenti toute implication de la « part libyenne » dans la récente décision judiciaire. Quant au colonel Kheddafi, il a menacé d'exclure l'Italie de toute participation aux adjudications publiques libyennes à venir.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Au début de cette année, la Libye a acquis 70 % des actions d'une compagnie de pétrole, la Tamoil.

Les sanctions chez Renault

La CGT manifeste et la direction porte plainte

La direction de la régie Renault a annoncé, le vendredi 8 août, qu'elle portait plainte contre X avec constitution de partie civile pour destruction de biens, dégradations, dommages, vols avec effraction, « à la suite d'incidents extrêmement graves à l'intérieur des locaux de Renault les 25, 28, 31 juillet et 1^{er} août ». Le communiqué de la direction ajoute que « personnellement, des salariés de l'entreprise portent également plainte contre X pour vol, injures et coups ». Confirmant, mais sans précision, qu'une « procédure de sanctions disciplinaires internes est en cours », la direction souligne que les incidents survenus le 30 juillet lors d'une manifestation près de la sous-préfecture de Boulogne ne sont pas visés.

De son côté la CGT a rassemblé un millier de manifestants (trois mille selon les organisateurs), le vendredi 8 août, à Boulogne-Billancourt, pour protester contre la procédure de sanctions engagée par la direction de la régie Renault

contre douze de ses militants. Les manifestants étaient pour l'essentiel des militants CGT de la région parisienne, la plupart des salariés de Renault-Billancourt étant en vacances. MM. François Duteil, Gérard Alezard et M^{me} Jacqueline Léonard, secrétaires de la CGT, et M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, étaient présents, ainsi que de nombreux élus communistes des Hauts-de-Seine.

Avant le défilé dans Boulogne suivi d'une dispersion sans incidents devant l'entrée principale de l'usine, M. Jean-Louis Fournier, secrétaire général du syndicat CGT de la région parisienne, a assuré que « la CGT a placé l'usine sous surveillance pour empêcher tout mauvais coup ». « Nous allons organiser, a-t-il ajouté, dans les prochains jours d'autres initiatives sous des formes diverses pour faire parler de nos luttes (...). Tous les travailleurs, militants protégés ou pas, peuvent compter sur la CGT pour retrouver leur poste de travail à la rentrée ».

La CGT veut développer la syndicalisation des employés

La CGT va lancer une initiative interprofessionnelle en décembre prochain en direction des employés pour les inciter à se syndiquer, a annoncé récemment devant la presse M^{me} Lydia Brovelli, secrétaire de la CGT. Dans le cadre de l'opération de « renforcement » de la CGT lancée en mars dernier, la CGT s'est fixée le triple objectif de « consolider ce que nous avons, reconquérir ce que nous avons perdu et conquies ce que nous n'avons pas ». Les employés - au nombre de 6 247 000, dont 72 % de femmes d'après le dernier recensement de 1982 - font partie de cette dernière catégorie.

La CGT a décidé de créer une structure « employés-liaison » dont l'activité est conçue « comme un travail permanent de liaison, de coordination entre plusieurs secteurs confédéraux (l'organisation, la propagande, la politique revendicative, etc.). Les fédérations qui toutes à des degrés divers sont concernées et l'interprofessionnel ». M^{me} Brovelli, qui met en avant l'hétérogénéité de la catégorie d'employés, souhaite que « se mettent en place des sections syndicales spécifiques d'employés ».

Plus de 350 000 jeunes en formation en alternance selon le CNPF

Depuis la mise en œuvre réelle du dispositif de formation en alternance, en mars 1985, 352 912 jeunes de seize à vingt-cinq ans ont été accueillis dans les entreprises, selon un bilan que vient d'établir le CNPF.

Sur ce total cumulé, les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), d'une durée de trois à six mois, arrivent toujours en tête avec 192 641 jeunes.

Les trois formules de formation en alternance, désormais soutenues par les exonérations de charges sociales du plan gouvernemental pour l'emploi des jeunes, permettent de prendre les effets des premières mesures réellement appliquées à compter du 1^{er} mai, à titre rétroactif, pour les stages SIVP. Du 1^{er} mai au 30 juin, selon le CNPF, 75 246 entrées en stage ont été recensées et le rythme s'accroît.

Cette évolution, si elle est confirmée, serait toutefois moins spectaculaire, selon les statistiques du ministère des affaires sociales. En juin, on comptabilisait 27 000 stagiaires nouveaux en un mois et 168 246 depuis juillet 1985.

Economie

Publicité = titiller

To tease, verbe anglais, « effeuiller, effiloquer ». Dans le jargon publicitaire anglo-saxon, le teasing s'applique aux réclames à suspenses, sous forme de messages énigmatiques, d'information à épisodes, de jeux de mots. Il s'agit d'appeler le client éventuel (to tease veut dire aussi « taquiner, titiller... ») en captant son attention, son imagination, puis son appétit de consommation. Assez courant dans les bandes-annonces, qui doivent allécher sans révéler, cette publicité « strip-tease » s'installe sur nos murs.

Ce n'est pas nouveau — déjà nos grands-parents découvraient progressivement, entre deux stations de métro, les délices DUBO DUBONNET, — mais il faut faire mieux. On se souvient de Myriam, qui a tenu les est-

vents en haleine, l'espace d'un été, par sa promesse (tenue d'ailleurs) : « Demain, j'enlève le bas... »

Cette année, on a frappé encore plus fort. L'armée de panneaux publicitaires, victimes de la morte saison, sont envahies, depuis quelques jours, de messages « style Libé » : d'une petite brune « aimant les contacts à plusieurs », d'une blonde ayant « besoin de rapports rapides et fréquents », d'un moustachu qui « contacterait réseau spécialisé ».

Jouant habilement sur les fantasmes des Français en vacances, l'agence Young et Rubicam a imaginé pour son client Rank Xerox une campagne en faveur de la... bureautique. Objectif doublement atteint : titiller le client et faire parler de soi dans les médias. De la pub pour la pub !

ALAIN WOODROW.

ENTREPRISES

« Cœur croisé » change de propriétaire

Le conglomérat Beatrice poursuit ses désinvestissements. Il a décidé de revendre sa filiale Playtex, fabricant de lingerie rendu célèbre par ses soutien-gorge (modèle « Cœur croisé ») pour 1,25 milliard de dollars (8,4 milliards de francs) à un groupe d'investisseurs conduit par la direction de cette entreprise. Ce groupe s'est, de son côté, déjà entendu avec Revlon en vue de lui revendre les activités cosmétiques de Playtex (Max Factor, Almay and Alston-pour environ 375 millions de dollars (2,51 milliards de francs)).

Beatrice avait déjà revendu sa chimie en décembre 1985 pour 750 millions de dollars au groupe britannique ICI, puis en mai dernier sa filiale AVIS (location de véhicules) à Wesray Capital corp. (prix confidentiel), enfin, en juillet ses intérêts dans l'embouteillage à Coca-Cola pour 1 milliard de dollars.

Par cette série de liquidation les nouveaux propriétaires de Beatrice, le groupe new-yorkais Kohlberg Kravis Roberts vise à réduire le montant de la dette contractée en novembre 1985 pour prendre le contrôle de Beatrice (le Monde du 19 novembre 1985). Ce groupe avait en effet acquis Beatrice selon une opération, dite de « leverage buyout », qui consistait à emprunter l'argent nécessaire au rachat d'une firme en la garantissant sur les actifs de celle-ci.

La CSEE termine son désengagement de l'Entreprise électrique

Spie-Trindler, filiale de Spie-Batignolles, vient d'acquiescer la Compagnie d'entreprises électriques (CEE), filiale de la Compagnie de signaux et d'entreprises électriques (CSEE), CEE, spécialisée dans l'installation des équipements électriques, réalise un chiffre d'affaires d'environ 350 millions de francs. Cette société était née de la filialisation fin 1985 de la Division Entreprises électriques de la CSEE, détachée à 70 % par la CSEE et à 30 % par Bouygues. La Compagnie de signaux, qui avait déjà cédé à Bouygues en décembre 1985 sa filiale Compagnie des réseaux électriques (CRE), finit ainsi de se désengager de ses activités Entreprises électriques. La société, qui vient de changer de PDG, devant prochainement finaliser sa division ensembles et ingénierie (280 millions de francs français de chiffre d'affaires), dont elle cédera une minorité du capital à GTM-Entreprise. Ainsi recréée sur les activités industrielles et les techniques de pointe dans les domaines

des transports, de la défense et de la communication, la CSEE (2,4 milliard de francs français de chiffre d'affaires en 1985) prévoit un retour à l'équilibre en 1986 après une perte de 39,6 millions de francs français l'an dernier.

Matsushita va créer une usine de machines à écrire au Pays de Galles

Le géant japonais de l'industrie électrique et électronique Matsushita a annoncé l'installation prochaine d'une usine de machines à écrire et d'imprimantes au Pays de Galles. L'usine doit commencer à produire des machines à écrire en mars prochain avec un effectif de cent salariés au départ, qui sera porté à trois cents en trois ans. Matsushita envisage d'exporter vers 1990 sur les marchés européens une grande partie de la production, dont la valeur devrait s'élever à 40 millions de livres par an au total. Le groupe japonais possède déjà une usine de télévision au Pays de Galles, employant huit cents personnes à Cardiff.

FAITS ET CHIFFRES

■ L'annulation de la revalorisation des pensions de janvier 1985 n'aura pas de conséquences pour les assurés. — A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat d'un arrêté ministériel sur la revalorisation au 1^{er} janvier 1985 des pensions d'invalidité et vieillesse et des rentes d'accidents du travail (le Monde du 1^{er} août), le secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale indique qu'il n'y aura pas de conséquences pratiques pour les assurés. Le Conseil d'Etat a considéré que le décret du 29 décembre 1982, sur lequel se fondait le ministre, « s'il a déterminé les modalités du calcul annuel du taux provisionnel de la revalorisation ou de la majoration de ces divers avantages, a érogé, sans les ramener par des dispositions prévoyant un nouveau mode de calcul, les dispositions du décret du 29 décembre 1973 qui précisaient la définition du salaire annuel moyen des assurés sociaux ».

Le Conseil d'Etat a observé qu'aucun décret n'avait mis fin à cette « carence » avant l'arrêt attaqué par la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés. Les pouvoirs publics vont donc préparer un nouveau décret, voire une nouvelle loi, pour mettre fin à ce vide juridique sans que cela change quoi que ce soit rétroactivement à la revalorisation de 0,6 % du 1^{er} janvier 1985.

■ Précision. — Un « mastic » a fait disparaître les crédits dont dispose le Fonds de calamités agricoles dans l'article sur la sécheresse (le Monde du 8 août). Il fallait lire : « L'indemnisation au titre de 1986, elle aussi, s'appuiera sur ce fonds qui reçoit, chaque année, plus de un milliard de francs provenant pour moitié de l'Etat et pour moitié... ».

■ Mise en garde de M. Bernard (CFTC) contre « un marché de dupes pour l'emploi ». — A la suite de l'interview de M. Séguin, ministre des affaires sociales, dans nos colonnes (le Monde du 8 août), M. Jean Bernard, président de la CFTC, s'est « félicité de l'assurance donnée qu'il n'est pas question de remettre en cause le SMIC pour les jeunes ». Mais, a-t-il ajouté, « la CFTC reste inquiète, car le ministre paraît minimiser l'effet du taux de croissance sur l'emploi, alors qu'aucune mesure sociale n'aura de véritable effet si l'activité ne redresse pas ; et le développement des emplois précoces ne peut qu'accroître les sentiments d'instabilité et d'insécurité. Il n'est pas question de laisser échapper toutes les occasions de travail, même partiel, mais leur développement excessif au détriment des emplois normaux serait un marché de dupes pour l'emploi ».

■ Médicaments : liberté totale des prix à terme sous condition. — Mme Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé et à la famille, a indiqué que le gouvernement réalisera son objectif de libération totale des prix des médicaments remboursés « sur une période de trois à cinq ans pour autant que l'on parvienne à une maîtrise des volumes de la consommation pharmaceutique ».

Dans une interview au Nouvel Economiste (daté du 8 août), le ministre ajoute que « les prix sont en France de 30 à 50 % inférieurs à ceux des autres pays ». Selon elle, « le blocage des prix a créé une spirale perverse et rendu la recherche stérile ». « Pour l'avenir, ajoute-t-elle, nous pensons pouvoir nous inspirer de l'expérience allemande, c'est-à-dire adapter un système fondé sur la liberté et l'auto-contrôle ».

BOURSE DE PARIS

Semaine du 4 au 8 août 1986

Une attente vigilante

REARMENT la tendance boursière aura été aussi lente à se dessiner. Déserté à la suite d'une nouvelle vague de départs en vacances, le marché a paru, cette semaine, manquer de mordant, faute de combattants. A la cotation de la hausse, qui jusqu'au printemps, accompagnait la plupart des séances, a succédé le silence de l'attente. « La Bourse est désertée », confient les observateurs, et c'est à peine si les quelques cris s'échappant du palais Brongniart, à l'heure des cotations, attirent l'attention des passants de la Rue Vivienne.

Il faut dire que la corbeille a éprouvé des difficultés à traverser ses vacances. Après une avancée infime lundi (0,06 %), le tableau hebdomadaire se signale mardi en clôture sur un 0,00 %, symptôme de l'indécision ambiante. La hausse, qualifiée la semaine dernière dans ces colonnes de « timide », s'est défilée, pour ne réapparaître que vendredi (1,2 %). Entre-temps, mercredi et jeudi, l'indicateur instantané a reculé sous le coup de 0,88 % et 0,86 %. Deux baisses jumelles qui pesaient dans le score final hebdomadaire, en recul de 0,45 %. L'indice CAC terminait à 378,1 (contre 378,9 le 1^{er} août).

Si le marché a contre lui de traverser les semaines traditionnellement les plus creuses de l'année, le mouvement de fond, qui l'avait porté, en juin, vers des sommets-reports, n'a pas pour autant complètement disparu. Quelques peu métaphoriques, la communauté financière garde néanmoins un œil ouvert et reste vigilante, à l'égard des bonnes affaires qui ne manquent pas de se présenter. Témoin de cette attention, le volume d'affaires, qui s'est réduit autour de 500 millions de francs sur le marché à règlement mensuel et qui reste trois fois supérieur à celui de l'an passé à la même époque. La reprise enregistrée en fin de parcours, vendredi, est venue étayer ce jugement d'un observateur averti de la place, confiant que Paris restait « le marché le plus attrayant du monde ». Selon l'analyse de la société Fabert Marmon Finance, M. Rainy Sam, Paris est de surcroît en place le moins cher, comparé à New-York, Tokyo, Londres et Düsseldorf. Cette constatation s'appuie sur l'indicateur fourni par le DR (délai de recouvrement), défini comme « le délai nécessaire en années pour équilibrer le cours d'une action avec la somme des bénéfices futurs actualisés ». Ce critère d'évaluation fait intervenir la classique PER (price earning ratio ou rapport cours/bénéfice), mais aussi le taux de croissance des bénéfices et le taux d'intérêt sur le marché obligataire.

Les opérateurs présents cette semaine sous les lambris ont semblé attacher peu d'importance à cette réalité. Beaucoup ont préféré rester sur leurs positions, procéder à des ajustements de portefeuille et adopter un « profil bas », en attendant le retour de leurs « patrons ».

La Chine s'éveille aux marchés financiers

Événement inédit depuis la fondation de la République populaire de Chine, la première Bourse des valeurs a ouvert ses portes le 5 août, dans l'empire du Milieu, au cœur de la ville industrielle de Shenyang (Nord-Est) (le Monde du 6 août).

Shenyang (6,5 millions d'habitants), choisie pour servir de terrain d'essai aux différentes réformes urbaines lancées en 1984, a attiré l'attention, la semaine dernière, en devenant la première cité chinoise à posséder une entreprise mise en faillite.

Jusqu'ici, dix-huit entreprises de Shenyang, qui en compte six mille, étaient autorisées à vendre des obligations aux membres de leur personnel. La nouvelle réglementation ne précise pas si l'autorisation d'émission sera étendue à d'autres sociétés.

Un organisme financier, le Trust and Investment Corporation, dépendant directement de la Banque de Chine, a été créé pour diriger ce marché. Il gèrera et fixera les prix des obligations émises. Leur valeur sera fixée en fonction des taux d'intérêt pratiqués par la Banque de Chine. Ces obligations pourront être achetées et vendues indifféremment par des particuliers ou par des entreprises.

Cette Bourse devrait favoriser, selon les experts occidentaux à Pékin, les commerçants et paysans chinois, qui, aujourd'hui, n'ont aucune possibilité de faire fructifier leurs économies.

VALEURS LE PLUS ACTIFEMENT TRAITÉES A RM (*)		
	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Chargéurs	210 411	296 546 080
Peugeot	166 312	165 289 569
Michelin	45 419	148 341 242
SNCF	132 765	142 950 608
CST	90 862	137 281 505
Navigation minière	110 953	134 405 721
Midi	73 279	124 532 410
Lafarge	83 807	115 616 635
BSN	36 549	106 571 036
Elf	362 811	106 491 731
Générale des eaux	65 602	77 414 428
Club Méditerranée	131 084	76 475 486
Molt	32 722	71 650 117
Total	171 940	65 976 360

(*) Du 1^{er} au 7 août inclus.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Revue des valeurs

Malgré la langueur de la tendance, quelques événements d'importance ont cependant fourni à chaque séance des motifs de réflexion. Les prévisions de l'INSEE sur l'investissement industriel, qui devrait croître de 2 % en volume et de 6 % en valeur cette année, ont permis à la Bourse de commencer la semaine sur un bon pied. L'accord attaché à Genève par l'OPEP visant à contrôler de nouveaux — mais temporairement — sa production a donné un coup de fouet aux « pétroliers » (Elf, Total), qui devaient s'effriter par la suite, tandis que les valeurs de raffinage accusaient le coup. C'est probablement la crainte diffuse de voir le prix du baril remonter brutalement à la hausse qui a conduit les investisseurs à vendre. La fragilité de l'entente entre les pays producteurs de l'OPEP n'a pas tardé à réapparaître, et les inquiétudes se sont finalement dissipées.

En chapitre des préparatifs aux privatisations, le marché a suivi avec attention la vente par Chargeurs SA de sa filiale Chargeurs réunis (transport maritime) à la Compagnie générale maritime, pour 1 F symbolique. Pris des piliers, l'annonce estimait que la transaction avait été « initiée » par les pouvoirs publics, en tant qu'actionnaires de la CGM. Curieuse façon de pratiquer le libéralisme en intégrant au patrimoine national une société supplémentaire, lourdement déficitaire de surcroît. De son côté, Chargeurs SA (et son président, M. Seydoux) ne s'en porte que mieux. Après l'annonce de la vente d'une autre filiale, SEPPIC (chimie des spécialités) à l'Air liquide, le titre s'est nettement raffermit (1 411 F, + 5,3 % vendredi), faisant en outre l'objet du plus fort volume de transactions hebdomadaires, devant Peugeot. Ce dernier a terminé sur les chapeaux de rose, à 1 028 F par action, dopé par son accession au rang de premier producteur et exportateur français d'automobiles.

Le programme d'incitation à la vente adopté par la firme de Sochaux pour ses ventes aux États-Unis (abaissant des taux de crédit, entretient gratuit sur deux ans, rabais de 500 dollars) a renforcé le bon sentiment des opérateurs — des étrangers en particulier — vis-à-vis du titre. Les valeurs « sûres » de la cote, comme Michelin, Thomson-CSF, Navigation maritime ou la Compagnie du Midi, ont été entourées de mille attentions, bénéficiant de gros volumes de transactions. Un tassement alourdissait en revanche les titres du bâtiment comme Daner (-2,6 %), alors que Générale de fonderie faisait du yo-yo : réservée à la hausse deux jours de suite, l'action passait ensuite sans transition du plus haut au plus bas.

Autant de péripéties qui faisaient dire à certains que, cette année, la corbeille ne s'accorde pas de véritable relâche. Vendredi, à l'issue de la dernière séance, la Bourse s'offrait même une reprise...

ERIC FOTTORINO.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 1 ^{er} août	Cours 7/8 août
Or fin (100 onces)	78 900	78 000
— 100 onces	78 850	78 000
Pièces françaises (20 fr.)	513	518
Pièces françaises (10 fr.)	418	408
Pièces suisses (20 fr.)	418	414
Pièces suisses (10 fr.)	408	408
Pièces suisses (5 fr.)	441	446
Souverain (20 fr.)	600	607
Souverain (10 fr.)	600	607
Demi-souverain	370	370
Pièces de 20 dollars	2 360	2 360
— 10 dollars	1 180	1 180
— 5 dollars	590	590
— 20 francs	2 360	2 360
— 10 francs	1 180	1 180
— 5 francs	590	590
— 10 florins	488	470
— 5 florins	244	235

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Généraliste	+19,5	Synthes	-9,5
Généraliste	+10	Ax. France	-8,8
Lenor	+9,6	TRT	-8,8
Elf	+9,1	Michelin	-8,4
PM-Labinal	+8,4	Financ	-7,4
Renault	+8,1	Lafarge	-7,2
PM-Labinal	+7,9	SAT	-6,7
Renault	+7,8	Lafarge	-6,6
Renault	+7,6	Podin	-6,2
Renault	+7,6	OFFP	-6,1
Renault	+6,7	OFFP	-6,1
Renault	+6,6	OFFP	-6,1
Renault	+6,5	Off. Fin. Indus.	-5,8

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 août					
COURS	Avr. 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87	
Prémier	110,70	111,55	112,45	112,50	
+ haut	110,70	111,65	112,55	112,60	
+ bas	110,70	111,55	112,45	112,50	
Dernier	110,70	111,65	112,55	112,55	
Précédents	110,55	111,60	112,45	112,50	

Nombre de contrats de la veille : 2 175.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 août	5 août	6 août	7 août	8 août
RM	923 707	1 014 549	969 004	884 325	1 011 170
Comptant	4 801 440	7 535 430	4 086 197	5 104 329	5 008 738
R. et obl.	184 686	306 956	284 854	260 541	198 061
Total	5 909 833	8 856 935	5 340 055	6 249 195	6 217 969

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

	145	144,5	143	142	141
Françaises	145	144,5	143	142	141
Étrangères	100	102	101,9	102,4	102,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985)

	145,2	145,2	143,8	142,5	144,4
Tendance	145,2	145,2	143,8	142,5	144,4
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	379,6	379,8	376,8	373,8	378,1

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Redressement

Après la rechute de la semaine passée, Wall Street s'est assez bien ressaisi ces derniers jours, et, malgré un léger reflux enregistré à la veille du week-end, l'indice des valeurs industrielles a regagné 19,18 points pour s'établir à 1782,62.

D'origine technique, cette reprise a été quelque peu amplifiée par l'accord surprise auquel les pays de l'OPEP sont parvenus sur une réduction concertée des productions. Cependant les investisseurs ont fait preuve d'une très grande prudence, tant en raison des incertitudes liées à cet accord que des craintes de tension monétaire soulevées par les opérations de refinancement du Trésor.

Le marasme économique persistant et l'annonce d'un déficit budgétaire record en ont fait reculer beaucoup. D'une façon générale, les échanges n'ont pas été très conséquents, et l'activité hebdomadaire a porté sur 639 millions de titres (contre 618 millions).

	Cours 1 ^{er} août	Cours 8 août
Alcoa	33 5/8	34 1/4
ATT	23 5/8	23 7/8
Boeing	58 7/8	58 1/8
Chase Man. Bank	37	38 7/8
Da Pont de Nemours	75 3/4	76 1/4
Eastman Kodak	56 1/8	54 7/8
Exxon	68 1/2	62 5/8
Ford	53 1/4	54 1/2
General Electric	72 1/8	72 1/2
General Motors	67 5/8	70 1/8
Goodyear	30 1/2	31 1/4
IBM	131 5/8	130
ITT	51 3/4	52 5/8
Mobil Oil	30 3/8	31 1/2
Pfizer	67 3/8	66 1/2
Schlumberger	28 1/8	28 5/8
Texasco	29	30 7/8
UAL Inc.	32 1/2	30 7/8
Union Carbide	22	20 5/8
US Steel	15 5/8	16 3/4
Westinghouse	54 1/4	54
Xerox Corp.	53	54 1/2

LONDRES

Repli

Bien orienté au début de semaine à la suite de l'accord conclu par les pays de l'OPEP, le marché a brutalement reculé pour se retrouver à ses niveaux du mois de février avec une capitalisation amoindrie de plus de 7 milliards de livres. Plusieurs facteurs ont joué : les résultats inférieurs aux prévisions publiés par plusieurs grands groupes comme GKN, la multiplication des appels à l'épargne (émissions), le veto gouvernemental à l'OPA de GEC sur Plessey, enfin les doutes croissants sur la portée réelle de l'accord pétrolier.

Indices « F.T. » du 8 août : industrielles, 1 217,4 (contre 1 273,4) ; mines d'or, 202,9 (contre 196) ; fonds d'investissement, 88,56 (contre 88,50).

	Cours 1 ^{er} août	Cours 8 août
Bootham	495	375
Bowater	300	288
Brit. Petroleum	573	585
Charter	245	245
Courtauld	266	264
De Beers (*)	599	600
Free Gold (*)	7	7 1/2
Glass	967	948
Gr. Union Stores	11 7/8	12 1/8
Imp. Chemical	989	979
Shell	982	826
Unilever	17 16/16	17 1/2
Vickers	416	391
Wor. Loan	38	37 13/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Plus 6,70 %

Le marché allemand n'a pas été refroidi par la baisse du dollar. Au contraire, il a retrouvé une belle allure, favorisée, il est vrai, par la publication des derniers statistiques économiques très favorables tant en matière d'emploi que de production. En moyenne les cours ont monté de 6,7 %. La vente a été tenue par le comportement automobile. Daimler en tête.

Indices de la Commerzbank : 1 952 (contre 1 830,1).

	Cours 1 ^{er} août	Cours 8 août
ABG	273,50	296
BAWAG	240	249
Bayern	263,50	279,50
Commerzbank	288,50	319,40
Deutschebank	781	822
Hoechst	240	259
Karstadt	384	427,50
Mannesmann	175	193
Siemens	601	663
Volkswagen	442	474,50

TOKYO

Légère hausse

Soutenu par la reprise de Wall Street ainsi que par l'espoir mesuré d'une stabilisation du yen, le marché s'est légèrement redressé cette semaine après un nouvel accès de faiblesse initiale. L'intérêt s'est porté sur les valeurs de l'automobile, de l'imprimerie, du textile, de la construction, des maisons de couture et de la construction navale. L'activité s'est toutefois ralentie avec une moyenne de 476,8 millions de titres échangés (contre 790,5 millions).

Indices du 8 août : Nikkei 17 435,53 (contre 17 284,79) ; général : 1 426,54 (contre 1 406,97).

	Cours 1 ^{er} août	Cours 8 août
Akai	396	410
Bridgeport	615	652
Canon	891	94

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Rumeurs d'un été stupide

Lorsqu'ils évoquent l'été, les Anglais parlent de « saison stupide » (*silly season*) comme si, tout à coup, la chaleur qui s'abat sur des jours devenus interminables embrasait dangereusement les esprits d'un peuple habitué à rester assis dans l'état de nuit longue et froide. Jamais ce qualificatif ne s'est mieux appliqué qu'en ce présent euro-marché d'août lorsqu'on observe le vent de folie qui, à Londres, souffle sur le marché international des capitaux. En l'absence continue d'intérêt pour tout ce qui est à l'extérieur, l'activité s'est, depuis des semaines, concentrée sur les émissions internationales à taux variable. Cet engouement compréhensible de la part de banques avides de représenter les importantes liquidités dont elles disposent a permis aux emprunteurs d'obtenir des conditions de plus en plus avantageuses. Cette semaine, on en est arrivé au point où il en coûte dorénavant plus qu'il n'en rapporte de se hasarder dans des transactions de ce type.

Le coup ultime a été porté par le royaume de Danemark, avec un euro-emprunt à taux variable de 1 milliard de dollars qui a le grand avantage pour le débiteur mais la triste caractéristique pour les prêteurs d'être doté des conditions les plus basses jamais vues sur l'euro-marché. D'une durée de dix ans, il portera, sur un prix d'émission au pair, un intérêt semestriel qui consistera en la déduction d'une marge de 0,125 % au taux interbancaire demandé à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois (Libid).

Compte tenu d'une commission bancaire totalisant 22,5 points de base, cela représente un rendement net actuariel pour les établissements prêteurs de 10,25 points de base inférieur au Libid. Etant donné qu'il est très difficile pour les banques non américaines de se refinancer à ce niveau, un grand nombre d'entre elles ont refusé de participer à l'opération, qui s'est rapidement traitée sur le marché gris, en dehors de ses commissions. On s'est vu à bien peu près Morgan Guaranty, banque renommée pour sa pondération, à diriger une transaction aussi étonnante dans ses termes ? Certains incriminent le besoin pour Morgan de s'inscrire au palmarès des eurobanques ayant cette année dirigé le plus fort volume d'émissions.

Ce désir, qui a pour effet une chute aux mandats offerts généralisée de conditions de plus en plus faibles, a, dès mercredi, donné naissance à des rumeurs selon lesquelles la République française envisagerait de faire mieux que les Danois.

On s'attendait, en effet, que la France pourrait venir solliciter le marché euro-obligataire avec une euro-emission d'un montant minimum de 1 milliard de dollars, dont le taux d'intérêt variable pourrait être de 0,25 % inférieur au Libid. Ragoût de marché né dans le sillage d'un emprunt danois ? On ne peut que constater que le même jour aux banques concernées que l'euro-crédit de 3,6 milliards de dollars de la France signé en octobre 1985, puis amendé en août 1985,

sera remboursé par anticipation entre les 12 et 17 novembre prochain ? Quel qu'il en soit, il serait étonnant que la France emprunte en ce moment, ne serait-ce que pour refinancer à meilleur compte des soldes d'emprunts étrangers. Calvet Junior, qui, au Trésor, a la responsabilité des euro-emprunts français, est en vacances. On imagine mal le ministre des finances négocier lui-même une opération de ce type. Enfin, la République française n'a jamais réalisé directement d'émissions publiques en devises étrangères.

« Rampage » : un mot, une technique possible d'euro-obligations d'une émission ancienne, mais encore en existence, afin d'en obtenir la maturité absolue du prix sur le marché secondaire.

Le mot « rampage », encore qu'il n'existe pas en français, serait le mieux apte à refléter l'effet ascensionnel que requiert une telle technique. Moins aléatoire que la « grimpée » et plus moderne dans la mesure où il évoque les rampes d'accès aux garages qui caractérisent les métropoles du vingtième siècle, le mot « rampage » a l'avantage d'un suffixe évocateur. Alors que 200 millions de dollars sont en jeu, comment pourrait-on sérieusement utiliser les termes « grimpée » ou « rampe » ?

Sous l'effet de la vague d'achats systématiques opérés par Merrill Lynch, l'opération du Crédit foncier s'est soudainement trouvée extrêmement valorisée sur le marché secondaire. Les maisons qui avaient l'espoir de racheter à un cours inférieur le papier que Merrill leur proposait de céder à un prix qui paraissait insupportable, pour ne pas dire absurde, se sont retrouvées dans une chausse-trappe lorsqu'elles ont trop tard réalisé que Merrill Lynch, ayant le contrôle d'un nombre suffisant d'euro-obligations, s'était également assuré du contrôle de son cours. On murmure qu'une banque américaine aurait perdu à ce jeu un demi-million de dollars. Le planificateur de l'opération, le Crédit foncier, qui n'a pas gagné un kopeck dans l'affaire, ni Morgan Guaranty, la banque américaine, ayant à l'origine dirigé l'euro-emission du Crédit foncier, n'ont eu leur mot à dire. L'opération leur a totalement échappé. Qui mieux est, elle est certainement appelée à se reproduire sous d'autres euro-croquis dans un proche avenir, si débiteurs et chefs de file ne se concentrent pas davantage pour suivre leurs émissions bien longtemps après qu'elles ont été lancées.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar au plus bas

Après s'être sensiblement redressé en début de semaine, le dollar a reculé ces derniers jours. La légère reprise technique enregistrée à la veille du week-end sur des achats de couverture n'a pas réussi à lui redonner des couleurs.

De nouveau affaibli, le billet vert se traitait vendredi soir à New-York au voisinage immédiat de ses plus bas niveaux depuis janvier 1983 vis-à-vis du franc français (6,72 F), depuis décembre 1980 sur support au deutschemark (2,0670 DM), enfin depuis la seconde guerre mondiale contre le yen (153,90 yens), la devise américaine a décidément perdu son aura.

Cette semaine n'avait pourtant pas trop mal commencé pour elle. Soucieux de freiner l'irréversible ascension de sa monnaie, la Banque du Japon était intervenue en force à plusieurs reprises pour un montant estimé pour la seule journée de lundi à 1 milliard de dollars. Et comme l'accord instantané conclu entre les pays membres de l'OPEP sur une réduction concertée des productions était de nature à calmer les craintes suscitées par un effondrement des cours du pétrole, le dollar reprenait tout naturellement le chemin de la hausse pour atteindre mardi 6,8250 F à Paris, et 2,09 DM à Francfort. Mais l'effet OPEP fut de courte durée, beaucoup d'opérateurs de la bourse voyant des signaux de l'application de l'accord au pied de la lettre. La Banque du Japon ne peut faire, le dollar se remit à vaciller.

La passe d'armes à laquelle les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale se sont livrés n'a, il est vrai, pas arrangé les choses. Représentant l'ambassade de l'administration américaine, M. Rayl Sprinkel, président de la commission des conseillers économiques de la Maison Blanche, a déclaré tout net que si la RFA et le Japon ne se décidaient pas à relancer leurs économies et à baisser leurs taux d'intérêt, de façon à permettre aux Etats-Unis de réduire leur déficit commercial, le dollar serait inévitablement voué à baisser. Irrité, M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances allemand, lui a répondu que les allemands n'avaient rien de mieux à proposer que de laisser le dollar se débrouiller seul.

Elle est tombée à ses plus bas niveaux vis-à-vis du deutschemark (3,04 DM pour 1 livre). En l'espace de deux mois, la livre s'est dépréciée de 10 % par rapport à la devise américaine.

en expliquant que la RFA avait déjà fait sa part du chemin avec un DM réévalué de 50 % par rapport au dollar depuis le printemps 1985, il a fermé la porte à toute idée de relance. Pas question non plus d'abaisser les taux. Enfin, M. Stoltenberg y est allé de son couplet en avertissant les Etats-Unis du danger qu'il y avait « à faire descendre le dollar à coups de déclarations publiques ». A-t-il été entendu ?

M. James Baker, secrétaire au Trésor, estimait peu après que les possibilités de réduire le déficit commercial en jouant sur les parités monétaires étaient épuisées. Nul n'a très bien compris le but de son intervention. Les opérateurs ont fait l'impasse et se sont remis à vendre du dollar. Le contraire eût été étonnant après la révision en baisse des objectifs de croissance pour 1986. Les experts américains ont reconnu s'être trompés dans leurs prévisions, et ils ramenaient de 4 % à 3,2 % leur prévision de taux d'expansion pour cette année. Toutefois, ils se sont dits toujours optimistes en prévoyant une croissance accélérée pour 1987 (4,2 % au lieu des 4 % estimés). Précaution bien inutile. Graduellement, le dollar a reflué. Sur les marchés redevenus assez calmes, les deux derniers jours, le sentiment est toujours baissier. Certains cambistes disaient sans grande conviction que le dollar n'est pas loin de toucher le fond. Sur l'espoir d'une nouvelle décade de la bourse de l'argent, le marché obligataire américain s'est raffermi très sensiblement vendredi soir. Mais ce fut l'occasion pour le dollar de reprendre tout le terrain péniblement gagné dans la journée sur les places européennes. Malgré la proximité du 15 août, les spécialistes s'attendent à quelques journées très animées sur le marché du dollar.

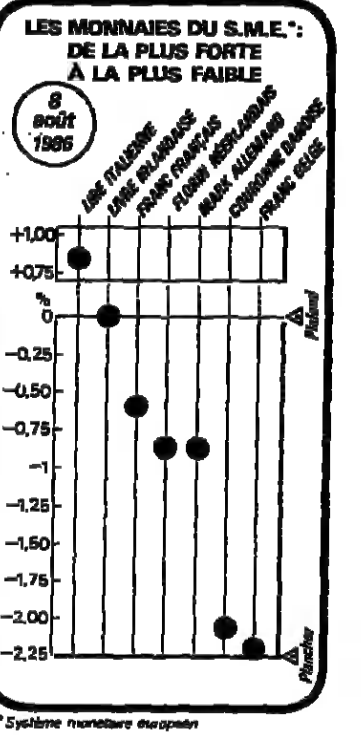
L'autre fait saillant de la semaine a été la baisse de la livre sterling. Par deux fois la monnaie britannique a crevé le plancher des 10 F, lundi d'abord, puis vendredi (9,95 F).

mande. Outre Manche, nul ne croit beaucoup aux chances du marché pétrolier de se redresser durablement. D'autre part, la baisse des réserves monétaires britanniques a produit une mauvaise impression. Des économistes soupçonnent le gouvernement de vouloir s'accommoder d'une livre relativement faible pour donner un peu d'oxygène aux exportations.

Pour pallier les graves problèmes posés à l'économie par la dépréciation de la livre et du dollar, la République d'Irlande a dévalué sa monnaie, le punt, de 8 %, avec la bénédiction de ses partenaires du SME (9,04 F vendredi contre 9,71 F le 1^{er} août). A la trahie la semaine précédente, la livre irlandaise est remontée au premier rang des monnaies du SME.

En liaison d'abord avec la remontée du dollar, l'or s'est graduellement redressé à Londres. Mais alors que les fois précédentes les reprises du métal jaune tournaient rapidement court, la hausse paraît cette fois-ci bien accréditée. Vendredi soir, l'once du métal précieux se traitait dans la City à 367,50 dollars l'once, son niveau le plus élevé depuis le mois de juillet 1984. Quelques heures plus tard à New-York, l'or montait en flèche à 375,60 dollars l'once en raison des incertitudes sur la santé du président Reagan. Les analystes de Savory Mill n'estiment que le prix de l'or a maintenant dépassé « de façon convaincante » le niveau de résistance de 355 dollars l'once et n'excluent pas d'ici six mois voir le métal jaune s'approcher des 500 dollars l'once. Ils fondent leurs prévisions sur des prix du pétrole plus élevés (entre 10 et 15 dollars le baril), une demande plus soutenue en provenance de l'industrie, également de la joaillerie et des hôtels des monnaies, et les perspectives de troubles dans les mines d'or sud-africaines, qui pourraient provoquer une raréfaction du métal.

ANDRÉ DESSOT.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le platine sous tension sud-africaine

Les cours du platine reflètent actuellement la tension croissante qui se manifeste entre l'Afrique du Sud, premier producteur mondial, et l'Occident. A New-York, l'once de métal blanc se traitait le 7 août à 502,4 dollars, après un bond de 16,5 dollars en séance, alors qu'elle dépassait à peine 400 dollars fin avril. La prime du platine sur l'or s'élève à près de 140 dollars - l'once de métal fin s'échangeant outre-Atlantique autour de 365 dollars, - un niveau qu'elle n'avait plus atteint depuis 1980, au moment de la grande flambée des métaux précieux liée à la poussée de l'inflation et aux spéculations des frères Hunt, deux milliardaires texans, sur l'argent.

Cette envolée traduit les craintes des opérateurs de voir l'Afrique du Sud à son tour subir une cessation de ses ventes de platine. Si les possibilités de recyclage du métal

sont importantes (le Monde du 5 août), l'Afrique du Sud décide de vendre 80 % de ses réserves de platine non communiste. Le platine est à ce titre plus sensible que l'or, dont les gisements exploitables sont nombreux en Australie, au Brésil, au Canada. La part des réserves de métal jaune revenant à l'Afrique du Sud excède ainsi à peine 50 % et tend à se réduire. Une telle diminution de la demande, ce déficit, qui était de l'ordre de 3 tonnes en 1985, atteindrait 2,5 tonnes cette année, pour une production légèrement supérieure à 100 tonnes.

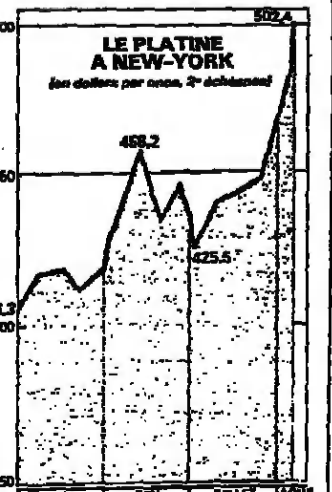
De l'avis de négociants, ce décalage proviendra en grande partie des problèmes d'extraction qui se posent en Afrique du Sud au début de l'année. Après une grève dure qui s'est soldée par le licenciement de vingt mille mineurs (elle a dû par la suite en réembaucher la plupart), la mine d'Impela, premier producteur de platine du pays, n'a pas fonctionné à plein régime pendant plusieurs mois. Paradoxalement, c'est en procédant à des achats sur le marché libre que la société sud-africaine a pu honorer ses carnets de livraisons au premier semestre. La tâche lui a été facilitée par la crise pétrolière : la fermeture des raffineries a conduit les propriétaires à se débarrasser, par centaines de kilos, des masses catalytiques de platine utilisées pour le « craquage » de l'or noir. Ce reflux de métal a empêché un emballement des cours, la consommation ayant de son côté tendance à stagner. La joaillerie japonaise a quelques fois réduit sa demande entre janvier et juin 1986 (18 tonnes, en rythme annuel, contre 20 tonnes en

1985). Elle demeure toutefois un grand utilisateur de métal blanc.

Le motif de cette préférence ? L'importation d'or a été autorisée dans l'empire du Soleil-Levant il y a seulement dix ans, et le platine, affirmant certains, convient mieux à la pigmentation de peau des Japonais (es)...

Quant aux utilisations de métal blanc des pays canadiens des automobiles, afin de réduire la pollution, c'est seulement à partir de 1989 qu'elles devraient s'accroître en Europe, en vertu de la nouvelle réglementation communautaire. Pour l'heure, la plupart des constructeurs n'ont préparé aucune modification de leurs pots, sauf pour les véhicules qu'ils exportent aux Etats-Unis (l'industrie automobile américaine consomme une vingtaine de tonnes par an de platine). L'adoption de pots non polluants pour l'Europe, mais aussi en Corée du Sud et en Australie, pourrait gonfler la demande de 5 à 15 tonnes. Cette perspective contribue d'ores et déjà à soutenir le métal.

ÉRIC FOTTORINO.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Frémissement

Depuis le 10 juillet, date de la dernière réduction du taux d'escompte américain, qui n'a eu aucun effet d'entraînement sur le Japon ni sur l'Allemagne fédérale, chacun s'observe. Mais on a bien senti cette semaine qu'une nouvelle baisse des taux pourrait bien avoir lieu à brève échéance. On admet volontiers qu'elle pourrait être de faible ampleur, mais tout de même c'est le geste qui compte !

De l'autre côté de l'Atlantique, M. Albert Weisjäger, l'économiste en chef de la First Boston Corp., a prêté une nouvelle dimension au taux d'escompte de la Fed. Mais, il est vrai, pas avant deux mois. Ces propos ont trouvé quelque écho du côté du conseil de la Réserve fédérale, où l'un des nouveaux gouverneurs, M. H. Robert Heller, a indiqué qu'il existait encore, à son avis, une marge pour qu'intervienne une nouvelle réduction du discount rate américain.

Attentifs à tout ce qui vient du pays de l'Oncle Sam, où la menace de stagnation économique et les déficits assombrissent l'atmosphère, les Français s'interrogent à leur tour. Pour l'instant, la Bundesbank choisit de faire le mort, mais, plus audacieuse, l'Italie, se prévalant des résultats plutôt positifs récemment enregistrés par son économie, semble envisager quelque prochaine baisse de ses taux directeurs.

En France, alors que la semaine s'annonçait plutôt morne sur le mar-

ché monétaire, c'est également le sentiment que l'on a perçu à partir de jeudi. Les opérateurs, qui refusaient obstinément de se porter emprunteurs de la semaine, ont brusquement changé d'avis.

« Nous avons à Paris, sous le pied, un potentiel de baisse qui peut atteindre un quart de point d'ici la fin du mois d'août ou au début du mois prochain », affirme avec optimisme un professionnel rompu aux finesses de ce marché où la psychologie joue à plein. « Malgré la hausse des prix pétroliers, le marché ne s'est pas affolé », fait-il valoir. « Les cours ne sont pas remontés et on n'a pas enregistré de couvertures massives. Car l'on sait maintenant que le MATIF (Marché à Terme d'Instruments Financiers) est là pour calmer le jeu, même si l'on constate parfois quelques dérapages. » Annonce la semaine précédente, l'adjudication « à la hollandaise » (chaque participant qui propose un prix d'enchère se voit servi à ce même prix et non pas à celui de la fourchette la plus basse) de 5 milliards de francs d'obligations assimilables du Trésor (OAT) à quinze ans (juillet 2001) n'a pas entraîné de tension particulière sur les taux.

A cette occasion, les soumissions ont porté sur 28 milliards de francs avec des prix proposés de 96,60 % à 99,40 %, le prix limite retenu ayant

SERGE MARTI.

سكائن لىفل

76 • Dimanche 10-Lundi 11 août 1986

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Le Forum du Pacifique sud. — La peste en Ouganda. 4 Italie : le deuxième gouvernement Craxi. — URSS : la Pravda critique la lenteur des travaux à Tchernobyl.	5 La polémique sur le rôle du Conseil constitutionnel. — Le rejet de la motion de censure du PS par l'Assemblée nationale. 6 La redécouverte électorale dans le Bas-Rhin et le Calvados.	6 Une voyante radiesthésiste en correctionnelle. — Détenus sur parole dans un ancien camp militaire de l'Ain. — Echees. 7 Sciences. — Sports.	9 La France et la culture américaine : rencontre avec Philip Johnson. — « Les tragédies sont venues... », d'après Saint-John Perse : hommage du théâtre à la poésie.	13 Une étude de l'OCDE sur les flux d'aide au tiers-monde. — Normes : les syndicats de La Seyne réagissent avec prudence au « plan Genoyer ». 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet 7 Mots croisés 11 Météorologie 11 Programme des spectacles 10

Face à l'accroissement des forces soviétiques

Le gouvernement japonais veut intensifier son effort de défense

Tokyo (AFP). — Le gouvernement de M. Yasuhiro Nakasone a annoncé vendredi 8 août que le Japon pourrait augmenter son potentiel militaire pour contrer une « menace latente croissante » des forces soviétiques en Extrême-Orient. En dix ans, souligne le Livre blanc sur la défense 1986 adopté vendredi en conseil des ministres, le Japon n'a toujours pas achevé le programme d'équipement fixé en 1976.

Le document, qui fixe chaque année la politique de défense du Japon, prévoit que le cadre établi en 1976 « peut être amendé » par le cabinet pour s'adapter à l'accroissement et, la modernisation des forces soviétiques, ouvrant ainsi la porte à un renforcement en matériel et en effectifs des forces d'autodéfense japonaises.

Le document ne va pas toutefois jusqu'à annoncer un renforcement immédiat du potentiel japonais. Dans un pays où l'opinion reste très pacifiste, il souligne prudemment qu'« actuellement », le gouvernement n'a pas l'intention de « réviser le concept fondamental des grandes lignes » du programme établi en 1976.

Le gouvernement avait adopté l'an dernier un plan quinquennal (1986-1990) destiné à achever le programme de 1976 qui prévoit notamment 180 000 soldats pour l'armée de terre, 60 bâtiments de surface pour la marine et 430 avions.

Le Livre blanc reconnaît que, si la croissance économique est inférieure aux prévisions gouvernementales, les dépenses militaires pourraient dépasser le plafond, fixé en 1976, de 1 % du PNB.

L'URSS souligne le document, dispose en Extrême-Orient « de plus de 162 » missiles SS-20 à moyenne portée équipés de trois têtes nucléaires chacun. Elle en avait 135 l'an dernier et aucun en 1976. Elle stationne également 85 bombardiers stratégiques TU 22 M (Backfire) contre zéro il y a dix ans. Dans la même période, ses forces terrestres sont passées de 31 à 41 divisions (300 000 à 370 000 hommes) appuyées par des chars T-72, selon le document. Son armée de l'air est passée de 2 030 à 2 390 appareils aussi modernes que des chasseurs Mig 23/27 (Flogger), Su-24 (Fencer) et Mig 31 (Foxhound).

Enfin, sa marine est passée de 755 navires (1,25 millions de tonnes) dans le Pacifique à 840 bâtiments (1,85 millions), ont des porte-avions de classe Kiev et des croiseurs équipés de missiles nucléaires de classe Kirov.

Le document fait aussi état d'une intensification des manœuvres navales et aériennes dans le Pacifique et de la mer de Chine méridionale. Les avions soviétiques ont obtenu depuis 1985 le droit de traverser l'espace aérien nord-coréen et le Vietnam met à disposition de l'URSS l'ancienne base navale américaine de Cam-Ranh-Bay.

Le Japon occupe une position géographique stratégique au débouché des trois détroits de la mer d'Okhotsk, où sont basés la flotte de surface et les sous-marins soviétiques du Pacifique.

Les grandes lignes de la politique de défense décidées il y a dix ans assignent aux forces japonaises la tâche de repousser sans l'aide de l'allié américain une agression « limitée » dans le temps et en envergure.

LIBAN

Timide amorces d'une reprise de dialogue entre M. Gemayel et les ministres d'« opposition »

Beyrouth (AFP). — Quatorze personnes ont été blessées dans des bombardements qui ont embrasé Beyrouth vendredi 8 août en fin d'après-midi, quelques heures après que les ministres qui boycottaient le président Amine Gemayel eurent décidé de reprendre le dialogue. Sept personnes ont été blessées à Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, et sept autres en secteur chrétien.

Les bombardements se sont interrompus en début de soirée, mais les combats continuent sur la ligne de démarcation. Les balles explosives retentissent dans toute la ville, silhouettes par les ambulances.

A midi, une voiture piégée avait explosé à Beyrouth-Ouest, faisant treize morts et quatre-vingt-douze blessés, à proximité d'une permanence du mouvement chiite Amal, dans le quartier de l'université arabe. L'attentat a été revendiqué dans un appel téléphonique anonyme au nom d'une organisation antisyrienne, les Cellules de libération révolutionnaires-résistance à l'oppression syrienne.

« Le commando du martyr Cheikh Marouane Hadid a posé une charge qui a explosé au passage d'une patrouille, dans le quartier de l'université arabe », a précisé l'interlocuteur anonyme.

Cette organisation s'est manifestée à plusieurs reprises depuis le déploiement, le 4 juillet, des forces syriennes dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth. Ses précédentes revendications se caracté-

saient par la même imprécision sur la nature de l'attentat. L'interlocuteur anonyme a en effet parlé d'une charge alors que c'est une voiture piégée qui a explosé.

Les affrontements ont repris deux heures à peine après que le premier ministre, M. Rachid Karamé, au nom des ministres pro-syriens qui boycottent M. Gemayel, ait lancé un appel à une réunion du gouvernement au complet.

M. Karamé a qualifié de « sérieuse et méritant d'être examinée » la proposition faite le 1^{er} août par le président Gemayel de se réunir avec le gouvernement et le Parlement, pour débattre des projets de solution de la crise libanaise. Il semblait ainsi amorcer une décapitation politique pour sortir de l'impasse. Le premier ministre a parlé de « responsabilité collective », alors que le 14 juin dernier, il proposait la « démission collective » de M. Gemayel et de son gouvernement.

Immédiatement après l'appel de M. Karamé, M. Joseph Al Hachem, ministre (phalangiste) des PTT, a affirmé qu'après avoir consulté les ministres Camille Chamoun et Victor Cassir, il était prêt à participer à toute réunion ministérielle, à condition qu'elle soit suivie d'un conseil des ministres. Constitutionnellement, le conseil des ministres est présidé par le président de la République. Dans une déclaration rapportée par les radios locales, il a exhorté M. Karamé à fixer rapidement la date de cette réunion.

Après la mort de William Schroeder

Le cœur artificiel en question

La mort, mercredi 6 août, du doyen des porteurs de cœur artificiel, William Schroeder, a-t-elle soulevé le glas d'une technique chirurgicale dont on a pu croire qu'elle allait révolutionner la cardiologie ? Sans remettre en cause le principe même de la pose d'un cœur artificiel, les chirurgiens les plus réputés, à l'exception notable du docteur William DeVries, admettent aujourd'hui volontiers que l'idée d'implanter à titre définitif un cœur artificiel du même type que celui qu'avait reçu M. Schroeder doit être abandonnée. « La santé des patients sous cœur artificiel s'altère inévitablement au bout de deux cents à quatre cents jours », déclarait, au mois d'octobre dernier, un des pionniers de cette technique, le docteur Jack Copeland, de l'université de l'Arizona. Et il est vrai que si M. Schroeder a survécu six cent vingt jours, les quatre autres malades à qui on a implanté un cœur artificiel permanent n'ont jamais dépassé quatre cent quatre-vingt-huit jours de survie.

Parmi les nombreux facteurs qui expliquent ces échecs, les troubles de la coagulation du sang et les risques de formation de caillots sanguins — et des embols cérébraux qui s'ensuivent — semblent les plus difficilement surmontables. Sans parler, bien sûr, de la liberté de mouvement quasi nulle qu'impose au malade la présence d'un compresseur de 150 kilos relié au cœur Jarvik 7 par des tubes.

Reste donc la possibilité d'implanter un cœur artificiel, mais simplement à titre temporaire, dans l'attente de trouver un cœur humain compatible qui puisse être greffé d'une manière définitive. Quelques

succès ont été enregistrés avec un tel schéma thérapeutique, en utilisant différents modèles de cœur artificiel (Jarvik, Pierce, Penn State, Bucher). Une trentaine d'opérations de ce type ont à ce jour été tentées dans le monde, toutes les survivantes — une dizaine — ayant reçu un cœur humain au cours d'une deuxième intervention. Mais peut-on parler, dans de tels cas, de cœur artificiel, alors qu'il ne s'agit en fait que d'un système de suppléance cardiaque très élaboré servant de passerelle (bridge) entre un cœur défaillant et une greffe cardiaque humaine réellement salvatrice ? (1).

On est donc encore loin du cœur artificiel autonome qui permettrait de réaliser le vieux rêve de l'homme au cœur mécanique. Seul contre tous, le docteur DeVries semble pourtant encore y croire : « Nous sommes très impatients de trouver un autre malade », a-t-il déclaré le 6 août. Théoriquement, il aurait le droit de pratiquer trois nouvelles implantations de cœur artificiel permanent, la Food and Drug Administration l'ayant autorisé à un maximum de sept interventions. Mais, étant donné le scepticisme unanime — pour ne pas dire plus — de la communauté scientifique internationale, il n'est pas certain qu'il poursuive ses tentatives plus avant.

Par-delà le problème technologique — passionnant du strict point de vue de la recherche — posé par ce type d'expérimentation, un dernier facteur limitatif devrait faire entendre raison aux derniers partisans du cœur artificiel à tout va : le coût exorbitant — plusieurs millions de francs — de telles thérapies.

F. N.

Nouvel examen médical pour le président Reagan

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan devait subir le samedi 9 août un examen des voies urinaires au centre médical de l'US Navy à Bethesda. La nouvelle a provoqué une certaine émotion dans les milieux politiques, et même dans le public. Mais M. Speaker, porte-parole de la Maison Blanche, a immédiatement souligné qu'il s'agissait d'une mesure de précaution sans aucun rapport avec l'opération du cancer du colon de l'été dernier. M. Reagan devait regagner la Maison Blanche dans l'après-midi de samedi. Il doit accomplir au début de septembre un certain nombre de voyages électoraux.

Le porte-parole de la Maison Blanche a rappelé que depuis 1982 le président ne s'était pas soumis à un examen des voies urinaires, mais il s'est refusé à indiquer s'il avait souffert assez fortement ces derniers mois pour se résigner à cet examen. Les Reagan, a dit en substance le porte-parole, entendent rester discrets sur les raisons qui ont déterminé leur décision.

H. P.

ETATS-UNIS

Le Congrès recommande l'arrêt pendant un an des essais nucléaires

WASHINGTON
correspondance

La Chambre des représentants a adopté vendredi 8 août par 234 voix contre 155 une motion recommandant l'arrêt pendant un an des essais nucléaires américains. Ce vote n'a qu'une portée limitée et révèle surtout le désir du Congrès d'assumer un rôle plus important dans la conduite des affaires étrangères. Le Sénat s'était prononcé jeudi dans le même sens, par 64 voix contre 35. Il ne s'agit dans les deux cas que de motions non contraignantes, n'affectant en rien la décision du gouvernement.

Ces votes n'en sont pas moins gênants, dans la mesure où ils interviennent à la veille du départ pour Moscou d'une mission officielle américaine, et où ils rejoignent les recommandations des six nations non nucléaires réunies au Mexique (le Monde du 9 août). M. James Wright, leader de la majorité démocrate à la Chambre, a dit qu'il fallait prendre au mot les Soviétiques, prêts à prolonger le moratoire sur l'arrêt des essais, moratoire qu'ils

ont observé pendant un an et qui a théoriquement pris fin mercredi dernier.

Dans l'immédiat, la Maison Blanche a réagi avec tiédeur en indiquant qu'un moratoire sur les essais n'améliorerait pas nécessairement les relations entre les puissances nucléaires. En fait, le Congrès tout comme la Maison Blanche insistent pour que les Soviétiques acceptent des mesures supplémentaires de vérification sur place.

H. P.

Un réseau de trafic de cocaïne démantelé

Washington. — Le plus gros réseau de trafiquants de cocaïne jamais démasqué aux Etats-Unis vient d'être démantelé, a annoncé, vendredi 8 août, le département américain de la justice. Ce trafic avait permis l'importation, de Colombie, de plus de 7,5 tonnes de cette drogue. La cocaïne, d'une valeur marchande de plus de 240 millions de dollars, était introduite aux Etats-Unis depuis 1980 par l'entremise d'une compagnie privée de charters, Air American Inc. ayant son siège en Pennsylvanie. Douze personnes, dont huit ressortissants Colombiens, ont été inculpées, mais non l'un des principaux protagonistes de cette affaire, Frederick Luytjes, propriétaire de la compagnie de charters, car il a accepté de plaider coupable et de révéler toute l'affaire. Les autres accusés encourrent au plus quinze ans de prison et 125 000 dollars d'amende.

Jusqu'à présent, la plus grande quantité de cocaïne à avoir été mentionnée dans un cas de trafic de drogue aux Etats-Unis était de cinq tonnes. Un Américain avait été condamné à la prison à vie en 1984 à Atlanta (Géorgie) pour ce trafic. Le démantèlement de ce réseau intervient alors que le président Ronald Reagan a pris la tête d'une croisade de l'administration américaine contre les stupéfiants. — (AFP, Reuters).

M. de Villiers formule trois hypothèses de développement pour FR3

Selon M. Philippe de Villiers, le gouvernement étudie « différentes hypothèses » concernant l'avenir de FR3. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, avait indiqué devant l'Assemblée nationale, le 8 août, que FR3 restera dans le giron du service public et devrait devenir, avec Antenne 2, l'un des piliers du service public télévisuel.

Dans un entretien publié le samedi 9 août dans le quotidien Presse-Océan (Nantes), qui appartient au groupe de presse de M. Robert Hersant, M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, formule trois hypothèses pour l'avenir de FR3. La première hypothèse

consiste à rapprocher FR3 de la « Sept » (la future chaîne culturelle) — ce qui a déjà été proposé par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication — afin de lui « donner les moyens de soutenir la concurrence avec Antenne 2 et les télévisions privées ». La seconde hypothèse « lie » FR3 et la presse régionale « selon des modalités diverses », ce qui permettrait de prendre en compte « les spécificités régionales ». La troisième hypothèse consisterait à faire en sorte que FR3 « contribue au développement des enseignements artistiques et à la valorisation du patrimoine national ».

Un député barriste prend la défense des stations décentralisées de Radio-France

Les déclarations de M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, concernant Radio-France et les radios privées (le Monde du 7 août), ont suscité de nouvelles réactions.

M^{me} Christine Boutin, députée UDF des Yvelines, barriste, qui siège au conseil d'administration de Radio-France, a estimé, le vendredi 8 août, qu'il existe la possibilité de faire vivre côte à côte radios privées et radios comme celle de Radio-France — et que la faiblesse du taux d'audience de certaines radios « n'était pas un critère suffisant pour décider de la fermeture d'une radio ».

51 % des Français jugent positivement l'action de M. François Léotard. — Parmi les hommes politiques qui sont ministres pour la première fois, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, remporte la palme. 51 % des Français ont « une bonne opinion » de l'action ministérielle de M. Léotard, dont le projet de loi sur l'audiovisuel vient d'être adopté par l'Assemblée nationale. En revanche, selon le sondage Gallup-Faits et opinions réalisé du 9 au 12 juillet auprès de 810 personnes, qui paraît dans l'Express, 36 % ont une « mauvaise

opinion » de l'action du ministre de la culture et de la communication, 13 % ne se prononcent pas. M. Léotard devance cependant MM. Alain Madelin (41 %) ont une « bonne opinion » de son action ministérielle, Philippe Séguin (37 %) et Jacques Douffguès (23 %).

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, est l'invité de l'émission « Forum » de RMC, dimanche 10 août, à 12 h 30.

● SUÈDE : les rennes de Lapone ne seront pas abattus. — Après concertation entre les autorités suédoises, il a été décidé que, contrairement aux intentions premières du gouvernement, les troupeaux contaminés par le usage radioactif de Tchernobyl ne seront pas systématiquement abattus. (AFP.)

HAITI

Les journalistes sont opposés au nouveau décret sur la presse

Port-au-Prince (AFP). — Les deux principales associations de journalistes haitiens, l'AJH et la SNPJ (Société nationale des journalistes professionnels) ont exprimé vendredi 8 août leur opposition au nouveau décret gouvernemental sur la presse. Le Conseil national de gouvernement haitien avait promulgué le 31 juillet dernier un décret en vingt-six articles réglementant le fonctionnement de la presse. Les deux associations contestent l'attribution exclusive de leur carte professionnelle, chaque année, par le ministre de l'Information et de la coordination.

L'AJH suggère une association nationale en relation avec le gouvernement pour assurer la discipline de ses membres, la SNPJ se prononçant pour un haut conseil des médias. D'une manière plus générale, les deux organisations jugent « vagues et dangereuses » les articles du décret selon lesquels il y a délit de presse « lorsqu'un texte imprimé ou une émission de radio ou de télévision porte atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ».

Ce même jour dans la capitale haitienne, un jeune homme, Bobby Narcisse, est mort de ses blessures, après avoir été atteint par des tirs de civils armés, et deux photographes, dont celui de l'AFP, ont été interpellés durant plusieurs heures à cette occasion.

L'incident s'est produit, selon des témoins, au moment où le photographe de l'AFP prenait des photos d'une altercation opposant un civil armé à Bobby Narcisse, dans une rue commerciale du centre ville. La foule ayant commencé à ruer des coups d'homme en arme en l'accusant d'être un « tonon-macoute », une patrouille de police est intervenue en indiquant que le civil armé était en fait un détective du service des recherches criminelles qui tentait d'arrêter un voleur.

Lors de la bousculade qui a suivi, des coups de feu ont été tirés blessant Bobby Narcisse, qui est mort peu après, lors de son transfert à l'hôpital. Il serait en fait un jeune auxiliaire de police, tué par erreur par ses collègues.

1 FRANÇAIS SUR 100 N'A RIEN A BECQUETER.

LA BANQUE ALIMENTAIRE, C'EST QUOI ?
La Banque Alimentaire collecte et stocke des produits alimentaires qui lui sont donnés puis les redistribue localement à des associations d'entraide.

LA BANQUE ALIMENTAIRE, C'EST VOUS !
C'est par votre participation bénévole et vos dons que, chaque jour, nous ferons reculer la faim en France.

TÉL. 16 (1) 42.53.91.12
BANQUE ALIMENTAIRE
Fédération Nationale des Banques Alimentaires, 15 Av. Jeanne d'Arc, 94110 Arcueil.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde »
daté 9 août 1986
a été tiré à 449 596 exemplaires

A B C D E F G